

سكز الشا لامل

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14480 - 6 F

VENDREDI 26 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Le piège tendu à l'OLP

Le peuple palestinien risque de payer longtemps - et au prix fort - l'énorme faute politique que les dirigeants de l'OLP ont commise en soutenant obstinément M. Saddam Hussein pendant la crise et la guerre du Golfe. Tout donne à croire qu'il pourrait bien être la première victime des grandes manœuvres en cours au Proche-Orient, et qui laissent - enfin - espérer la tenue dès l'automne d'une conférence de paix.

Autant Israël semble tenté d'amorcer une négociation avec ses voisins arabes, en premier lieu avec la Syrie - sa pire ennemie - autant il exige de la faire à ses propres conditions. D'une part, il refuse catégoriquement de prendre langue avec tout dirigeant palestinien qui se réclamerait de l'OLP, car cela reviendrait, aux yeux de Jérusalem, à légitimer d'emblée la raison d'être de cette dernière : l'aspiration à un Etat.

De l'autre, il exclut - avec fermeté - la présence à la table des pourparlers de tout Palestinien vivant à Jérusalem-Est, parce que ce serait remettre en cause la souveraineté de l'Etat juif sur sa capitale éternelle. Un tel rejet est évidemment inacceptable pour les Arabes de Jérusalem, qui rêvent eux aussi - d'en faire un jour la capitale de leur futur Etat. Le règlement provisoire de ce différend majeur est entre les mains de l'administration Bush.

Bien qu'ils n'aient jamais reconnu l'annexion par Israël de la ville sainte, les Etats-Unis semblent prêts à avaliser une formule qui comblerait les vœux de l'Etat hébreu en n'invitant à la négociation que des Palestiniens « acceptables » et de surcroît intégrés à une délégation commune à la Jordanie et aux territoires occupés. Les dirigeants arabes vivant à Jérusalem, et qui - en tant que sympathisants de l'OLP - ont pourtant rencontré à plusieurs reprises le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, seraient ainsi mis sur la touche, du moins pour quelques années.

M. YASSER ARAFAT et ses amis, ayant seré le drapeau israélien qui « ignore totalement les droits nationaux » du peuple palestinien, ils redoutent une réédition du scénario de Camp David qui verrait les pays arabes conclure une « paix séparée » avec Israël. Ainsi, la Syrie, « roulant » uniquement pour elle-même, pourrait espérer - en échange d'un traité normalisant ses relations avec l'Etat juif - récupérer le plateau du Golan, perdu en 1967.

La quarantaine diplomatique où l'OLP s'est enfermée l'empêche de trouver des alliés pour déjouer le piège qui la guette. « Personne ne nous dit rien », reconnaît M. Arafat, en un aveu pathétique de l'isolement où le tiennent ses pairs arabes. L'OLP n'est réduite à rechercher des soutiens loin du Proche-Orient, notamment à Paris. Pour permettre à M. Arafat de sauver une partie de sa mise, M. Roland Dumas a suggéré mercredi 24 juillet un compromis sur la délégation palestinienne, qui a peu de chances toutefois d'être retenu. Manière pour la France de rappeler qu'à ses yeux l'OLP reste la seule organisation représentative des Palestiniens et que son « patron » en est, qu'on le veuille ou non, le leader légitime.

Lire nos informations et l'article d'HENRI BAINVOL page 3

MD147 - 0726 0 - 6.00 F



Se plaçant en position d'arbitre entre conservateurs et réformateurs

M. Gorbatchev propose au Parti communiste l'abandon de la lutte des classes

Le plénum du comité central du Parti communiste soviétique a entamé, jeudi 25 juillet, l'examen du projet de nouveau programme politique du parti. M. Mikhaïl Gorbatchev va devoir arbitrer entre conservateurs et réformateurs et éviter une scission. Le projet vise à transformer le Parti communiste d'Union soviétique en « un parti du socialisme démocratique et humain » et à l'abandon de la lutte des classes.

« La tragédie de notre société est que la construction du socialisme a été déformée par l'instauration d'un système totalitaire », précise le projet qui sera soumis au congrès du parti qui pourrait être convoqué pour la fin de l'année.

SOPHIE SHIHAB
Lire la suite page 4

cratique et humain » et à l'abandon de la lutte des classes.

« La tragédie de notre société est que la construction du socialisme a été déformée par l'instauration d'un système totalitaire », précise le projet qui sera soumis au congrès du parti qui pourrait être convoqué pour la fin de l'année.



PANCHO

BCCI : l'Amérique latine, à son tour

L'affaire de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) se développe à nouveau aux Etats-Unis, où le Département de la Justice conduit une nouvelle enquête sur les irrégularités commises. Au-delà des retombées politiques, cette affaire pose le problème plus général du blanchiment des narcodollars, un peu partout dans le monde, mais bien sûr en Amérique latine.

A Panama, les banquiers rejettent les accusations portées contre eux, en attendant le procès de l'ancien dictateur Noriega, qui doit avoir lieu aux Etats-Unis le 3 septembre. En Argentine, les attaques contre la belle-famille du président, M. Carlos Menem, sont alimentées par des témoignages d'un mystérieux Libanais et de multiples rumeurs.

Lire page 18 les articles de BERTRAND DE LA GRANGE et de CHRISTINE LEGRAND

La mort d'Isaac Bashevis Singer

Le grand conteur du « yiddishland »

L'écrivain américain d'origine polonaise Isaac Bashevis Singer, l'un des plus grands conteurs juifs de ce siècle, prix Nobel de littérature en 1978, est mort mercredi 24 juillet en Floride, où il résidait. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

par Edgar Reichmann

Le 5 octobre 1978, le monde, de Stockholm à Paris et à Varsovie, de New-York à Jérusalem, découvrait, à la faveur d'un prix Nobel, le dernier grand conteur d'un monde qui venait de s'éva-

nouir en fumée, et sans doute l'un des plus importants écrivains de ce siècle.

Isaac Bashevis Singer, le témoin singulier d'un espace culturel et géographique historique tout aussi singulier, celui du yiddishland, la patrie de la langue yiddish, forgée depuis plusieurs siècles dans les larmes, le rire, la souffrance et le sang, vient de disparaître, après nous avoir légué une œuvre dont la puissance, la cohérence et l'originalité ne cessent d'étonner.

En la couronnant, l'Académie suédoise souhaitait surtout récompenser l'écrivain « pour son art narratif qui, plongeant ses racines dans la tradition juéopolonaise, incarne et personnifie

la condition humaine universelle ».

Isaac Bashevis Singer est né le 14 juillet 1904 à Leoncin, près de Varsovie, en cette Pologne alors partagée entre l'Allemagne du Kaiser, l'empire des tsars de toutes les Russies et celui des Habsbourg ; terre d'une nation qui ne devait retrouver son Etat qu'à la fin du premier carnage mondial, dans cette Pologne resuscitée puis de nouveau balayée de la carte, avant de renaître encore, ballottée de l'ouest vers l'est.

Un pays où vécurent jusqu'en 1939 ces millions de juifs qui parlaient le yiddish, vecteur linguistique ne ressemblant à aucun autre, mélange d'allemand, d'hébreu, de slave, tenant lieu de patrie à un peuple qui en était dépourvu.

D'un pogrom à l'autre, de l'antisémitisme nazi au génocide culturel perpétré par les sbires de Staline et par ses successeurs, le yiddish a néanmoins survécu, grâce à ces conteurs d'exception que furent Shalom Aleikhem, Mendele Moshe Sforim, Leibush Peretz et Israël Joshua Singer, le propre frère du grand disparu, derniers descendants d'une très longue lignée hassidique.

Lire la suite page 17

Poursuite des manifestations malgré l'état d'urgence

La population défie le président malgache

La population d'Antananarivo continue de défier l'état d'urgence décrété par le président malgache, M. Didier Ratsiraka, et multiplie les manifestations.

Un troisième membre du gouvernement de transition nommé par l'opposition a été enlevé par un commando militaire, jeudi 25 juillet, à Antananarivo. Il s'agit de M^{re} Andriamanjato, « ministre des travaux publics » et épouse de l'un des chefs de l'opposition.

Les hésitations de Paris

par Jacques de Borin

« On a fêté le cancer en Afrique » - le cancer démocratique s'entend - avait lancé Hassan II dans son entretien télévisé de dimanche dernier. Cette maladie dont le roi du Maroc accuse la France d'avoir inoculé le virus sur le continent noir est en passe de faire une nouvelle victime, et celle-là de taille : le président malgache.

L'an dernier, presque à pareille époque, M. Didier Ratsiraka recevait, dans sa « folie » nord-occidentale des environs de « Tana », son homologue français, « un ami auquel on peut se confier ».

S'était-il alors félicité. Mais un « ami » qui avait, tout de même, beaucoup tardé à venir visiter la Grande Ile et voir ce qu'un socialiste à poigne en avait fait après quinze ans de pouvoir solitaire. Triste état des lieux... même si l'auteur du désastre essaye, depuis quelque temps, de remettre un peu d'ordre dans la maison malgache.

Entre les deux présidents, le courant était, semble-t-il, bien passé. La personnalité singulière de M. Ratsiraka avait de quoi, il est vrai, séduire M. Mitterrand, qui ne déteste pas se frotter à des hommes de tempérament.

Lire la suite page 3

Un groupe France unie à l'Assemblée ?

M. Solisson espère parvenir à ses fins dès la prochaine session

page 6

La modernisation du service public

Un fonds spécial pour améliorer la condition des fonctionnaires dans les grands ensembles

page 7

Débats

- Un plaidoyer de Bernard Stasi pour un programme commun droite-gauche sur l'immigration
- Une réponse d'Henri Martre, PDG d'Aérospatiale, au vice-président de Boeing

page 2

Le sommaire complet se trouve page 24

LE PRÉSIDENT EN POCHE

Franz-Olivier Giesbert

Le Président

POINTS ACTUELS

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce, 120 PTA ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 86 p ; Italie, 1,50 L ; Japon, 200 ¥ ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F SWE ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Immigration

Le programme commun de la droite et de la gauche

par Bernard Stasi

Il fallait, bien sûr, rassurer les socialistes, déconcertés, désespérés, pour certains d'entre eux, par les déclarations, pour le moins maladroites, de M^{me} Edith Cresson sur les vrais faux châtiers qu'elle était prête à affirmer pour reconduire chez eux les immigrés clandestins.

En rappelant sa position personnelle sur le droit de vote des étrangers installés en France et en insistant sur les différences entre la loi Joxe et la loi Pasqua, le président de la République a-t-il réussi à les convaincre qu'ils n'avaient pas à redouter une révolution culturelle en ce qui concerne l'immigration ?

En tout cas, malgré la violence du débat entre la majorité et l'opposition, il est désormais évident que la politique d'immigration que le pouvoir s'efforce de mettre en œuvre n'est guère différente, dans ses objectifs, de celle que préconise l'opposition. C'est précisément pour masquer cette évidence, une évidence qui dérange, que les adeptes, dans chaque camp, du débat fracassant continuent à donner un ton particulièrement passionné aux polémiques sur l'immigration.

Il ne s'agit pas là, en vérité, d'une situation nouvelle. Mais le voile d'hypocrisie qui, jusqu'à une date récente, dissimulait la réalité de la politique socialiste en ce domaine, empêchant que l'on ne prit conscience de cette convergence. Depuis longtemps, les gouvernements socialistes expul-

saient les clandestins et cherchaient à mieux surveiller les frontières, c'est-à-dire procédaient à des refoulements. Mais pour ne pas choquer leurs électeurs, pour ne pas donner le sentiment d'un reniement, ils ne l'avaient pas, ou bien à voix très basse, préférant se faire accuser de laxisme délégué. Et la vigueur des attaques de l'opposition était pour eux, ou plutôt pour leurs électeurs, une caution de leur fidélité aux positions humanistes — et irrealistes — d'avant 1981.

Or voici qu'après les déclarations de Michel Rocard, selon lequel la France ne pouvait pas accueillir sur son territoire toute la misère du monde, après les propos catégoriques, pour ne pas dire brutaux, du premier ministre actuel, le président de la République lui-même vient d'affirmer que les travailleurs clandestins devaient retourner chez eux et que la France ne pouvait laisser entrer de nouveaux immigrés que si le marché du travail était en mesure de les absorber.

L'ensemble des responsables de l'opposition parlementaire admet ce qui, depuis longtemps, aurait dû apparaître aux yeux de tous comme une évidence, à savoir, que, dans leur très grande majorité, les immigrés qui se trouvent en situation régulière resteront dans notre pays. Et que tout doit être fait, par conséquent, pour favoriser leur intégration. Ceux qui, au sein de la droite, tout près de la droite extrême, se vantent

d'aller plus loin que le Front national dans leurs propositions pour réduire le nombre d'immigrés ne représentent qu'eux-mêmes.

Lutter contre l'immigration clandestine (y compris contre les employeurs qui en sont responsables), faciliter l'intégration des immigrés régulièrement installés en France, mais aussi aider d'avantage, en agissant, notamment, avec nos partenaires de la Communauté européenne, les pays pauvres à créer des emplois sur place, tel est aujourd'hui le programme commun à la majorité et à l'opposition en ce qui concerne l'immigration.

Pour une nouvelle table ronde

Est-ce à dire qu'il n'y a plus, désormais, matière à débat ? Certes non. Sur les différents moyens d'atteindre ces objectifs, sur les résultats de la politique menée dans ce cadre par le gouvernement, il est normal et il est sain que les points de vue diffèrent et que les partis s'opposent. Mais rien ne justifie plus les antagonismes qui ont trop souvent entaché le débat sur l'immigration. Les uns et les autres doivent s'en faire une raison, et en tirer les conséquences.

Si le problème de l'immigration continue à être traité à coups de slogans simplificateurs, de déclarations médiatiques et d'accusations véhémentes, le vainqueur est tout désigné : c'est le leader du Front national. Sur ce terrain-là, il est et

restera le plus efficace, celui qui aura le moins de scrupules pour exploiter l'irritation légitime et les peurs irrationnelles d'un certain nombre de Français. Le Parti socialiste peut, certes, être tenté de favoriser, par intérêt électoral, le Front national — et son comportement de ces dernières années ne nous garantit pas qu'il aura toujours la vertu de résister à la tentation.

Mais l'opposition doit comprendre qu'en présentant la situation d'une façon apocalyptique, non seulement elle travestit la réalité — il n'est pas vrai que notre identité nationale soit menacée parce qu'il y a des réparties à travers le territoire, quatre cents « banlieues à problèmes » et il n'est pas vrai, loin de là, que toutes ces banlieues soient à feu et à sang, — mais elle crédibilise les analyses sans nuances et les solutions brutales du Front national. Tout à ajouter qu'il serait de plus en plus difficile, pour l'opposition UDF-RPR, de justifier le refus de toute alliance avec le Front national si son discours concernant l'immigration devenait de plus en plus proche de celui de l'extrême droite ?

En réalité, les conditions sont aujourd'hui réunies pour que se tienne à Maignon, le plus rapidement possible, une nouvelle table ronde qui permette aux responsables politiques de la majorité et de l'opposition d'aborder les différents problèmes liés à l'immigration, avec, à la fois, détermination et sérénité, qui permette aussi de déminer un terrain que les mensonges et les slogans du Front national ont rendu difficilement praticable.

► M. Bernard Stasi est député UDC de la Marne.

Réponse au vice-président de Boeing

Des vessies pour des lanternes

par Henri Martre

DANS la mauvaise querelle qu'ils nous font sur Airbus, nos concurrents américains veulent nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Dans le Monde du 20 juillet, L.W. Clarkson, vice-président de Boeing, dans un « Dialogue autour d'Airbus », faisait les questions et les réponses avec un imaginaire représentant un européen dont la naïveté le disputait à l'incompétence. De ce dialogue résultait évidemment qu'il y avait d'un côté les bons, les constructeurs aéronautiques américains non subventionnés, et de l'autre les mauvais, les Européens subventionnés.

De qui se moque-t-on ? Que l'on puisse tenir un tel langage de l'autre côté de l'Atlantique, passe encore, et l'on ne s'en fait pas faute, mais, au pays de Descartes, où le bon sens fait partie des vertus attiques sorties de la glèbe, il convient d'être plus « factuel ».

S'agit-il d'une vaste tentative de désinformation et d'intimidation dans le cadre des grandes manœuvres qui précèdent la reprise prochaine des négociations du GATT ? Peut-être, mais je crois plus volontiers que c'est là une simple manifestation du manichéisme de certains ressortissants de ce grand peuple de pionniers dont la hure pour la vie ne pouvait laisser place ni au doute ni aux complexes.

Tout d'abord on doit constater qu'au cours de la deuxième guerre mondiale, et depuis lors, les États-Unis ont construit une industrie aéronautique et spatiale colossale. Il a fallu gagner cette guerre, faire face à la menace soviétique et plus largement à la menace de subversion communiste partout dans le monde, répondre au défi du Spoutnik puis au défi de la guerre des étoiles. Hyper-puissance mondiale, la seule maintenant, elle a dû progressivement développer une force gigantesque, projetable en tout point du globe, pour assumer sa responsabilité de gendarme du monde. Elle en a fait la démonstration dans la

guerre du Golfe et en a répété l'écho au Salon du Bourget. Il serait malvenu de s'en plaindre, car c'est à cet effort de nos alliés américains que nous devons notre liberté.

Le contribuable américain a donc dûment peiné pour bâtir une industrie aéronautique qui donne à son pays la prépondérance stratégique, pour établir une base technologique sans égale et acquérir une panoplie très large de moyens, parmi lesquels une capacité massive de transport aérien qui a souvent été mise à l'épreuve.

Les soins du gouvernement fédéral

Il suffit de rappeler quelques chiffres pour illustrer la performance. Dans le monde soumis à l'économie de marché, l'industrie aéronautique assure 60 % de la production, contre 25 % pour l'industrie européenne ; elle réalise 70 % de l'effort de recherche et développement et 60 % des exportations, ces ratios étant évidemment très supérieurs au poids réel de l'économie américaine dans le monde, de l'ordre de 25 %. Et ce sous-produit bien de l'effort national : 70 % du chiffre d'affaires et 75 % des recherches et développement sont financés par le budget fédéral, contre respectivement 30 % et 50 % pour les Européens. À travers le budget, chaque citoyen américain paie pour son industrie aéronautique six fois plus que chaque citoyen européen pour sa propre industrie. Il n'est pas besoin d'un grand clerc pour déduire de ces chiffres que la compétitivité de l'industrie américaine provient essentiellement du fait que l'innovation lui est pour la plus grande part payée par le gouvernement. On pourrait ajouter qu'elle provient également, et on peut espérer que c'est provisoire, de la sous-évaluation du dollar et de l'écart des taux d'intérêt, mais c'est une autre histoire. Certes, Boeing peut objecter qu'il s'agit là de valeurs moyennes et que lui-même est plus mal traité, car son activité civile est majoritaire. Cela est vrai, mais n'oublions pas qu'il est le grand gagnant des énormes programmes militaires qui viennent d'être lancés, l'avion de combat et l'hélicoptère de combat, pour un montant fabuleux de 150 milliards de dollars, qu'il devra bien sûr partager avec quelques collègues.

Les faits sont là, l'industrie aéronautique américaine est dominante dans le monde parce qu'elle est l'instrument principal de la puissance des États-Unis et qu'elle bénéficie à ce titre de tous les soins du gouvernement fédéral. Non pas seulement de manière indirecte, à travers les programmes militaires, mais également directement pour les programmes aéronautiques civils à travers la NASA, le département des transports et bien d'autres voies. Ce qui est essentiellement en question, ce sont les aides aux activités civiles. Les Américains passent des contrats de recherche et technologie couvrant en général la totalité des frais, alors qu'Européens et Japonais font des prêts remboursables, en cas de succès, pour une part des charges de recherche et développement.

On peut débattre indéfiniment les vertus comparées de ces méthodes. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'elles sont les unes et les autres conformes aux règles du code de l'aviation civile du GATT, et que les Américains essaient de contourner cette situation d'abord en cherchant à modifier ces règles, puis en en invoquant d'autres. Nous sommes actuellement engagés dans le maquis des textes et des procédures, et c'est une épreuve redoutable quand on sait qu'au pays des lawyers le nombre des juristes tend à excéder celui des ingénieurs.

Ce qui montre à quel point un tel débat peut être biaisé, c'est que les constructeurs américains s'accrochent très bien des usages européens et japonais quand cela les arrange. La plupart des moteurs civils américains récents sont réalisés en coopération avec des constructeurs européens et japonais, et bénéficient ainsi d'avances remboursables, et la contrepartie américaine a été financée dans certains cas par le département de la défense et dans d'autres par la NASA. Boeing a pu développer ses modèles les plus récents, B-767 et B-777, en partie grâce aux avances remboursables japonaises et italiennes, et McDonnell Douglas a lancé le MD-11 grâce aux avances remboursables de l'Italie, de la Suède... et de l'Andalousie.

Que nos concurrents défendent leurs intérêts, c'est normal, et encore il y a des limites à respecter, mais, de grâce, qu'ils nous épargnent les leçons de morale !

► Henri Martre est PDG d'Aérospatiale.

Un entretien avec Roland Castro

Le responsable de Banlieues 89 reproche au pouvoir politique de sacrifier les banlieues et l'intégration au « temps médiatique »

« Vous êtes le responsable de Banlieues 89. Celles-ci ont explosé en 1991 : à quoi avez-vous servi ? N'est-on pas condamné par le mode de fonctionnement de notre système politique à redécouvrir ce type de problème à chaque fois qu'une explosion se produit ? »

— Pendant longtemps j'ai été, en effet, réduit au rôle de Cassandre. À chaque étape, en outre, de notre action, nous avons été rattrapés, effacés par le temps médiatique. La question de la ville exige d'agir en temps réel, sur dix ou quinze ans. Le temps médiatique, lui, imprime son propre rythme, instantané.

— Exemple : je commence à travailler sur le projet du Grand Paris ; nous sommes aussitôt recouverts par la querelle du trouble de Fabius, lors de la venue, en 1985, du général Jaruzelski. Trouble qui paraît aujourd'hui, avec le recul, ridicule. À chaque fois, nous prenions une initiative, nous étions éclipsés par un événement médiatique.

— Le pouvoir politique, lui, n'est donc attentif qu'au « temps médiatique ».

— Oui. Et il répond par des plans d'urgence. Répondre au problème de la ville par des petites mesures d'urgence, c'est stupide ! Il ne faut surtout pas de plan d'urgence, mais des plans à long terme. Il faut faire preuve, pour les banlieues, de l'obstination que de Gaulle avait déployée pour le Concorde : pendant plusieurs années, il a interpellé, poussé le gouvernement, sans relâche. Pour modifier l'état d'esprit de toute l'administration, il faut ça.

— Les idées sont là. Les maires commencent à bouger. Il y a un ministre d'État, il n'y a plus que le budget qui coince.

La mort de l'idéologie du service public

— Les idées, quelles sont-elles ?

— Elles sont bien connues : c'est tout ce qui a trait au désenclavement, à l'embellissement. Il ne faut pas conserver des lieux dont l'apparence dit déjà que les habitants sont mis hors du jeu, hors de la société.

— À ceci près qu'à Vaulx-en-Velin, par exemple, il y avait eu un effort d'embellissement.

— Le lieu est un des concepts. L'emploi, le travail, la police, la justice, tout est lié.

qui a cassé, à Vaulx-en-Velin, c'est la chaîne justice. Mais embellir ne règle pas les autres problèmes, c'est sûr ! La chaîne urbaine est un tout : justice, police, emploi, éducation, dignité des lieux.

— Comment concilier le temps long, nécessaire aux solutions de fond, et le temps médiatique, qui impose d'agir dans l'urgence ?

— La gestion du temps long est liée à la remobilisation de la gauche. L'absence du PCF, par exemple, qui a été un grand foyer intégrateur, est un drame. Le PS, qui est devenu un pur parti de carrière, absent du terrain, c'est aussi un drame. Il faut refaire de la citoyenneté réelle, de la participation réelle.

— Le PC, à une époque, a intégré les Juifs, les Polonais, les Algériens. Il a disparu. Reste sur le terrain, du social-chrétien, c'est-à-dire de la bonne volonté sans projet. C'est insuffisant. La question centrale est celle de la mobilisation idéologique, sur le terrain, celle de la reconstruction de la gauche.

Le bonheur politique qui inonde ce pays...

— Comment lie-t-on ce terrain militant et ce que vous appelez la crise des élites ?

— L'idée de service public a déserté la haute fonction publique. L'ENA ne peut plus produire de l'idéologie de service public. Là aussi, le carriérisme règne. Il n'y a plus que Paul Delouvrier. Où sont les Delouvrier de demain ? Où sont aussi les politiques ? Il n'y a plus que des techniciens de l'opinion. L'esprit public a cessé de souffler dans les sphères politiques.

— Les députés, par exemple, ne sont plus que des machines à se faire réélire. Ils acceptent le massacre du Parlement et se contentent d'un rôle d'assistante sociale. Il y a sans doute des gens bien un peu partout, mais ce ne sont pas les idées des gens biens qui dominent. Les valeurs dominantes sont la performance, le gagnant, la carrière. N'importe quel politique se voit comme ça, c'est désastreux !

— Pourtant le pays est riche. Il y a une bouffée d'enfer. Mais on n'accepte plus de partager. Il y a un véritablement délitement du lien social ; plus personne n'a de véritables repères.

— Il semble me souvenir que, lors des manifestations lycéennes, est apparue dans Paris la peur d'un déferlement des banlieues.

— Il y a pire. Aux Tuileries, il y a une fête foraine, qui attire une partie de la banlieue. Des riverains des Tuileries ont accroché des sacs-poubelle à leurs fenêtres. Les gens les mieux logés de Paris n'ont pas su résister à la vue des banlieues. Ça fait partie de cette situation de destruction du lien social, où personne ne supporte plus personne et se repaie sur ses propres privilèges.

— Le risque, c'est, dans ce contexte, de voir survenir Tapie et Le Pen : bonjour l'angoisse ! Quelle carence collective ! C'est dire le bonheur politique qui inonde ce pays.

— Les Français n'ont-ils pas, comme le dit Jacques Chirac, un sentiment d'« overdose », ont-ils la perception qu'un « seuil de tolérance » a été franchi ?

— Je me suis senti d'une discussion avec une vieille dame qui attribuait tous ses sujets de mécontentement aux Arabes en lui répétant de façon précise : ça commence aux Arabes, ça finit par les arabes, les vieux et les bouches inutiles. C'est toujours comme ça. La ligne jaune, là encore, a été franchie. Le Pen a gagné. Moi je dis : la seule réponse, c'est de dire de façon brutale : le racisme, c'est interdit ! Comme l'est l'inceste dans la sphère privée. Il faut établir ce tabou, cet interdit collectif. Il faut aussi que les gens sachent que si on voulait vraiment se débarrasser des clandestins, par exemple, il faudrait boucler des quartiers, faire des rafles, etc. C'est un prix de mort pour la société française.

— Il vaut mieux accepter une certaine porosité : c'est le prix de la démocratie. Nous sommes un peu comme l'Autriche. Notre histoire est pleine de placards, que de Gaulle a soigneusement fermés pour nous raconter une belle histoire. Le pétainisme et le colonialisme sont dans ces placards bien fermés. Ils s'entrouvrent aujourd'hui : en sortent des Français racistes, contre la France.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI ► Roland Castro est architecte.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEURE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile : « Les rédacteurs du Monde », « Association Hubert-Beure-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimeur : « Le Monde », 12, rue Gutenberg 94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications : 57 437 ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria 75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72 Téléc : MONDPUB 634 128 F

Téléc : 663.70.71. Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beure-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

مكتبة الأمل

ETRANGER

Alors que le premier ministre refuse tout « compromis territorial »

Les « durs » de la droite israélienne doutent de la sincérité du président Assad

JÉRUSALEM
correspondance

« Comment, de frère jumeau de l'Irakien Saddam Hussein, le président syrien Hafez El Assad s'est-il transformé en un tournemain en frère cadet du président Sadate ? » En posant cette question au cours d'une réunion du Front parlementaire pour la défense d'Eretz-Israel (le Grand Israël), le ministre de l'habitat Ariel Sharon n'a pas seulement donné le coup d'envoi de la campagne des courants les plus extrémistes de la coalition contre une réponse positive d'Israël aux propositions américaines. Il a aussi lancé le débat sur le phénomène de confusion des situations et de métamorphose des personnages auquel on assiste depuis la brusque progression du processus de paix.

Car si certains, comme le premier ministre israélien, ont effectivement comparé les démarches actuelles du président Hafez El Assad à celles de l'ancien président égyptien Anouar El Sadate en

1977, d'autres ont pu se demander si M. Itzhak Shamir n'était pas, lui, en train de devenir un nouveau Menahem Begin, qui s'approprierait à son tour le monde en cédant à la Syrie le plateau du Golan, comme l'avait fait il y a quinze ans son prédécesseur du Likoud (droite nationaliste) à la tête du gouvernement israélien en restituant l'ensemble du Sinaï à l'Egypte.

Le risque d'une crise gouvernementale

Certes, M. Shamir ne cesse de multiplier les assurances et les professions de foi contre toute idée de concession territoriale. Il a encore déclaré mercredi soir dans un entretien télévisé : « Je ne crois pas au compromis territorial. Notre pays est tout petit (...). Il est impossible de faire la distinction entre la paix et la sécurité, la sécurité, le territoire et la patrie, tout cela forme un ensemble. C'est la conviction depuis toujours. » Toutefois, ce que redoutent les « durs » du Likoud tel Ariel Sha-

ron, et bien sûr les partis d'extrême droite, membres de la coalition, c'est que le premier ministre soit pris dans un engrenage. Un de ces partis Teyhya (trois sièges), menace déjà de quitter le gouvernement. Son comité central doit se réunir la semaine prochaine pour prendre une décision.

S'il met ses menaces à exécution, la majorité de M. Shamir la Knesset sera réduite de soixante-six sièges (sur cent vingt) à soixante-trois. Mais si les deux autres petites formations (Molédet, deux sièges), et Tsomet (deux sièges également) s'engagent dans la même voie, la crise gouvernementale paraît inévitable, avec peut-être à la clé des élections anticipées.

M. Shamir se fait fort de convaincre ses partenaires de la coalition que leurs craintes sont totalement injustifiées. M. Gueula Cohen, du parti Teyhya, a donc libre cours à ses craintes en affirmant : « J'éprouve des appréhensions de plus en plus fortes au sujet de l'avenir du plateau du Golan. Je pense que nous sommes pris au piège. » Ce piège, pour Ariel Sharon, c'est la prétendue métamorphose du président syrien Assad : « Comment se fait-il, a-t-il demandé, qu'il y ait quelques jours encore nous recevions en petit comité des rapports alarmistes sur le régime syrien, sur sa quête de tanks, d'avions, de missiles Scud, sur son effort pour développer des armes chimiques et biologiques, et puis, soudain, on nous explique que, comme par enchantement, Assad a opéré un revirement total de ses positions et aspire à la paix ? »

Interrogé à la télévision au sujet du parallélisme qu'il avait établi entre les présidents Assad et Sadate, le chef du gouvernement Itzhak Shamir a tenu à minimiser les choses en expliquant que la comparaison ne portait que sur les relations avec les Américains. « Il y a des différences de point commun », a-t-il dit, « comme Sadate ont compris qu'ils devaient coopérer avec les États-Unis. Il a des fois changé ses positions d'un extrême à l'autre. Il a proposé d'engager des négociations directes. Quelles sont ses véritables intentions ? Nous verrons bien. » Une tout autre question est de savoir si

Itzhak Shamir sera un nouveau Menahem Begin. Les personnages ne se ressemblent guère. Avant M. Begin à l'époque où il était premier ministre était volubile et désireux de jouer un grand rôle dans le show diplomatique du président Sadate, avant M. Shamir est réservé et secret, même si ces derniers jours il manifeste de l'engagement face à des perspectives de négociations de paix.

Un nouveau Menahem Begin ?

Cependant, ce sont surtout les situations qui sont différentes, comme l'a rappelé l'ancien secrétaire général du gouvernement Begin, M. Aryeh Naor : « Lorsque Sadate s'est déclaré prêt à venir à Jérusalem, il avait déjà été informé secrètement par Israël qu'il était décidé à restituer l'ensemble du Sinaï, alors qu'aucune promesse de ce genre à propos du Golan n'a été faite au président Assad. Au contraire. »

Certes, certains politologues continuent à expliquer que le plateau du Golan comme le Sinaï ne font pas partie historiquement d'Eretz-Israel. C'est pourquoi le Likoud - le parti de M. Begin et Shamir - n'a jamais considéré ces territoires, contrairement à la Cisjordanie (Judee-Samarie) comme sacro-saints. M. Shamir ne cesse de proclamer le contraire. Il considère l'annexion du Golan, en décembre 1981, par Menahem Begin, comme totalement irréversible. Et M. Benny Begin, le fils du leader historique du Likoud, a tenu à affirmer à la tribune de la Knesset, avec toute l'autorité morale que lui confère son rôle de dauphin : « Le Golan est rattaché à Israël comme le bras appartient à un corps. »

Sur un point, cependant, les situations de M. Shamir et Begin sont comparables. Lâché par sa droite en 1978, M. Begin n'avait réuni une majorité à la Knesset en faveur des accords de Camp David que grâce aux voix de l'opposition travailliste. A présent, également, les travaillistes de M. Shimon Peres se déclarent décidés à soutenir à la Knesset un gouvernement Shamir qui dirait oui aux Américains, et qui serait éventuellement privé des voix des députés de la droite nationale. HENRI BAINVOL

Dans l'hypothèse d'une levée des sanctions de l'ONU

Le Conseil de sécurité examine deux résolutions comportant notamment un contrôle aérien de l'Irak

Invité à se prononcer sur la levée partielle de l'embargo frappant l'Irak, le comité des sanctions de l'ONU a estimé, mercredi 24 juillet, que cette question était du ressort du Conseil de sécurité. Celui-ci, qui devait se réunir jeudi, étudie deux résolutions distinctes, l'une sur le contrôle et la destruction des installations nucléaires de Bagdad, l'autre sur l'exportation - à des conditions très strictes - de pétrole pour pouvoir acheter les produits alimentaires dont la population a besoin.

NEW-YORK
de notre correspondant

A quelques heures du délai fixé au 25 juillet par les Nations unies à l'Irak pour le contraindre à fournir le détail exact de ses équipements et de ses installations nucléaires, la possibilité d'une reprise des opérations militaires semblait de nouveau écartée. Interrogé sur ce qu'il a toujours refusé de considérer comme un ultimatum, M. George Bush s'est borné à indiquer, mardi, qu'il « n'avait rien à dire là-dessus ».

Ce qui n'a pas empêché le Pentagone de rappeler au même moment, par la voix de son porte-parole, M. Pete Williams, que le principe même d'une « option militaire » n'était pas définitivement exclu au cas où l'Irak ne se conformerait pas à toutes ses obligations. Par la suite, on apprenait de sources proches du département de la défense que, dans cette hypothèse, une centaine d'objectifs militaires avaient toutefois été définis.

L'administration américaine semble s'être décidée à appliquer à l'Irak un savant dosage de fermeté - via un contrôle accru sur le pays - et de souplesse en envisageant, dans un souci humanitaire, une levée partielle des sanctions. Dans cet esprit, la coalition allée, puis les cinq et enfin le Conseil de sécurité au complet, qui devait se réunir le 25 juillet, ont commencé

l'examen de deux résolutions distinctes. La première, d'inspiration britannique, prend acte de la violation par l'Irak du traité de non-prolifération des armes nucléaires et des règles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour exiger de l'Irak qu'il se conforme à toutes les vérifications et destructions des armes non conventionnelles réclamées par la commission spéciale des Nations unies. Pour parfaire cette surveillance, la résolution autoriserait l'aviation alliée à effectuer des vols de reconnaissance, y compris par hélicoptère, sur l'ensemble du territoire de l'Irak, lequel perdrait ainsi le contrôle de son espace aérien.

Eviter d'affamer la population

Le second texte, élaboré par Washington, permettrait à Bagdad de vendre une partie de son pétrole, en quantités préétablies en fonction des besoins du pays et à certaines conditions (passation des contrats, identité de l'acheteur, prix de la transaction...) qui seront contrôlés par les Nations unies. De plus, l'Irak ne pourra pas utiliser ces recettes en devises à sa guise. Les sommes provenant de la vente de brut seront placées sur un compte sous séquestre ouvert auprès de l'ONU, et l'acheminement ainsi que la circulation des produits achetés seront également étroitement surveillés.

Autant de dispositions qui, selon l'expression d'un diplomate participant aux travaux, « permettront d'éviter que Saddam Hussein réduise son économie tout en évitant d'affamer la population ». Mais le processus sera long. Compte tenu des difficultés techniques et juridiques qu'elles ne manquent pas de soulever, ces deux résolutions ne devraient pas être soumises à un vote avant la mi-août. Ce qui signifie qu'il ne faut pas escompter la première livraison de brut irakien avant le mois de septembre et l'arrivée des produits alimentaires dont les plus démunis sont les premiers à faire les frais.

SERGE MARTI

Océan Indien

Madagascar : les hésitations de Paris

Suite de la première page

A l'époque il n'était pas resté insensible au verbe de feu le capitaine burkinabé Thomas Sankara, voire à celui de Hassan II avant que les choses ne prennent mauvaise tournure.

Etait-ce le seul fruit du hasard ? Le voyage du chef de l'Etat français à Madagascar avait eu lieu à la veille du sommet franco-allemand de La Baule au cours duquel M. Mitterrand avait « infligé » à ses pairs du continent noir un cours magistral de démocratie qui est resté dans la mémoire - et en travers de la gorge - de beaucoup d'entre eux. M. Ratsiraka, qui a toujours refusé d'assister à ces assises « néo-coloniales », eut un avant-goût de ce qui allait s'y dire, puisque son invité avait profité de son passage à « Tananarivo » pour y tester son brouillon.

M. Ratsiraka fit mine de ne point se formaliser de cet amical rappel à l'ordre. Et ce d'autant moins que son régime respectait - sur le papier - les canons d'une démocratie pluraliste, et avait amorcé le virage du libéralisme économique. Il feignit donc de croire que ce discours visait bien davantage le continent noir proprement dit, auquel, en général, les Malgaches, à la charnière de deux mondes, l'afrique et l'Asie, que, n'aiment guère être assimilés, voire comparés.

Quelle « volonté de consensus » ?

Ce nationaliste ombrageux qui avait négocié dès 1973, avant même d'arriver au pouvoir, le départ des troupes françaises de la Grande Ile et la sortie de la zone franc, et qui n'est pas peu fier de se considérer comme l'un des principaux artisans de la « deuxième indépendance » de Madagascar,

n'était pas homme à se plier à quelque chose qui ressemblait, même de loin, à une sorte de dictat. Craignant une « rebuffade », Paris ne fit rien pour l'inciter à ouvrir plus largement le jeu politique.

La France a mis si tardivement, par devoir et par intérêt, son grain de sel dans cette crise qu'elle n'est plus en mesure de peser sur le cours des choses et qu'elle donne ainsi la pénible impression de courir après des événements qui la prennent au dépourvu. Ainsi, lors d'une visite-éclair à « Tananarivo » la

mi-juillet, M. Paul Dijoud, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, avait-il cru percevoir chez ses interlocuteurs une « volonté de consensus », mais, quarante-huit heures plus tard, l'opposition formait un gouvernement de transition.

Aujourd'hui, Paris semble un peu, sur le sujet, parler pour ne rien dire, tant est forte la désertion d'une large majorité de Malgaches d'aller tout au bout de leurs revendications. Mardi, le porte-parole du Quai d'Orsay soulignait encore une « reprise du dialogue », tout en laissant entendre - avec d'impuissance - que la France « ne peut que tirer les conséquences de ce qui se passe ».

Mercrdis, cette même source appelait de ses vœux « des élections dans des délais qui soient le plus rapprochés possible » afin « de tirer au clair la situation ».

Mais, dans la tête des Mal-

gaches, tout est clair : M. Ratsiraka doit partir sans idée de retour. Du reste, on parlera plus tard, une fois mis à bas son « régime corrompu ». Paris, sans pouvoir le dire, paraît se rendre à cette conclusion. Mais, pour l'opposition, cela trait encore mieux en le disant dans une « franche déclaration », sans à l'entretenir, selon ses représentants à Paris, « l'ambiguïté, sinon une objective connivence ».

Dieu et Kim Il-sung

« Ceux qui tiennent au pouvoir, malgré leurs défauts, étaient bien meilleurs pour la France que ceux qui vont venir à leur place », a averti Hassan II dans sa prestation télévisée. Faudra-t-il donc regretter le président malgache, pleurer cet ancien de « Navale » formé à l'école des Jésuites dont l'intelli-

gence et la culture le disputent à la morgue et à l'entêtement ? M. Ratsiraka, qui croyait à « fermement » en Dieu et qui s'était donné pour modèle le « Grand Dirigent » nord-coréen Kim Il-sung - « tout nous rapproche », disait-il - avait l'ambition de créer une « société véritablement nouvelle ». Un peu comme les Khmers rouges, avec lesquels Madagascar fut à l'époque l'un des très rares pays à commercer. Au temps du tiers-mondisme triomphant, il avait tenté, en vain, de donner plus d'ampleur à son action, prenant par exemple, entre autres initiatives, la création d'une sorte de club des pays endettés pour mieux tenir tête aux bailleurs de fonds.

Des deux termes de l'équation bauloise - la démocratie et le développement - Madagascar n'aura vraiment goûté aucun. Par dogmatisme, M. Ratsiraka aura

réussi la pousse de transformer un pays riche en pays pauvre. Même si, sous la houlette du Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique est de retour, il faut passer les plaies d'un excès de dirigisme, rembourser une lourde dette extérieure née d'une politique d'investissements à outrance, appliquer des mesures de rigueur dont les plus démunis sont les premiers à faire les frais.

M. Ratsiraka s'est résigné, très tardivement et très à contre-cœur, à changer le cap d'une politique en tous points désastreuse. Il s'est alors mis à pratiquer le libéralisme économique en traçant les pieds, clamant haut et fort, qu'au fond de lui-même sonnait un socialiste mal repenti. Ces ambiguïtés ont empêché la Grande Ile de bénéficier à plein des heureux effets de cette nouvelle donne.

Sur le terrain politique, le chef de l'Etat malgache s'est bien gardé de lâcher du lest, se contentant de sauver les apparences. Les mouvements d'opposition, affaiblis par toutes sortes de querelles de chefs, lui ont facilité la tâche. Il a fallu que, tranquillement et dignement, le peuple prenne lui-même les choses en mains pour que vacille le pouvoir d'un homme pris au piège d'une pensée coupée des réalités de la Grande Ile et de force de vouloir être « révolutionnaire ». « Si M. Ratsiraka raisonnait en Malgache, lâche un « ministre-bis » du gouvernement de transition, il aurait déjà démissionné... »

JACQUES DE BARRIN

Les « ministres bis » se font remettre les clés du pouvoir...

ANTANANARIVO

de notre envoyé spécial

Dans la Grande Ile, deux gouvernements qui se réclament, chacun, d'une légitimité populaire, poussent prudemment leurs pions, cherchant à s'immiscer sans jamais aller trop loin pour éviter, semble-t-il, d'être accusés d'avoir ouvert les hostilités.

L'état d'urgence, qui interdit tout rassemblement, a été bafoyé, une fois de plus et dans le calme, mercredi 24 juillet. La « prise » de la radio nationale ayant été remise à plus tard, quelque trois cent mille personnes - la tiers de la population de la capitale - se sont massées devant le bâtiment qui abrite le ministère des transports et celui des travaux publics, pour assister, dans une ambiance bon enfant, à l'investiture de deux « ministres bis » du gouvernement de transition, récemment

formé par l'opposition. Alors que l'armée était invisible partout ailleurs en ville, un triple cordon de militaires attendait les chefs de l'opposition devant l'immeuble. Des négociations de pure forme eurent lieu. Il se passa pendant une heure avant que les soldats n'annoncent avoir reçu l'ordre d'ouvrir la porte. « Nous sommes ici car nous n'avons pas le droit de faire grève », lança un soldat, précisant que son arme n'était pas chargée.

Une fois à l'intérieur des locaux, les « ministres » firent le pied de grue, le temps que l'on trouve la clé du bureau de leur prédécesseur. Celui-ci s'était éclipse, quelques instants auparavant, pour faire établir, en bon et dû forme, un état des lieux, en présence d'un huissier.

Partie intégrante des lois d'exception, la censure devrait affecter la presse locale, à partir de jeudi. Mais la couvre-feu, lui,

n'est pas respecté : aucune présence militaire dans les rues, dans la nuit de mercredi à jeudi, si ce n'était la ronde de trois petites automitrailleuses qui ne sont même pas arrêtées quand les ministres des travaux publics, ou quelques dizaines de militants du Comité des forces vives montaient la garde autour d'un brasero.

Intimidation et persuasion

Des rumeurs laissent entendre que des mandats d'arrêt auraient été lancés contre les chefs de l'opposition. Mais il paraît peu probable que le pouvoir se risquerait à prendre une telle mesure qui pourrait mettre le feu aux poudres. Il préfère encore jouer de l'intimidation et de la persuasion.

Mardi soir, le président Ratsiraka avait reçu quelques chefs

traditionnels du nord du pays, venus faire acte d'allégeance, et avait rejeté leur demande de créer un système fédéraliste. Interrogés à la télévision malgache, toujours contrôlée par les autorités légales, ces visiteurs ont déclaré, comme le répète le chef de l'Etat depuis le début de la crise, qu'un changement de pouvoir ne se fait pas par auto-proclamation.

Aujourd'hui, le seul espace de dialogue entre pouvoir et opposition semble se rétrécir. Le Comité des forces vives envisage, en effet, d'exiger la levée de l'état d'urgence avant de reprendre les négociations au sein du comité tripartite qui, sous l'égide du Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar, doit préparer une conférence nationale...

JEAN HÉLÈNE

SEYCHELLES : groupement de l'opposition. - Cinq partis d'opposition se sont groupés, mercredi 24 juillet, à Munich, pour former le Mouvement démocratique uni (UDM). Porté à la tête de l'UDM, M. Maurice Ferrati, ancien ministre des affaires étrangères, a appelé à la « réconciliation nationale et au dialogue » avec le président Albert René, qui a instauré, depuis 1977, un régime socialiste à parti unique. (AFP)

Nuit d'angoisse à Vinkovci

FLORENCE HARTMANN

**Le président macédonien estime
que «la Fédération n'a aucune chance
de rester telle qu'elle est»**

M. Gligorov a déclaré qu'il

M. Mock a pour sa part minimisé les divergences entre Vienne et Paris sur l'attitude à adopter dans la crise yougoslave. Il a fait remarquer que s'il y avait eu des différences, aujourd'hui, « il n'y en avait plus ». Le ministre autrichien a également souligné que son pays et la France s'appuient sur « les mêmes valeurs, les mêmes principes, les mêmes idéaux ». « Pour ce peuple, mais à travers le dialogue en évitant, autant que faire se peut, le déchirement des passions et des violences ». Enfin, Il s'est déclaré opposé à un redécoupage des frontières en Yougoslavie, estimant que « quand on commence, on ne sait pas où cela mène... » (AFP, Reuters).

- Il n'en est rien. L'Arménie, qui a choisi la voie définie par la Constitution soviétique pour accéder à l'indépendance, a pour principe d'assister à toutes les réunions où se discute le sort de l'Union. Lors de la première réunion des «neuf+un», le 23 avril, les six Républiques qui avaient refusé le référendum soviétique sur le maintien de l'URSS n'avaient pas été invitées. Lors de la

- C'est seulement le cas de certains partis : le Parti communiste, le

— Vos adversaires ne commencent-ils pas à vous accuser d'abandonner, maintenant que vous êtes au pouvoir, ce pour

Propos recueillis par
SOPHIE SHIHAB

(1) NDLR : ces opérations, menées dans les villages arméniens du Haut-Karabakh par les forces spéciales azerbaïdjanaises soutenues par l'armée soviétique, ont fait, depuis fin avril, des dizaines de tués et plus de cinq mille nouveaux réfugiés en Arménie. Des centaines d'Arméniens ont été emprisonnés.

M. Gorbatchev et l'abandon de la lutte des classes

Mais ce scénario est sans doute trop simple. D'une part, les partisans de M. Gorbatchev, plus réformateurs que ce dernier mais encore membres du Comité central, peuvent décider d'adopter le programme gorbatchévien même s'ils sont minoritaires, quitte à anticiper la scission, convoquer leur propre congrès ou rejoindre le futur mouvement ou Parti des réformes démocratiques. M. Gorbatchev devrait alors se placer «au-des-

C'est ce qu'il a expliqué, selon l'agence *Interfax*, aux premiers secrétaires de partis des Républiques et des régions soviétiques qu'il a reçus mercredi en une sorte de mini-plénum préparant le grand. Mais il a accepté que cette question soit inscrite à l'ordre du jour au côté de

En tous cas, ces incertitudes sur les contours de l'Union prennent le relief du désespoir des Soviétiques sur leur futur communisme. L'Union soviétique, « grand parti moderne d'inspiration socialiste » que souhaitait M. Gorbatchev. Certes, la télévision russe de M. Eltsine faisait passer le message d'un élitisme dans lequel l'issue d'un plénum dans lequel les participants contrôlent encore l'armée, le KGB et le gros des moyens d'information. Mais un sentiment répandu sur le point de l'être, dans un pays où les communistes capables de faire autre chose que de commander se sent mis en affaibles, et à la prochaine élection, en réalité, qu'à provoquer et aux prix qui s'envolent. Ils sont 11 % à souhaiter un retour du « dirigeant dit PCUS », selon un sondage réalisé par le *Pravda*. Les *Nouvelles de Moscou*.

SOPHIE SHIHAB

Jacques Cellard et Alain Rey

DICTIONNAIRE
DU FRANÇAIS

NON

CONVENTIONNEL

HACHETTE

912 F. 250.

ASIE

Tout en se félicitant de l'accord de Pékin

M. James Baker s'inquiète d'une « solution partielle » au Cambodge

Les Etats-Unis éprouvent du mal à cacher leur embarras devant la tournure prise par les négociations sur le Cambodge et s'inquiètent du risque d'une « solution partielle » au problème khmer. Comme tout le monde, ils se félicitent de l'accord conclu à Pékin, mais s'interrogent sur le type de règlement vers lequel on s'oriente. Ils semblent avoir été surpris par la rapidité avec laquelle la négociation s'est enclenchée. D'autre part, représentants de Washington et de Hanoï se rencontreront le 30 juillet pour discuter du problème des soldats américains disparus au Vietnam, ainsi que des relations bilatérales et des problèmes d'intérêt commun.

BANGKOK

de notre correspondant

« Nous ne devons pas accepter une solution partielle. Un règlement global est nécessaire pour assurer une paix durable ». Tel est l'avertissement que M. James Baker a exprimé, mercredi 24 juillet à Kuala Lumpur, à l'attention de ses partenaires asiatiques et occidentaux réunis à l'occasion de la Conférence ministérielle de l'ASEAN. Tout en s'estimant « encouragé par les signes de progrès » dans les négociations, le secrétaire d'Etat américain a rappelé que l'objectif final était que les

Cambodgiens choisissent leur gouvernement au cours d'élections libres sous contrôle des Nations unies. Y aurait-il donc un risque que la négociation actuelle, si elle réussit, débouche sur une solution partielle ? En Thaïlande, fin juin, en annonçant un accord inter-cambodgien sur le cessez-le-feu et l'arrêt des livraisons d'armes étrangères, le prince Sihanouk avait assimilé le CNS - le Conseil national suprême, qu'il présidait - à un « super-gouvernement ». Cet organisme en grand, en effet, de plus en plus l'aire. Pour peu que sa dernière réunion prévue à l'étranger, fin août à Bangkok, parvienne à régler les graves problèmes encore pendants (démilitarisation, rôle de l'ONU), cet organisme siègera dès septembre à l'ONU et s'installera deux mois plus tard à Phnom-Penh avec tous les attributs de la souveraineté nationale. Qu'entre-temps un accord international sur le Cambodge soit signé ou non n'y changera rien.

Qui pourra, en effet, s'opposer à une solution entre Cambodgiens et de Pékin ? Probablement personne. S'appuyant sur l'administration actuelle de Phnom-Penh, qui contrôle au moins 80 % de la population, le « super-gouvernement » aurait alors les mains d'autant plus libres qu'il serait assuré d'une reconnaissance internationale de fait. Les ambassades, délégations et missions d'aide économique se multiplieraient à Phnom-Penh dès que le CNS y aura installé ses quartiers. Il ressemblerait alors fort à un gouver-

nement d'union nationale. La tenue d'élections sous supervision internationale pourrait bien passer au second rang de ses priorités, notamment en raison d'inevitables risques de violences et de dérapages. Les Américains s'en inquiètent assez pour indiquer qu'ils ouvriront seulement une mission de liaison auprès du CNS à Phnom-Penh tant qu'un accord international n'aura pas été signé.

Le syndrome d'une vieille dette

Ces réticences soulignent également à quel point les Américains se sont laissés dépasser par les événements. Voilà deux mois encore, Washington proposait à Hanoï un calendrier de deux ans en vue d'aboutir à une normalisation diplomatique. Au moment même où Pékin informait discrètement le prince Sihanouk que l'occasion était venue de régler le conflit cambodgien, quitte à ce que les Khmers rouges - pourtant protégés de la Chine - en fissent les frais.

Le calendrier américain, que Hanoï n'a pas accepté, est aujourd'hui complètement dépassé. Les Vietnamiens tentent de régler directement le conflit avec les Chinois, sachant qu'ils feront ainsi d'une pierre deux coups. D'abord, en cas de succès, ils auront accompli un pas décisif en vue de normaliser leurs relations avec Pékin. En outre, l'embargo économique américain sautera très rapidement de lui-même. Comment les Etats-Unis pourraient-ils le maintenir une fois

qu'ils auront paraphé un accord sur le Cambodge ?

Les derniers développements sont révélateurs d'un souci général d'en finir avec le problème cambodgien. Mercredi, pour la première fois, un convoi de médicaments de l'ONU a franchi la frontière khméro-thaïlandaise pour gagner par la route de Phnom-Penh. Deux jours plus tôt, à Pyongyang, le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, s'étaient entendus pour former une Commission chargée de solliciter un aide internationale. Elle sera présidée par le prince et ses onze autres membres appartiendront à l'administration actuelle de Phnom-Penh.

La gestion du CNS s'amorce, avec l'appui de Phnom-Penh et en se passant de l'avis des Khmers rouges, qui y disposent pourtant de deux représentants sur douze. Elle le fait sans attendre un accord global entre Cambodgiens. Ni Hanoï ni Pékin ne s'en formalisent. Les Chinois ont même précisé que le plan-cadre de paix de l'ONU devait être la « base » d'un règlement, pas davantage.

Les Américains ont de quoi être perplexes. Enfermés dans le syndrome d'une dette qui remonte à seize ans, ils n'ont pas su circonscrire à temps une solution à l'asiatique. Pour peu que Vietnamiens et Chinois le veuillent - et ils semblent le souhaiter - le différend cambodgien pourrait se régler à l'amiable, hors tribunal et avec seulement ce qu'il faut d'aval international.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFGHANISTAN : tandis que Washington suspend son aide humanitaire

Les Etats-Unis pourraient livrer à la résistance des armes prises à l'Irak

Selon des sources afghanes et occidentales au Pakistan, la CIA a récemment acheminé dans ce pays des armes prises aux Irakiens pendant la guerre du Golfe. Ce matériel, apparemment destiné à la résistance afghane, serait entre les mains des services spéciaux pakistanais (ISI), qui contrôlent la distribution de l'aide américaine aux moudjahidines. On a d'autre part appris que l'US Aid a suspendu ses programmes en Afghanistan à la suite d'une recrudescence d'incidents attribués à certains groupes rebelles islamistes. Enfin, interrogé par le « Financial Times », le ministre pakistanais des finances a admis que la CIA aurait utilisé les agences locales de la BCCI pour financer la résistance afghane.

PESHAWAR

correspondance

« Tout fou le camp » : l'expression du diplomate américain fuse sous la forme d'un constat d'échec. Comment réagir autrement à des enlèvements et à des actes de pillage qui semblent viser, depuis le début du mois, les Etats-Unis et ce qui reste de leur politique afghane ? « C'est la mort de la poule aux œufs d'or », ajoute ce diplomate dans une

allusion à l'intention des Etats-Unis de fermer les robinets de l'aide et à l'acheminement qu'elle peut susciter sur le terrain.

L'Afghanistan fut pendant dix ans l'un des principaux terrains de lutte des Etats-Unis contre l'URSS communiste. Tout cela est du passé. Aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence : ces moudjahidines barbus fondamentalistes, ne sont pas fiables. Certains ont même soutenu l'Irak pendant la guerre du Golfe. Il est temps de partir, dit-on ici dans les milieux de l'US Aid.

Le jeu des fondamentalistes

Plusieurs organisations humanitaires afghanes ont été informées qu'elles recevraient leurs dernières subventions en septembre. L'US Aid, qui dispose d'un budget d'environ 70 millions de dollars pour l'Afghanistan - sans compter l'aide alimentaire - a interrompu ses programmes à la suite de l'enlèvement mystérieux de deux Américains, le 7 juillet dans le Hazarajat, région à majorité chiite. Cet incident a été connu au lendemain de la libération d'un Français travaillant pour une entreprise américaine retenu en otage par des rebelles afghans.

Aucune indication n'est cependant fournie sur un arrêt éventuel de l'aide militaire, évaluée (selon des informations qui ont filtré au Sénat américain) à quelque 200 millions de dollars depuis la réduction de 100 millions décidée en 1990. A Peshawar, les chefs moudjahidines rencontrés sont convaincus qu'il

s'agit d'une question de mois, mais ils parlent aussi de nouveaux missiles sol-air Stinger et surtout d'armement d'origine soviétique récemment arrivé du Golfe.

« Des armes irakiennes pour libérer Kaboul », ironise l'un d'eux. Il semble que l'ambassadeur Peter Tomsen, envoyé spécial des Etats-Unis auprès de la résistance, ait récemment fait quelques promesses à ce propos. Mais rien pour l'instant n'aurait été distribué par l'ISI, dit-on de source rebelle.

M. Tomsen se serait inquiété d'un éventuel rapprochement entre le Jamiat-e-Islami et deux autres partis de la résistance sunnite - le Hezb-e-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar et le Ittihad - désormais sur une liste noire américaine après avoir été longtemps les protégés de la CIA. Soupçonnés de terrorisme, ils n'ont pas pour autant été lâchés par le Pakistan. Les trois mouvements ont signé, le 13 juillet, un texte rejetant l'idée d'un gouvernement de coalition avec Kaboul et appelant à la poursuite des combats « jusqu'à la victoire ».

Les Américains continuent, comme beaucoup d'Occidentaux, avoir un faible pour les Tadjiks du Jamiat et leur célèbre commandant Ahmad Chah Massoud, le « lion du Panjshir », qui en fait voir de toutes les couleurs à l'armée gouvernementale. Le Jamiat a pourtant des liens, comme le Hezb et le Ittihad, avec les Frères musulmans. C'est un parti fondamentaliste qui instaureait probablement la Loi islamique si un jour il arrivait au pouvoir à Kaboul. Seulement, il y a Massoud,

et ses Tadjiks semblent plus tolérants.

Le Hezb, lui, a tourné définitivement la page de ses relations avec les Etats-Unis. Il se dit prêt aujourd'hui à une coopération à tous les niveaux avec le Jamiat. M. Gulbuddin Hekmatyar, chef de son département politique, estime que l'union est d'autant plus importante qu'elle s'inscrit dans le contexte de « l'insurrection de l'armée américaine » et de « la lutte contre le terrorisme ».

M. Hekmatyar dément que son mouvement soit mêlé au kidnapping des deux Américains. « Nous n'entretenons aucune hostilité particulière contre la nation américaine, [...] Nous réagissons simplement aux excès de la CIA, qui tente de nous déstabiliser », ajoute-t-il non sans ambiguïté.

GAD SUTHERLAND

EN BREF

o BÉNIN : élection du président de l'Assemblée nationale. - M. Adrien Houngbédji, quarante-neuf ans, ancien candidat à l'élection présidentielle, a été élu président de l'Assemblée nationale, lundi 22 juillet, à Porto-Novo. L'élection de M. Houngbédji, président du Parti du renouveau démocratique (PRD), a été précédée comme un « vote-sanction » envers le chef de l'Etat, M. Nicéphore Soglo, dont le candidat, M. Joseph Kéké, a été battu. - (AFP.)

o BIRMANIE : des étudiants accusent l'ASEAN de négliger la situation de leur pays. - Le Front démocratique des étudiants birmanais (FDEB), en exil depuis le coup d'Etat militaire de 1988, a accusé, mercredi 24 juillet, l'ASEAN d'ignorer la situation dans leur pays, après le refus de l'organisation de faire pression sur la junte militaire pour qu'elle cède le pouvoir aux civils. L'ASEAN a toutefois annoncé mercredi que le ministre philippin des affaires étrangères se rendrait à Rangoun pour « engager le dialogue » sur cette question. - (AFP.)

o ZAIRE : reconduction de M. Lukoji comme premier ministre. - M. Mubumba Lukoji, qui avait démissionné, en début de semaine, de son poste de premier ministre, a été reconduit, mercredi 24 juillet, dans ses fonctions, après le refus de M. Etienne Tshisekedi, l'un des principaux opposants du régime, d'accepter l'offre que lui avait faite le président Mobutu de prendre la tête du gouvernement. - (Reuters.)

AFRIQUE

ALGÉRIE

Les islamistes protestent contre l'ouverture à l'étranger des gisements d'Hassi Messaoud

Le Front islamique du salut (FIS), qui devait réunir ses instances dirigeantes, jeudi 25 juillet, à Batna, ne participera pas à la conférence nationale de « concertation et de dialogue », prévue les 30 et 31 juillet, entre les partis d'opposition et le gouvernement, si ses chefs incarcérés ne sont pas libérés, a-t-on appris, mercredi, d'une source digne de foi en contact avec les délégués intégristes, dont M. Abassi Madani.

La conférence, décidée par le chef du gouvernement, M. Sid Ahmed Ghazali, aura pour mission de préparer les élections légis-

latives anticipées et d'examiner les moyens de faire respecter les règles du jeu démocratique.

Pour sa part, le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), de tendance pro-communiste, a aussi décliné l'invitation à cette conférence. Ses responsables, qui réclament l'interdiction du FIS, refusent, en effet, de s'associer à la même table que « des partis intégristes, totalitaires ou obscurantistes ».

Les huit dirigeants du FIS qui sont incarcérés viennent, d'autre part, d'observer une grève de la faim de vingt-quatre heures pour

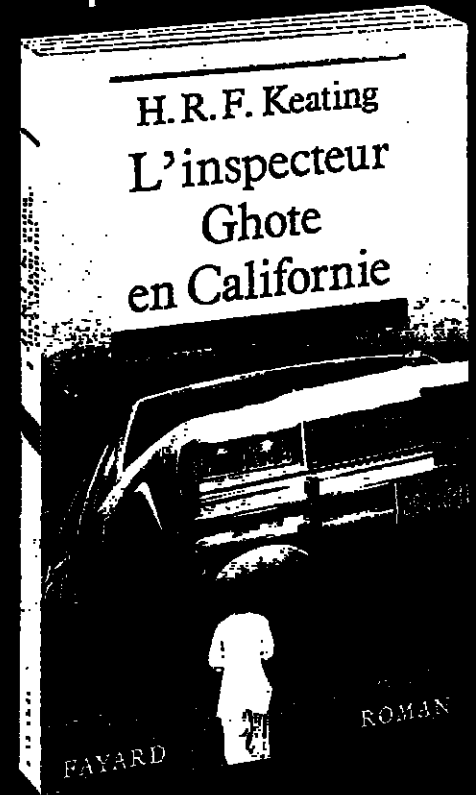
protester contre le projet du gouvernement de « vendre le quart d'Hassi Messaoud ». A leur avis, « le gouvernement n'a pas le droit d'engager les richesses du Sahara pour la récupération duquel l'Algérie a fait cinq ans de guerre supplémentaire contre la France ». Cette réaction intervient alors que le ministre de l'Economie, M. Hocine Benissad, a déclaré à l'hebdomadaire algérien-actualités ne pas être opposé à la privatisation des entreprises publiques, « en partant du postulat que le marché sanctionne durement les firmes inefficaces ». - (AFP.)

H.R.F. KEATING

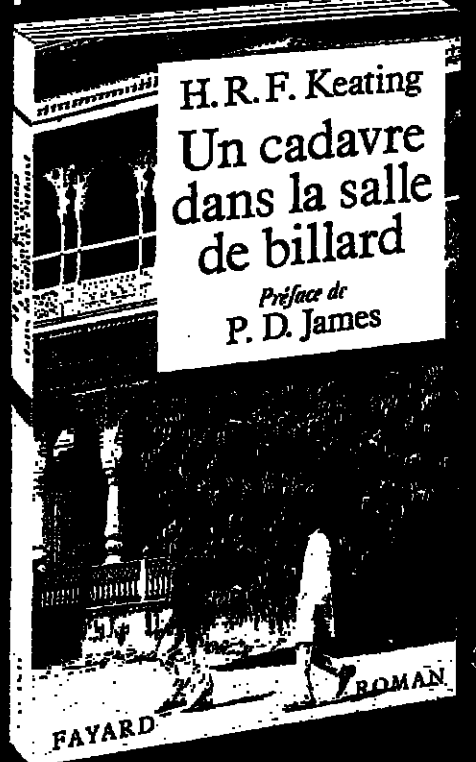
Comme tous les bons auteurs de romans policiers qui ne veulent pas se contenter d'échafauder et de présenter une énigme ingénieuse, H.R.F. Keating se sert de ses livres pour explorer les thèmes d'une importance éternelle qui le préoccupent : jusqu'où nous pouvons aller dans la voie de la perfection, le conflit entre le devoir et la fidélité envers un supérieur profondément respecté, les mensonges et les menteurs, la transition de l'idéalisme au réalisme qui devrait, du moins nous l'espérons, régir le cœur ou la tête.

P.D. James

Vient de paraître



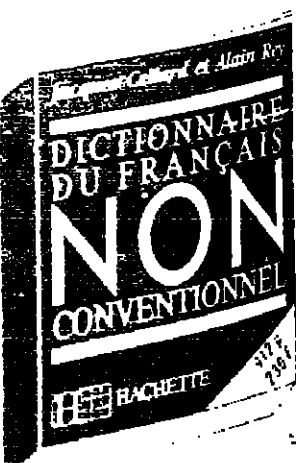
Déjà paru



Dans la même série

Christianna Brand : Mort dans le brouillard.
B.M. Gill : Le Douzième juré.
Georgette Heyer : Meurtre d'anniversaire • Un rayon de lune sur le pilori • La mort donne le la.
P.D. James : A visage couvert • Une folie meurtrière • Sans les mains • Meurtres en blouse blanche • La Proie pour l'ombre • Meurtre dans un fauteuil • Mort d'un expert • La Meurtrière • L'île des morts • Un certain goût pour la mort • Par action et par omission.

FAYARD



POLITIQUE

Premiers préparatifs de rentrée dans les états-majors

- Le PS cherche à « habiller » ses projets de réforme électorale
- Le RPR annule le voyage de ses parlementaires aux Antilles

Devant le bureau exécutif du PS, réuni mercredi après-midi 24 juillet, M. Pierre Mauroy a appelé les dirigeants socialistes à « une nouvelle dynamique politique pour des actions d'envergure à la rentrée ». Le RPR a décidé, de son côté, d'annuler les journées parlementaires qu'il devait tenir du 18 au 21 septembre en Martinique et en Guadeloupe, afin de préparer une rentrée qu'il prévoit « très dure ».

La saison estivale est de toute évidence propice aux découvertes politiques.

Ainsi le bureau exécutif du Parti socialiste, qui tenait, mercredi, sa séance de travail hebdomadaire, a-t-il constaté, que les modes de scrutin actuellement utilisés en France pour les élections sénatoriales, régionales et cantonales « ne sont pas justes » alors qu'ils doivent être « dans une démocratie qui fonctionne bien ».

Le numéro deux du PS, M. André Billardon, rendant compte des délibérations, a cité deux exemples : le mode d'élection du Sénat, « qui, a-t-il dit, condamne la gauche à être à perpétuité minoritaire » au Palais

du Luxembourg, et le mode d'élection des conseils généraux qui ne donne à la gauche, dans les assemblées départementales, « qu'un quart des présidents ». M. Billardon a rapporté que le premier secrétaire du parti, M. Pierre Mauroy, avait donc recommandé à tous les dirigeants socialistes de se montrer, à l'avenir, « très offensifs », sur ce terrain, face à l'opposition.

De son côté, le bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, réuni en séance extraordinaire, a annoncé, mercredi matin, l'annulation du voyage qui devait conduire aux Antilles les députés et les sénateurs du mouvement chrétien pour leurs traditionnelles journées parlementaires à la veille de l'ouverture de la session d'automne.

Action psychologique

Son président, M. Bernard Pons, a mis en avant l'évolution de la conjoncture pour justifier ce changement de programme : « Nous avons le sentiment, depuis quelques jours, a-t-il déclaré, que la situation économique et sociale se dégrade de plus en plus et qu'en septembre elle aura continué à se dégrader ». Il a ajouté que les parlementaires du RPR eux-mêmes avaient exprimé le souhait « de ne pas quitter leurs circonscriptions de manière à labourer le terrain en vue d'une modification des modes de scrutin ».

Ces « prises de conscience » ont en commun de camoufler des embarras sous un habillage élégant.

Encouragé à s'engager dans la voie des réformes électorales par les propos que M. François Mitterrand a tenus à la télévision le 14 juillet, au sujet des échéances régionales et cantonales de mars 1992, l'état-major du PS semble décidé à passer à l'acte et, vu sous cet angle, les dernières déclarations de M. Mauroy relèvent déjà de l'action psychologique. Mais la perspective d'ouvrir une telle boîte de Pandore leur pose de gros problèmes.

D'abord, si les dirigeants du PS sont d'accord entre eux, depuis un an, pour que le mode de scrutin municipal, combinant la proportionnelle et la « prime majoritaire », s'applique éventuellement aux élections régionales, ils sont très partagés sur l'opportunité de réviser le mode de scrutin majoritaire en vigueur pour les cantonales.

La discussion de mercredi au sein du bureau politique a montré, par exemple, que le président du conseil général de la Dordogne, M. Bernard Bioulac, se rangeait parmi les partisans réticents d'une réforme alors que le président du conseil général des Landes, M. Henri Emmanuelli, invi-

taient chacun à la prudence. Ensuite, les dirigeants du PS ont surtout conscience de jouer avec de la dynamite. Car, quel que soit le bien-fondé de certains de leurs arguments sur l'opportunité de modifier une fois de plus les systèmes électoraux, le simple fait d'envisager de telles réformes à la suite des échéances ne peut que donner lieu à des interprétations critiques et finalement donner sans doute raison à M. Charles Pasqua, lequel affirmait le 21 juillet dans le *Journal du dimanche* que l'intervention même du président de la République dans ce débat ferait apparaître les socialistes « comme des tricheurs, des tricheurs et des tricheurs ».

L'expert électoral du PS, M. Gérard Gall, qui exerce désormais les fonctions de chargé de mission au cabinet du premier ministre, a certes tenu un propos de bon sens, mercredi, devant le bureau exécutif, quand il a souligné que seules les réformes électorales répondant au besoin d'améliorer le fonctionnement de la démocratie sont pleinement justifiées aux yeux de l'opinion publique mais toute la question est de savoir, justement, si les Français ressentent aujourd'hui un besoin de cette nature. On peut en douter et l'état-major du PS n'en paraît pas lui-même absolument convaincu.

Quant à l'état-major du RPR, il

« habille » aujourd'hui sous de nobles motifs de rigueur économique et sociale le résultat de divergences qui avaient conduit plusieurs de ses élus à s'offusquer publiquement que les parlementaires de leur mouvement puissent envisager d'aller bronzer au soleil antillais lorsque les Français reprendront le chemin du bureau ou de l'atelier dans un contexte en effet « difficile ».

Dans le *Parisien* du 19 juillet M. Philippe Seguin, en particulier, avait jugé « choquant » un tel voyage touristique « lorsqu'il y a près de trois millions de chômeurs en France ». M. Jacques Chirac a voulu éviter une nouvelle polémique interne.

En outre, le maire de Paris lui-même n'était pas assuré de recevoir aux Antilles un accueil unanimement chaleureux. Plusieurs élus antillais de gauche et d'extrême gauche entendaient faire savoir au président du RPR qu'ils n'avaient pas du tout apprécié de l'entendre dire, le 19 juin, à Orléans, que « le premier racisme n'existe pas entre les Français d'origine et les immigrés mais entre les Arabes et les Noirs ».

C'est, ici comme là, l'été des masques.

ALAIN ROLLAT

Le « deuxième pôle » majoritaire de M. Soisson

La France unie espère constituer un groupe parlementaire dès la prochaine session

M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative et secrétaire général de France unie, espère parvenir à la création d'un groupe à l'Assemblée nationale « avant la prochaine session parlementaire » qui débutera le 2 octobre.

Le projet est « en gestation » et « des rencontres auront lieu durant tout l'été entre centristes et radicaux », indique M. Soisson, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Paris-Match*. « Mon objectif est de constituer un pôle réformateur qui puisse apporter à la vie politique la stabilité qui lui fait défaut », déclare M. Soisson, en ajoutant qu'il a « toujours milité pour un centre autonome ».

La création d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale est un projet que M. Soisson caresse depuis longtemps. Il a pris toute son actualité au lendemain de l'adoption de la réforme hospitalière, deux députés centristes ayant été exclus de l'UDC pour avoir refusé de respecter la discipline de vote, en apportant leur soutien au projet de loi défendu par M. Bruno Durieux, ministre de la santé.

Dans l'entourage de M. Soisson, on affirme que vingt et un députés ont d'ores et déjà donné fermement leur accord à la création d'un groupe France unie (le seuil minimum est fixé à vingt par le règlement de l'Assemblée nationale), dont trois centristes : les deux ex-célibataires, M. Jean-Jacques Jégou et Gérard Vignoble, ainsi que M. Edmond Gherut. Huit des neuf députés membres du MRG, et apparentés au groupe PS, les rejoindront, en accord avec les socialistes, ainsi qu'une bonne moitié des non-inscrits.

Les députés MRG, ainsi que les centristes tentent de rejoindre le groupe France unie, ont souhaité rencontrer le président de la République, afin d'obtenir des engagements concernant les futures élections législatives, notamment la garantie d'un « pacte de non-agression » de la part du PS dans leur circonscription.

Ne doutant pas du soutien de M. François Mitterrand dans son entreprise d'ouverture, ni du nombre des députés prêts à rejoindre France unie, M. Soisson affirme que la vraie question aujourd'hui, est de parvenir à faire travailler au sein d'un même groupe des familles de tradition différente, laquelle pour le MRG, démocrate-chrétienne pour les centristes.

P. R.-D.

Après le départ de M. Jacques Médéric

Le maire de Cannes, M. Michel Mouillot (UDF-PR), cherche à s'imposer comme l'homme fort des Alpes-Maritimes

NICE

de notre correspondant régional

Déjà perceptible depuis plusieurs mois, la volonté de l'UDF des Alpes-Maritimes de se désengager de l'emprise médériciste et de parvenir à un réajustement des forces au sein de l'opposition par rapport au RPR s'est confirmée, le week-end dernier, lors du renouvellement des instances départementales du mouvement. M. Ruddy Salles, député UDF-PR et conseiller municipal de Nice, l'un des « bêtes médéric », a dû céder la présidence à M. Pierre Merli, député UDF-radical et maire d'Antibes.

Parallèlement, M. Michel Mouillot, maire UDF-PR de Cannes, élu au poste de porte-parole, a obtenu la haute main sur la préparation des prochaines élections régionales et cantonales. L'ambition non dissimulée de ce dernier est de devenir le nouvel homme fort du département.

A peine installé dans ses fonctions, M. Mouillot s'est empressé de le proclamer : « L'UDF nouvelle est arrivée ». Sous-entendu : la droite libérale sera, lors des prochaines élections, le fer de lance de l'opposition dans les Alpes-Maritimes. Et en conséquence, le camp médéricino-RPR devra composer avec elle.

« Jacques Médéric parti », constate M. Mouillot, une page de l'histoire politique locale est désormais tournée. Le maire de Cannes estime également que l'avenir appartient, dès aujourd'hui, à une nouvelle génération d'élus, à son image plus proche de la population, usant d'un autre langage et œuvrant - c'est son attente - dans « la clarté et la transparence ». En un peu plus de deux ans, il a personnellement effectué, il est vrai, une remarquable percée dans la vie politique du département. Elu à l'arraché, en 1989, contre le maire RPR sortant, M. Anne-Marie Dupuy, il a obtenu un joli succès, dix mois plus tard, après l'annulation du scrutin, en l'emportant dès le premier tour, malgré la présence de six listes concurrentes.

Objectif atteint

Chantre convaincu de la démocratie participative et habile communicateur - le marketing a été sa profession - il a incontestablement réussi, par la suite, à travers plusieurs initiatives novatrices, à rallier la majorité des Cannois à son action. Au point d'apparaître comme un exemple de maire gestionnaire, sachant dialoguer avec son opposition - elle a voté, récemment le nouveau plan d'occupation des sols de la commune - tout en affichant avec constance ses convictions antilepénistes.

Aussi bien, M. Mouillot croit autant en son étoile qu'à un nouvel élan de l'UDF auquel est subordonnée sa propre ascension politique. Il avait, d'abord, l'obligation de s'imposer parmi les siens. Objectif atteint. Faute d'avoir pu, statutairement, briser la présidence, il a néanmoins été investi de pouvoirs

étendus qui en font le véritable chef d'orchestre électoral de son mouvement. M. José Balareello, le sénateur auquel il s'opposait, naguère, pour la présidence de la fédération du PR, n'est pas le dernier à se réjouir du rôle confié à « un battant comme lui », dont l'UDF « ne pourra être que bénéficiaire ». Exit, en revanche, M. Salles.

Reste à amener le RPR à résipiscence. En 1986, M. Médéric, encore candidat, avait imposé « sa » liste d'union aux régionales. Se permettant même d'en modifier motu proprio la composition, sans nuire au RPR, son parti d'alors, après que les négociateurs des différentes parties prenantes l'eurent paraphé. « L'hébergement de l'ancien maire de Nice a totalement faussé le jeu politique du département qui n'est pas RPR mais une terre de notables modérés », assure un ami de M. Mouillot. Le maire de Cannes réclame donc, aujourd'hui, une parité des places « éligibles » sur la liste des régionales (1) et « une discussion franche » pour

la désignation des candidats aux cantonales.

Son principal argument : un quart des maires ont changé lors des dernières municipales. Et l'UDF détient maintenant les principales villes du département, à l'exception de Nice et de Cannes-sur-Mer. A l'évidence, les négociations promettent d'être chaudes. « Avant de parler de places sur la liste, il faut d'abord répondre à un certain nombre de questions politiques essentielles, réplique le secrétaire départemental du RPR, M. Richard Giamarchi. La parité, c'est pour casser les copains ». D'ailleurs, « ce sont les derniers sondages qui le disent », l'UDF ne représenterait, à l'en croire, « qu'un peu plus de 10 % ».

A ces divergences de départ s'ajoute le problème de la liste de liste. Elle devrait revenir, en principe, à M. Charles Ginesy, sénateur RPR et président du conseil général, auquel M. Jean-Claude Gaudin, le président UDF-PR sortant du

conseil régional, a donné son investiture personnelle. M. Mouillot, lui, figurerait en seconde position. Mais le débat ne paraît pas définitivement clos. Certains, à l'UDF, s'interrogent, notamment sur la capacité de M. Ginesy à affronter l'« ogre » Le Pen si, comme il s'est proclamé le porteur du Front national, jette son dévolu sur le département.

Y aura-t-il, même, une seule liste ? Tout en se déclarant « unitaire », M. Mouillot pencherait plutôt pour deux listes qui permettraient à l'opposition de rattrapper plus large et d'avoir un ou deux élus supplémentaires. « Il veut conduire sa liste et, pour cela, il fera capoter les négociations », l'accuse par avance M. Giamarchi, qui voit dans le « prétendu réajustement » revendiqué par le maire de Cannes « le cache-sexe d'une opération purement personnelle ».

Qu'on n'aille pas en conclure que le RPR tient toujours rancune à M. Mouillot de lui avoir enlevé la mairie de Cannes. Ni que

M. Mouillot n'a pas pardonné au RPR d'avoir fait battre le tandem qu'il formait avec M. Merli - dont il était le suppléant - aux sénatoriales de 1989... Chacun jure que ces vieilles histoires sont oubliées.

Quoi qu'il en soit, le « Kennedy de la Côte d'Azur » - le surnom que lui ont donné les amis de M. Dupuy - a déjà programmé les prochaines étapes électorales de sa carrière politique. Aux législatives de 1993, il sera le suppléant de M. Louise Moreau, le député CDS sortant de sa circonscription (l'intéressé est « ravi »). En 1994, il se présentera dans le canton de Cannes-Est - celui de M. Dupuy - abandonnant, alors, en cas de succès, son mandat de conseiller régional. Ensuite, il avisera en fonction des opportunités qui s'offriront. Tant aux plans départemental que national.

GUYPORTE

(1) En 1986, la liste d'union de l'opposition a obtenu douze élus, dont sept RPR et cinq UDF.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 24 juillet, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

Conventions internationales

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres trois projets de loi autorisant l'approbation :

- d'une convention franco-italienne destinée à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur les successions et les donations ;

- de l'avenant à une convention franco-malaise tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

- d'un protocole complémentaire à l'accord franco-nigérien de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique et relatif au statut des personnels de coopération.

La convention avec l'Italie est conforme au modèle des conventions conclues par la France en ce domaine. L'avenant conclu avec la Malaisie améliore la convention passée le 24 avril 1975 avec cet Etat en matière d'impôts sur le revenu. Le protocole mis au point avec le Nigéria, conforme aux autres accords conclus par la France en cette matière, définit le statut des personnels de coopération mis à disposition par notre pays.

Industrie du textile et de l'habillement

Le ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur a présenté une communication sur la situation

et les perspectives de l'industrie du textile et de l'habillement.

Après une année 1990 relativement satisfaisante, l'industrie du textile et de l'habillement traverse aujourd'hui une période difficile. Toutes les procédures d'aide conjoncturelle sont utilisées, notamment en matière de chômage partiel où les demandes de prise en charge par l'Etat sont instruites dans les meilleurs délais et satisfaites selon un taux proche du plafond lorsque la situation de l'entreprise le justifie.

Mais l'industrie du textile et de l'habillement souffre d'un manque de fonds propres qui la place dans une situation défavorable par rapport à ses concurrents européens. L'action du gouvernement obéira aux orientations suivantes.

I. - Améliorer la compétitivité des entreprises.

Le secteur du textile bénéficie largement de la politique économique générale. Le plafonnement en valeur ajoutée de la taxe professionnelle représente pour lui une aide supplémentaire à 400 millions de francs par an. Le renforcement du dispositif des prêts à taux réduit distribués à l'aide des comptes pour le développement industriel (CODEVI) permet à plus de 95 % des entreprises du secteur de bénéficier de ces prêts.

D'autres mesures interviendront dans ce secteur.

1) Les crédits budgétaires destinés à soutenir les actions de création, d'un montant de 70 millions de francs en 1991, seront reconduits en 1992. La recherche et l'innovation technologique bénéficieront en 1992 de 60 millions de francs d'aides de l'Etat. Les conditions d'éligibilité des entreprises du secteur du textile au crédit d'impôt recherche seront précisées.

Pour que notre industrie tire le

meilleur parti du rayonnement mondial des grands couturiers français, un groupe de réflexion sera chargé de proposer une réforme du statut de la haute couture et de définir les moyens d'aider les jeunes créateurs de mode. Un projet de loi rendra plus efficace l'action en contrepartie.

2) L'Etat s'est engagé à soutenir la formation professionnelle pour la formation professionnelle avec les entreprises du secteur d'ici à la fin de l'année. Cette convention devra bénéficier en priorité aux petites et moyennes entreprises et aux salariés faiblement qualifiés.

Pour aider la profession à faire face à certaines restructurations, le ministère du travail étudiera avec celle-ci les conditions dans lesquelles les dispositifs d'aide au reclassement des salariés pourraient être développés.

3) La mission des délégués mis en place dans les principales régions de production de l'industrie textile pour aider les entreprises dans leurs démarches auprès des services publics sera prolongée pendant au moins deux ans. Ces délégués encourageront le développement d'actions collectives dans la profession.

II. - Veiller à l'environnement industriel de l'industrie textile.

Face à la progression des importations, le gouvernement veillera à la stricte application des réglementations douanières. Il interviendra auprès des autorités communautaires pour qu'elles mettent en œuvre les mécanismes régulateurs dont elles ont la charge et pour améliorer l'efficacité des procédures dirigées contre le dumping.

Les investissements français à l'étranger favorisant le développement de nos exportations seront encouragés. La Compagnie française

d'assurance pour le commerce extérieur veillera à ce que les exportations de produits textiles, dans le cadre des règles internationales, bénéficient de conditions de financement équivalentes à celles dont disposent nos principaux concurrents.

Les négociations de l'Uruguay Round conditionnent en grande partie l'avenir du secteur. Leur reprise devrait permettre de progresser sur les questions de l'ouverture des marchés des pays en développement, du respect des règles de concurrence et de la propriété intellectuelle. La France agira pour le renouvellement, à titre transitoire et jusqu'au 31 décembre 1992, des accords multilatéraux (protocole « AMF » et accords bilatéraux) dans leur contenu actuel.

III. - Favoriser le développement économique des régions de production de l'industrie textile.

Les moyens financiers consacrés au développement de ces régions par l'Etat et par les organismes spécialisés seront fortement accrus pour atteindre 250 millions de francs en 1992. Une attention particulière sera portée, en concertation avec les collectivités locales, à la reconversion des friches industrielles issues de l'industrie textile.

Comme chez nos principaux partenaires européens, le développement de ces régions appelle un renforcement des aides à l'aménagement du territoire. Dans le cadre des réflexions en cours sur la politique menée en faveur des petites et moyennes entreprises, un groupe de travail étudiera l'opportunité et le contenu de mesures en ce domaine.

Tourisme social

Le ministre délégué au tourisme a présenté une communication sur la

politique du tourisme social. L'action des organismes de tourisme social a permis à un nombre croissant de Français de partir en vacances. Pourtant, encore 40 % d'entre eux ne quittent pas leur domicile pendant leurs congés. Cette proportion dépasse 70 % pour les vacances d'hiver.

Les orientations suivantes ont en conséquence été retenues.

1) Le chèque-vacances profite déjà à 3 millions de personnes environ. La possibilité d'élargir la proportion des salariés des petites et moyennes entreprises qui en bénéficient sera étudiée. Les règles de fonctionnement de l'Agence nationale pour le chèque-vacances seront simplifiées.

2) Seront mises à l'étude la possibilité de réserver la délivrance, au titre des congés payés, des billets de chemin de fer à prix réduit aux seuls salariés dont les ressources sont inférieures à un plafond et la possibilité de délivrer, dès 1992, à ces salariés, pour faciliter leur départ en vacances d'hiver, un second billet à prix réduit.

3) Dans un souci de solidarité et d'insertion sociales, des actions particulières seront menées pour favoriser le départ en vacances des jeunes, des personnes défavorisées et des personnes handicapées.

4) L'Etat apportera son aide à la formation des dirigeants d'entreprise de tourisme social. Il incitera à la diversification des produits touristiques et encouragera l'amélioration de leur qualité. L'Etat accordera dès cette année une aide exceptionnelle à la mise en place d'un fonds mutuel de garantie des loyers dûs aux organismes de tourisme social.

Sécurité des transports

Le ministre délégué au tourisme a présenté une communication sur la

محند المصطفى

SOCIÉTÉ

Les conditions de travail des fonctionnaires

120 millions de francs seront consacrés à la modernisation du service public dans les grands ensembles

Une nouvelle politique des services publics dans les quartiers difficiles sera lancée dès la rentrée, a annoncé M. Michel Delebarre, ministre de la ville, jeudi 25 juillet à Paris. Elle sera appuyée par un fonds spécial doté de 120 millions de francs, qui seront gérés directement par les préfets. Les premières villes à en bénéficier seront probablement Tourcoing, Marseille, Bron (Rhône) et Mantes-la-Jolie (Yvelines), où des équipes de fonctionnaires ont déjà mené une réflexion sur ce sujet et avancé diverses solutions.

Cette décision est la conséquence de l'enquête menée, à la demande de M. Delebarre par l'un de ses conseillers, M. Paul Picard, maire de Mantes-la-Jolie. Celui-ci a constaté dans les quatre villes-test des groupes d'agents des services publics qui ont enregistré les

demandes des habitants, les ont confrontés aux services offerts et en ont tiré des propositions de réforme. Qu'ils soient fonctionnaires de l'Etat, agents des collectivités locales ou salariés du secteur public, qu'ils soient derrière les guichets des bureaux de poste, dans les écoles maternelles, sur l'estrade des salles de classe des collèges, dans les commissariats de quartier ou employés des offices d'HLM, ces hommes et ces femmes vivent au jour le jour la « galère » des habitants qu'ils sont appelés à servir. Ils éprouvent directement le « mal-vivre » des grands ensembles et les difficultés d'insertion des populations.

Ces « fantassins de première ligne », comme les appelle M. Picard, sont souvent en sous-effectif, car beaucoup de postes restent vacants et ils ont rarement reçu une formation adaptée à leur tâche, qui est à la fois technique et sociale. Ils s'ignorent d'un service à l'autre et ont le sentiment d'être oubliés, voire méprisés. Beaucoup

sont « au bord de la rupture ». Leur travail s'en ressent, ce qui aggrave encore la situation des cités. Constatation du maire de Mantes-la-Jolie : « Quand ils ont peur de leur public, les agents exécutent mal leur tâche, et, quand le service est mal rendu, le public le leur fait savoir par tous les moyens, jusqu'à faire peur. »

Pas de solution toute faite

Que demandent les fonctionnaires des quartiers difficiles ? Non pas l'égalité avec leurs collègues des secteurs sans problèmes, mais des moyens supplémentaires. En particulier, ils souhaitent que la fonction d'accueil soit reconnue comme une vraie qualification et qu'ils bénéficient d'une formation particulière. M. Delebarre est convenu que la politique de la ville ne pouvait réussir s'il n'y a pas une adaptation des services publics aux attentes des habitants. Dès lors, le gouvernement a décidé de favo-

riser les fonctionnaires de l'Etat travaillant dans les quartiers en développement social en leur accordant des avantages de retraite.

Dès la rentrée, le ministre veut ouvrir largement les services au public et les localiser là où ils sont vraiment nécessaires, améliorer l'accueil, rendre certains équipements polyvalents, habiter les fonctionnaires de base à travailler en réseau, les former à leur tâche. Une école maternelle pourrait devenir, par exemple, un lieu d'écoute des ménages de la cité ; le gymnase de collège serait ouvert aux jeunes du quartier ; un bureau de poste pourrait recevoir et transmettre les dossiers destinés à une trop lointaine préfecture.

Le ministre de la ville ne proposera pas de « maison d'administration » standard ni de solution toute faite : « Je fais confiance aux habitants et aux agents du service public pour imaginer dans chaque quartier la réponse qui convient à leurs problèmes. »

MARC AMBROISE-RENDU

FAITS DIVERS

La disparition de 5,7 millions de francs entre Bastia et Paris

Le voleur voyageait en bagage accompagné

Les policiers étaient restés perplexes après la disparition, le 17 juillet, des 5,7 millions de francs convoyés par avion de Bastia à Paris. Ils ne comprennent pas comment les billets de banque avaient pu être remplacés par des vieux cartons, malgré une surveillance de tous les instants. Les enquêteurs ont été embrouillés par leur circuit qui avait été contrôlé à chaque étape. Ils excluaient aussi le vol après l'arrivée à Paris, car le sac avait passé la nuit dans un coffre de la Brink's. Et ils rejettent l'hypothèse d'un vol en sous-puisqu'on ne peut y pénétrer

depuis la cabine des passagers. Un examen plus attentif du sac, toutefois, révélait que si les scellés semblaient intacts, le plomb, lui, avait sauté. Simple incident de manipulation, avait-on cru d'abord. Mais la présence en sous d'une malle d'environ 70 kilos aggrave de dissiper les doutes : le voleur (ou la voleuse), enregistré en bagage - avec supplément payé en liquide à l'aéroport de Bastia - avait eu une heure pour effectuer le transfert des billets de banque, dans l'obscurité de la soute, à quelque 10 000 mètres d'altitude.

REPÈRES

ASTRONOMIE

Découverte d'une planète hors du système solaire

Un astronome du Nuffield Radio Astronomy Laboratories, dépendant de l'université de Manchester, M. Andrew G. Lynne, aurait découvert une planète hors de notre système solaire.

Grâce au radiotélescope de Jodrell Bank, M. Lynne et son équipe ont montré que les variations des signaux radio émis par l'objet PSR 1829-10, une étoile à neutrons située à 30 000 années-lumière de la Terre, étaient vraisemblablement dues aux occultations semi-annuelles d'un compagnon qui aurait dix fois la masse de la Terre.

Dans la revue Nature, qui publie la nouvelle dans son édition du 25 juillet, MM. Andrew Lynne, Matthews Bailes et Setnam Shemar, précisent que cette planète « sans vie » serait à environ 120 millions de kilomètres de PSR 1829-10, soit la distance qui sépare Vénus du Soleil, et qu'elle tournerait autour de lui en environ six mois.

ESPACE

Report d'une semaine pour Atlantis

Le tir de la navette spatiale américaine Atlantis, prévu pour le 24 juillet, a dû être retardé en raison d'une panne d'ordinateur. Cinq heures avant la mise à feu, l'une des deux chaînes de calcul chargées de contrôler la fonction-

nement d'un des moteurs principaux de l'engin a donné des signes de faiblesse, et la NASA a dû remplacer l'ordinateur défaillant, une unité électronique de 4 millions de dollars. Ce remplacement ne devrait pas affecter le tir à venir de la navette Discovery, car la NASA espère pouvoir lancer Atlantis le 1^{er} ou le 2 août. (AFP, UPI)

LOISIRS

Le Parc océanique Couteau en sursis

Le tribunal de commerce de Paris a rendu, mercredi 24 juillet, sa décision concernant le Parc océanique Couteau qui avait été déclaré en cessation de paiement le 17 juillet. La procédure de redressement judiciaire est suspendue et le parc entre dans une période d'observation dont le terme est fixé au 24 janvier 1992. « L'activité du parc est maintenue et les visiteurs peuvent venir », rappelle M. Jacques Passon, administrateur judiciaire désigné par le tribunal de commerce. Si une solution n'est pas trouvée dans les six mois, le parc devra fermer ses portes.

EN BREF

Des peines de prison pour des jeunes gens trafiquants de drogue. - Quinze jeunes gens, tous lycéens au moment des faits, ont été condamnés, mercredi 24 juillet, par le tribunal correctionnel d'Angers dans le cadre d'un trafic de drogue dans un lycée de l'Essonne. Des peines de huit ans ont été prononcées contre deux jeunes gens actuellement en fuite. Deux autres, qui fournissent les haschich, ont été condamnés à cinq ans de prison ferme ; un cinquième, qui finançait l'achat de la drogue, à quatre ans de prison

JUSTICE

An tribunal correctionnel d'Auch

Foie gras trompeur

AUCH

de notre correspondant

M. Alain Darquier aime le foie gras, le rugby, et, selon l'expression de M. Hervé Robin, procureur de la République d'Auch, il a une « grande gueule ». Trois vertus bien gasconnes qui ne conduisent pas forcément devant le tribunal correctionnel comme c'était le cas, mardi 23 juillet, pour cet industriel conservier de Castelnau-d'Auzan (Gers). Personnalité influente du monde du rugby local, M. Alain Darquier, qui emploie deux-cent quarante personnes, répondait de fraude sur la qualité du foie gras, devant le tribunal d'Auch, présidé par M. Jean-Pierre Belmas.

« Une fraude gigantesque », a dit à l'audience le procureur Robin. Darquier écarte tellement les prix qu'il n'a plus de marge bénéficiaire. A ces considérations économiques, s'ajoute une « tromperie sur la marchandise », portant sur 850 000 boîtes de foie gras vendues à bas prix au profit d'une centrale d'achat de supermarchés. L'affaire remonte au 5 octobre 1988, lorsque les agents du service de répression des fraudes ont fait irruption au sein de l'entreprise Darquier.

Alors que la législation dit que le bloc de foie gras doit contenir 100 % de foie gras (avec une marge d'environ 10 %), les spécialistes, après analyse des boîtes de l'entreprise Darquier, ont seulement trouvé 62,33 % de foie gras et 37,67 % de foie gras d'oie. En outre, ils ont identifié du canard dans les foies d'oie et réciproquement. A l'heure où les producteurs gersois ont enfin obtenu le fameux label « foie gras » espéré depuis tant d'années, ce foie gras « patchwork » a suscité la demande. Au point que la Confédération nationale et la Chambre nationale de la conserve se sont portées parties civiles, demandant 1 franc de dommages et intérêts pour le préjudice subi par les producteurs sur l'image de marque du produit.

Le PDG, aux allures de pilleur de rugby, a, pour une fois, laissé la parole à ses avocats. Tout juste indiquait-il ne pas comprendre ce qui s'est passé. On a même vu un jeune employé de l'entreprise venir avec à la barre une « fausse » lettre, aurait par erreur mélangé un excédent de parait de canard, destiné au farci des caillies, avec une tonne de foie gras.

Les défenseurs du prévenu ont fait, en termes sévères, le procès

des méthodes du service de répression des fraudes. M. Estoupe n'a ainsi pas hésité à évoquer « l'incompétence notoire de leur laboratoire, qui utilise des méthodes dénuées de rigueur, qui ont pu être des « prélèvements effectués dans un magasin qui n'existe pas », le tout conduit par une demande de relaxe, alors que le procureur de la République avait requis une peine de deux ans de prison avec sursis, assortie de 250 000 francs d'amende.

Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 12 septembre.

DANIEL HOURQUEBIE

Après une « ratonnade »

Prison avec sursis et privation de droits civiques pour les parachutistes de Carcassonne

Le tribunal correctionnel de Carcassonne a condamné, mercredi 24 juillet, dix-sept parachutistes du 3^e RPIMA à des peines de six à douze mois de prison avec sursis pour « attroupement armé », suivant ainsi les réquisitions du procureur de la République.

Les dix-sept parachutistes, qui avaient comparu devant les juges le 1^{er} juillet (le Monde du 2 juillet), devaient également payer solidairement une amende de 10 000 F à chacune de leurs cinq victimes maghrébines blessées lors de la « ratonnade » à laquelle les militaires s'étaient livrés en novembre 1990. Le jugement rendu mercredi prévoit la privation des droits civiques pour les parachutistes, qui devront donc quitter l'armée.

Le Mouvement contre le racisme et pour l'unité des peuples (MRAP), qui appelait à « une condamnation exemplaire » a déclaré que ce verdict « légitime la banalisation des actes racistes ». L'avocat de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), M. Charles Libman, a regretté que le tribunal ait déclaré irrecevable la constitution de partie civile des associations antiracistes. Les magistrats avaient estimé que le délit d'« attroupement armé » n'est pas prévu dans la liste limitative des délits permettant la constitution de parties civiles.

de la cour d'appel de cette ville pour l'ouverture d'une nouvelle information contre M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice, pour fraude fiscale. Cette information fait suite à une plainte déposée par le directeur des services fiscaux des Alpes-Maritimes concernant « une ou des fraudes » commises dans le cadre de l'association Nice-Opéra, une association para-municipale chargée de la promotion de spectacles culturels et dont M. Médecin était le président statutaire (le Monde des 2-3 juin).

Jeunesses d'Amérique

Signes de reconnaissance

CHICAGO, ILLINOIS

de notre envoyé spécial

DANS l'appartement qu'ils ont loué en centre-ville, des lycéens s'affairent. Ils confectionnent le nouveau numéro de leur journal, « New-Expression », le magazine de communication de la jeunesse. Ils sont une soixantaine à être venus après leurs cours.

Is se disent « indépendants », sans peur, « quelques Démocrates et Républicains ont quasiment le même programme » et vont dès que leur âge le permet. Ils se méfient « du New-Age », la coqueluche au goût de mort de leurs grands frères. Le soleil couchant, démultiplié par les façades géantes en verre, joue sur leurs visages aux peaux de toutes les couleurs comme une publicité de « Benetton ».

Ce sont des « pros » : leur mensuel tranche avec les innombrables bulletins qui se font à l'intérieur des lycées. « New-Expression », vingt-quatre pages couleur, fondé à Chicago, il y a quinze ans, par une catholique féministe, dispose depuis peu d'éditions à New-York et Los Angeles. Bénéficiaire de rares subventions et d'une abondante publicité, il est diffusé gratuitement à soixante-dix mille exemplaires dans les High-School de la région.

Taggers,

flics ou champions

« C'est une success-story », compte tenu du sévère contrôle qui s'exerce sur l'introduction de la presse dans les établissements secondaires. « Notre signe de ralliement » affirment ces éditeurs en herbe, dont les talents ont déjà été repérés par les « chasseurs de têtes ». Quelques grands médias s'apprêtent à lancer un supplément hebdomadaire « fait par les Teens pour les Teens ». Les annonceurs se bousculent à leur porte, après celle de New-Expression. Même les Tour-operators s'en mêlent : la nouvelle génération de l'âge du lycée se paie un séjour en Floride, alors que les parents se privent de vacances pour financer les études de leur progéniture.



ture à l'Université. Pendant ce temps, les « Taggers » rebarbouillent les murs et les ponts que la police s'efforce à faire nettoyer, ne voulant pas de « ces messages de reconnaissance » proposés à organiser la « case ». Enigmes codées, injures grossières - « Warlords suck Bloods » (les Warlords sucent le sang des Bloods), ou patronymes évocateurs, « Outlaws » (Mors-la-loi), « The Homeless BOYZ », « Suicidal Locos » se multiplient.

Simultanément les rappeurs affichent leur rage de vivre avec humour, lançant la mode « Fade ». Crâne rasé à l'exception d'une mèche en toupet, ou sculptée en forme de flic sur la tempe ou de queue sur la nuque, à chacun son signe. Le rap, le hard-rock et le country ne cohabitent pas dans les « Juice-bars » et les discos. A chaque bande sa musique. On ne se mélange guère.

Eternel problème d'identification. Des cohortes d'adolescents tranquilles, d'un bout à l'autre des Etats-Unis, exhibent des sourires métalliques : l'avant-garde à laquelle ils s'identifient aime à porter des appareils dentaires en argent sans aucune nécessité thérapeutique. D'autres envahissent les boutiques de vêtements de sport, achetant les blousons à l'effigie des plus célèbres clubs, ou les t-shirts portés haut sur la cheville mais négligemment décalés. Ils ont leurs héros, tel Mike Jordan des Bulls de Chicago expliquant dans une interview comment il gère sa fortune en bon père de famille.

Une professionnalisation précoce a envahi les bancs de l'école, tentant de nombreux lycéens. Quelques-uns même n'hésitent pas à endosser l'uniforme de policier, après la classe. Trois soirs par semaine ils viennent au commissariat apprendre « comment se mettre au service du citoyen ». Sans engagement pour l'avenir. Pour les mêmes motifs et aux mêmes horaires, d'autres s'inscrivent à être médecin ou avocat. Ce sont « les volontaires au service de l'Asphalt Jungle », fort reconnaissables, eux aussi, de leurs camarades.

DANIELLE ROUARD

Polémique à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne)

Les « retombées » de la colonie de Tchernobyl

Depuis 1987, la ville de Fontenay-sous-Bois (Val de Marne) envoie chaque été des groupes d'adolescents à Brovary, ville ukrainienne avec laquelle elle est jumelée depuis 1985. Cette année, 77 adolescents de quatorze à seize ans, accompagnés par quatre adultes, effectuaient un voyage en Ukraine du 6 au 27 juillet, avec un séjour sur place de six jours. Un autre groupe va partir du 3 au 24 août. Située à 8 kilomètres de Kiev, Brovary se trouve à moins d'une centaine de kilomètres de Tchernobyl. Le cinquième anniversaire de la catastrophe a ravivé les mémoires défilantes, et relancé la polémique.

En 1986, trois mois après l'accident, la mairie de Fontenay-sous-Bois avait voulu envoyer un groupe de jeunes. Les élus écologistes, avec à leur tête M. Michel Carré, soutenus par l'opposition municipale, avaient alors menacé de se coucher devant le car pour empêcher son départ, conduisant la préfecture du Val-de-Marne à interdire le projet. M. Carré, aujourd'hui adjoint au maire, se souvient : « Alors qu'on avait demandé à la mairie d'organiser une réunion officielle pour informer les parents de la situation, elle avait refusé, ne l'estimant pas nécessaire. A l'époque, les médias soviétiques méconnaissaient le problème. »

M. Carré n'a redécouvert que cette année l'existence des séjours en Ukraine. « Je ne connais pas de jeunes qui y sont allés. Je n'arrive pas à savoir, mais apparemment personne ne semble avoir de problèmes. A Brovary, où ma femme s'est rendue en novembre 1990, ils

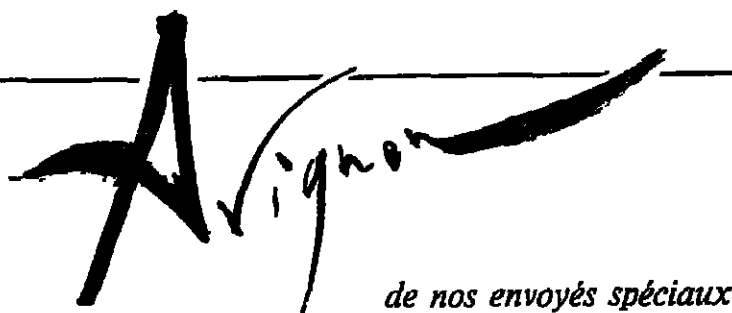
accueillent des malades de Tchernobyl et ils manquent de seringues et de matériel de transfusion, et il n'y a pas grand-chose à manger. C'est comme si on envoyait des moutons au Liban. » Et il ajoute « Il y a quelques semaines le maire, M. Bayeurte (1), nous a remerciés pour avoir empêché le départ des enfants en 1986, reconnaissant le bien-fondé de notre action. »

« Les colonies ne sont pas obligatoires à Fontenay », ironise M. Jean-François Vaguet, premier adjoint au maire (PCF). Nous offrons un grand choix de destinations en France et dans le monde entier et pour toutes nos organisations des réunions avec les parents et les enfants, au cours desquelles ils peuvent poser toutes les questions qu'ils souhaitent. Nous nous sommes renseignés : le SCPR (Service centre de protection contre les rayonnements ionisants) nous a certifié par courrier qu'il n'y avait aucun risque. »

Le professeur Pierre Pellerin, directeur du SCPR, qui s'est rendu « des dizaines de fois » dans la région est formel : « Il n'y a pas eu de retombées très importantes, on n'a pas évacué la population. D'ailleurs, il y a moins de une curie par kilomètre carré (2). » Il souligne le sérieux de la municipalité et se dit prêt à faire passer gratuitement des examens à leur retour aux Fontenaysiens qui le souhaitent. « J'y enverrais mes enfants sans problème », ajoute-t-il.

FRANÇOIS GOUGE

(1) M. Louis Bayeurte (PCF) était déjà maire en 1986.
(2) Curie : unité d'activité radio-nucléaire.



Des enfants jouent, des enfants chantent, des enfants font partie d'un orchestre. Le décor représente une piscine sans eau. Le texte est d'Edmond Jabès - qui n'est pas seulement philosophe, mais aussi auteur de contes, de poèmes rêveurs. Les jeunes artistes viennent d'une chorale qui porte le joli nom de « Fugue et mandarine ». Comment les avez-vous choisis? a-t-on demandé à Jean-Claude Vannier, qui a écrit la musique et vaguement mis en scène le spectacle. « J'ai pris les plus dissipés » a-t-il répondu. Sur scène, ils se montrent extrêmement disciplinés. Opéra d'enfants se joue salle Benoît XII, jusqu'au 30 juillet à 21 h 30.

D'après l'Homme et l'enfant et Je... Il, Alain Timar trace un portrait d'Adamov. Ce sont des spectacles que la délégation vietnamienne invitée au festival ne verra pas. On lui a choisi du « off », et les Chantiers Théâtre Ouvert de Georges Lavaudant et Michel Deutsch qui doivent aller là-bas diriger des stages de mise en scène.

Le médecin de Balbec

Le metteur en scène avignonnais Alain Timar présente un texte inédit, un rêve autour d'Adamov

Dans *Sodome et Gomorrah*, Marcel Proust raconte qu'un grand-duc, ayant confié son œil enfié, rougi et douloureux à un grand professeur, vit son mal s'aggraver jusqu'à ce que le chasseur de l'hôtel appelle en ultime secours « le médecin de Balbec, lequel en cinq minutes retira un grain de poussière, et le lendemain il n'y paraissait plus ».

« Le médecin de Balbec était seulement, ajoute Proust, un médecin qui savait tout et à qui on ne pouvait pas parler de la moindre démancheson sans qu'il ne vous indiquât, aussitôt, la pommade qui convenait. Il savait « charmer » les blessures et les plaies. Mais il n'avait pas d'illustration ».

« Illustration » est un substantif d'époque, nous dirions aujourd'hui que le médecin de Balbec n'avait pas accès à la promotion des médias, aux photographies et la « une », aux « ouvertures » des magazines.

Hiver comme été le théâtre d'Avignon a ses médecins de Balbec. Le Festival en invite un chaque année - c'était le tour de Benedetto (le Monde du 17 juillet) - et dans une page terminale le programme nous donne les noms et adresses des autres, sous la rubrique « Troupes permanentes ». Je suis allé consulter l'un d'eux : Alain Timar, 4 rue Noël-Biret, téléphone 90-85-52-57.

Tout première évidence : à défaut d'« illustration », le metteur en scène d'Avignon a pour lui l'atout de connaître le terrain, le cadastre, d'être à même d'intervenir pour rattraper à la va-vite les bons coins : son Théâtre des Halles est, en plein centre-ville, un paradis. Plusieurs demeures seigneuriales, plusieurs parcs, comme s'emboîtant les uns dans les autres, c'est beau, c'est grand, il n'y a pas la moindre fausse note sous les cœurs millénaires et les architectures de moines ou de rois...

Un grand échassier au long cou

On y joue une œuvre inédite, *Arthur... K*, d'Hervé Royer, une évocation d'Arthur Adamov. Superbe décor : dans la nuit, sous une lune voilée, un grand lac. Eau noire, que berce à peine le vent. Une barque est à l'ancre, un peu loin de la berge. Talus de hautes herbes, et de longues estacades de planches. Quelques palissades, quelques petites maisons de bois. C'est en vérité, à s'y méprendre, le décor de l'ouverture de la *Mouette de Tchékhov*, ce qui n'était pas la terre natale d'Adamov puisque lui et sa famille étaient des « émigrés » du Sud (pétroles de Bakou, par-là), mais qu'Adamov ait été hanté par Nina et la pièce que lui fait jouer Treplev, ça, aucun doute.

Un inconnu vêtu de lin, qui aime beaucoup marcher pieds nus (c'est vrai, Adamov, en plein hiver, et dans la neige, marchait pieds nus à Paris), médite, vide un peu de vodka, marmonne des bouts de pages le long de ce lac. Et quatre femmes endiablées vont venir, l'une après l'autre, ou ensemble, lui sauter sur les épaules, lui courir sur le dos, lui balancer un uppercut, des gentillesse comme ça, mais aussi d'autres, moins brèves.

Arthur, le rêveur du lac, est joué par Serge Maggiani, cet acteur très peu ordinaire qui a des allures de grand échassier au long cou allant sur ses longs pieds on ne sait où, et qui reste sur ses gardes, tendant

l'œil à tous azimuts, et dont la voix sait égrener toutes les nuances de l'inquiétude, des questionnements, des passages à vide, des éclairs d'imagination. Difficile de quitter des yeux un Maggiani, s'il est là dans son numéro de Desdéchado, de prince à la tour abolie, qui effectivement ressemble pas mal à l'Adamov des grands soirs, lorsqu'il se mettait en tête de vous entraîner dans ses terrifiants corridors...

Les quatre endiablées créatures, tombées sous le charme d'Arthur et lui cherchant des misères rappellent les clowns Fratellini, elles ont la rapidité d'inventions, la gaieté en dents de scie, elles sont irrésistibles, elles ont nom Isabelle Pichaud, Nicole Sigal, Brigitte Faure, Thérèse Roussel. Arthur Adamov est peut-être évoqué ici un peu par-dessous la jambe, mais pourquoi pas? Il aura été l'un des seuls inventeurs du théâtre de notre temps, ses premières pièces ne ressemblaient à rien de connu, il y planait une déshumanisation

des êtres par une accoutumance à des machines, à des attitudes et des pensées machinales. Puis Roger Planchon lui ouvrit son théâtre, réalisa une mise en scène superbe de *Paolo Paoli*.

Adamov ne cessa pas de créer, mais ne cessa pas de souffrir affreusement, assailli de douleurs contre quoi lui-même ni personne ne pouvaient rien. Son livre, *l'Homme et l'Enfant*, est l'un des plus beaux du monde, il manque quelque chose à quiconque ne l'a pas lu. La pièce *Arthur... K* se souvient, parfois, de *l'Homme et l'Enfant*, c'est l'une des choses qui la font attachante.

Si le Festival à la longue vous fatigue, si jamais vous aviez un œil enfié, essayez l'un des « théâtres » d'Avignon, il lui arrive de « savoir charmer les blessures et les plaies ».

MICHEL COURNOT

Arthur... K au Théâtre des Halles, à 21 h 30 jusqu'au 31 juillet.

Trois du Vietnam

Trois Vietnamiens sont venus à Avignon : un acteur et metteur en scène, Nguyen Trong Khoi, directeur du Théâtre national (il est célèbre sous le nom de Khoi, qui est son prénom), Pham Thi Thanh qui, en dehors d'un grand nombre de titres officiels, monte des spectacles pour enfants. Dang Tu Mai, metteur en scène au Théâtre National. Thanh est la seule qui connaissait un peu la France pour y être venue il y a trois ans, à Paris et à Lyon. Les trois ont découvert les festivals avignonnais, « la fébrilité de la ville, le foisonnement de spectacles qui se jouent partout, du simple local jusqu'à la Cour d'honneur ».

En fait, ils n'ont rien vu à la Cour d'honneur. En une semaine, ils ont assisté à une vingtaine de spectacles, mais seulement dans le « off ». Les deux derniers soirs, ils ont eu droit à Zingaro et à la Tempête. Ils sont également allés à Théâtre Ouvert pour les Chantiers de Michel Deutsch et de Georges Lavaudant - « des pionniers », car ils doivent travailler ensemble. Le séjour des Vietnamiens a été négocié au titre d'échange, par l'intermédiaire de l'AFAA. Les deux Français sont allés à Hanói - une photo couleur montre Georges Lavaudant debout au milieu de jeunes comédiennes en costumes traditionnels - et doivent y retourner pour diriger des stages de mise en scène.

On connaît l'esprit critique des deux Français, leur humour ravageur, leur révolte intellectuelle. On se demande de quelle façon ils pourront se rencontrer avec des Vietnamiens, chez qui « la glesnost est à peine ébauchée », qui semblent se méfier de toutes les questions, non parce qu'elles sont insidieuses, mais parce qu'ils se demandent dans quel but on les pose.

On ne saura donc pas quelles sont les influences de leur

théâtre, mais on saura qu'il se divise en quatre catégories, quand il est traditionnel : le Tuong, forme épique datant du onzième siècle et toujours vivante ; le Chao, de source paysanne, qui se joue pendant les fêtes et traite des affaires de villages ; les marionnettes sur l'eau, dont une troupe va venir en octobre à la Maison des cultures du monde et le Cai Long (traduction : « théâtre renoué », dans le Sud au début du siècle et qui est la variante locale de notre mélodrame. De plus, il y a le théâtre parlé, apparu vers 1920 - au temps de la présence française, précise pudiquement l'interprète, - où l'on joue Molière, Shakespeare, Schiller, Dürrenmatt, Anouilh (l'Alouette)...

Légère détente

Il existe cent soixante troupes théâtrales subventionnées, c'est-à-dire dépendantes des directives gouvernementales, et quelques compagnies amateurs. Depuis cinq ans, une légère détente est perceptible. On critique la bureaucratie et la nomenclature : l'auteur Luu Quang Vu - qui vient de mourir à quarante ans - a écrit une pièce sur le thème : « Mieux vaut la mort que l'étouffement de la personnalité ». Khoi a pu jouer Lear comme un vieillard couvert de décorations, pourri par le pouvoir, retombé en enfance. Il tend une photo Polaroid où il apparaît avec une perruque blanche, en longue tunique, dans un décor fait de rideaux et d'estrades - un dépaysement total pour Lavaudant.

Qu'en attendent les Vietnamiens? Un renouvellement. Qu'ont-ils appris de notre théâtre? « Nous n'avons pas eu le temps de réfléchir et d'analyser ».

COLETTE GODARD

Un été pour Florent Schmitt

Les Festivals d'Avignon et de Montpellier retrouvent ce compositeur oublié

« Au dernier concert, ils ont joué Salomé, confiait un mélomane à une connaissance retrouvée sur les marches du Théâtre des Champs-Élysées, mais ce n'était pas la bonne ». La bonne eût été sans doute un extrait de l'opéra de Strauss, la Danse des sept voiles, par exemple ; en l'occurrence, ce n'était que la *Tragédie de Salomé*, de Florent Schmitt (1870-1958), musique de ballet composée et créée à Paris en 1907 au Théâtre des Arts, dont Stravinsky déclara qu'elle lui avait procuré « la plus grande émotion qu'une œuvre d'art puisse donner ». Stravinsky acceptera la dédicace de l'œuvre, qui entrera au répertoire des Ballets russes en 1913, l'année de la création du *Sacre du printemps*.

Florent Schmitt, à son tour, fut ébloui par la partition du jeune Russe, comme il le sera plus tard par le *Wozzeck* de Kurt Weill, ou les *Cinq pièces pour orchestre* opus 16 de Schönberg, qui lui coûtèrent, dans la bataille, une paire de lunettes et l'exemple de la partition qu'on lui avait confié.

Cet intérêt engagé pour les novateurs en général - « Ce qu'à la rigueur on pourrait faire soi-même n'a aucun intérêt », dirait-il - n'est pas le seul titre de gloire de Florent Schmitt au regard de la postérité. L'enseignement de son vivant, jouissait d'une célébrité acquise dès ses débuts - par la création, coup sur coup, du *Psautier XLVII* (1906), de la *Tragédie de Salomé* (1907) et du *Quintette pour piano et cordes* (1908) - et à ce point tombé dans l'oubli qu'il faut en quelque sorte se justifier de l'en tirer un peu.

« Le sanglier des Ardennes »

Paradoxalement, l'occasion qui se présente est celle de la restauration d'un film de Pierre Marodon, *Salammbo*, qui eut, pour sa sortie le 15 octobre 1925, les honneurs du palais Garnier : l'adaptation cinématographique du roman de Flaubert fut jugée assez sévèrement par la critique, qui loua fort, en revanche, le compositeur de n'avoir pas trahi l'esprit de l'original.

Retrouver et restituer la volumineuse partition symphonique écrite pour accompagner la projection, afin de rendre au film toute sa dimension, était déjà en soi une entreprise considérable. Elle permit à Catherine Loret de découvrir en outre deux fragments inédits de la *Tragédie de Salomé*, de la Danse des serpents et la Danse du paon. Mais une musique de film composée en quelques semaines ne saurait servir assez la mémoire d'un créateur qui a laissé une œuvre abondante et variée. Aussi Olivier Bernard, responsable de l'action culturelle de la SACEM, c'est-à-dire employé à convaincre le directeur artistique du Festival de Radio-France et de Montpellier, René Kœrner, de réserver dans sa programmation, toujours ouverte aux ouvrages rares et aux auteurs méconnus, une large place à l'œuvre.

RECTIFICATION. - Contrairement à ce que nous indiquions dans le titre de l'interview de Karel Kraus (le Monde du 25 juillet), celui-ci n'est pas metteur en scène, mais directeur artistique et dramaturge.

vre de celui qu'Emile Willehmox baptisa un jour affectueusement « le sanglier des Ardennes ».

L'image correspondait bien à la nature intrépide et volontiers frondeuse de Florent Schmitt. Mais il faut croire que la fantaisie de l'illustrateur situait les Ardennes un peu plus bas qu'elles ne le sont ou qu'il les confondait avec le massif des Vosges, au pied duquel se situe Blâmont, village natal de Florent Schmitt. Né seulement à quelques kilomètres plus à l'est, il aurait reçu, pour ses huit mois, la nationalité allemande par la grâce du traité de Francfort. Certes, la ligne de démarcation ne passait pas très loin du foyer paternel mais, contrairement à ce qu'on a pu écrire, la musique de Florent Schmitt n'est pas plus marquée par l'influence allemande que celles de Berlioz, de Bizet, de Chabrier ou de Debussy, admirateurs eux aussi de Beethoven, de Weber et de Schumann.

Œuvres orientalistes

Au Conservatoire de Nancy, où il fit ses premières études de piano et d'harmonie, la musique d'outre-Rhin n'était ni plus ni moins à l'honneur qu'à Paris, où Schmitt se fixa définitivement en 1891 pour suivre l'enseignement de Massenet puis de Fauré. C'est seulement après avoir remporté le grand prix de Rome, en 1900, pour sa cantate *Sémiramis*, que ses voyages le conduisirent en Allemagne - il y passera six mois et en rapporta un cahier de vases, *Reflets d'Allemagne*, - en Autriche - qui lui inspira une *Rhapsodie viennoise* annonçant la *Valse de Ravel* - et surtout en Orient.

Ce n'est pas tant la couleur locale que Florent Schmitt s'attachait à recréer dans les œuvres orientalistes qui jalonnent sa carrière (la *Tragédie de Salomé*, le *Psautier XLVII*, la *Légende* pour saxophone et orchestre, la *Danse d'Abissag*, *Antoine et Cléopâtre*, *Salammbo*, *Orlande* et le *Prince d'amour*) que la tension, l'éclat violent des timbres, l'ardeur rythmique, la frénésie ou la sensualité profonde. Schmitt avait un goût certain pour l'exotisme, pour le papier à musique noir et les orchestrations pléthoriques. « J'aime avoir les mains pleines », expliquait-il pour justifier la densité d'écriture de ses pièces pour piano.

Cette manière de toujours surprendre l'interlocuteur ou le lecteur - car Florent Schmitt, comme beaucoup de compositeurs à cette époque, eut une activité régulière de critique musical - était sans doute pour lui une façon de protéger l'intimité de sa pensée.

Des admirateurs mais pas de disciples

A la manière de Satie, il donna à un certain nombre de ses œuvres des titres amusés : *Sonate libre en deux parties enchaînées* pour violon et piano (en référence au journal fondé par Clemenceau : *l'Homme libre* devenu *l'Homme enchaîné*), *A tour d'anches* (pour instrument à anches et piano), le *Clavecin obtempérant*. Fonctionnaire *MCXII* inaction en musique... Ces calembours, parfois en contradiction avec le sérieux du

propos musical, avaient pour fonction d'éloigner d'un art où il savait se mettre tout entier les cuistres et les gens guindés.

Cette indépendance jalouse, cette manière de se mettre en marge, expliquent peut-être que Florent Schmitt ait suscité des amitiés solides mais rares, qu'il ait eu des admirateurs mais pas de disciples. La voie solitaire qu'il a suivie était trop étroite, trop personnelle. Chose singulière, cette exigence, cette sévérité envers soi-même ne l'a pas empêché, à la différence de Debussy ou de Ravel, d'édifier une œuvre considérable.

Tout n'a certes pas conservé pour nos oreilles un égal intérêt. Les pages aimables ont un peu vieilli : Schmitt est plus à l'aise quand il travaille dans le complexe, dans la tension, que dans la détente. Mais si nous avons parfois du mal à démêler l'écho de la pensée, c'est que cette musique fait une part plus large à la suggestion qu'à l'affirmation claire et nette. « Toute œuvre, dira-t-il, s'élabore par de mystérieux agencements aussi inconnus le plus souvent du créateur que de l'auditeur ».

GÉRARD CONDÉ

► France-Musique retransmettra, en direct, depuis Montpellier, *Cippus Ferale* le 25 juillet, *Reflets d'Allemagne* le 26, la *Danse d'Abissag* le 2 août, *Habbayssé* et *le Palais hanté* le 3 ; et, depuis la Roque-d'Anthéron, la *Sonate libre et Hasards* le 18 août. On entendra le *Psautier XLVII* le 4 août.

► Le film *Salammbo* sera projeté sur écran géant dans la Cour d'honneur du Palais des papes à Avignon les 28, 29 et 30 juillet, puis à l'Opéra de Paris-Garnier le 7 octobre.

► Les sept premiers disques d'une série consacrée à Florent Schmitt ont paru chez Cybelle. L'*Avant-scène Opéra* et la SACEM ont publié un numéro spécial consacré à Salammbo (100 pages, 48 F). Enfin, on signalera l'existence d'une Association Florent-Schmitt, 211 bis, rue du Ménil, 92600 Aulnay. Tél. : 47-93-53-86.

La création c'est en Seine Saint-Denis

La Seine Saint-Denis en Avignon

10 au 26 juillet
Cloître des Carmes

MC 93

Le cas Müller I. II. III.
de Jourdeuil-Peyret

Seine Saint-Denis
Conseil Général

سورة النحل

CULTURE

MUSIQUES

Sous le signe de la découverte

Le Festival de Montpellier et de Radio-France privilégie les surprises et les explorations

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

La dernière fois que nous avions entendu l'Orchestre philharmonique de Montpellier, il jouait, dans la fosse du «vieux» opéra, la *Filte enchantée* de Mozart sous la direction de Friedrich Haider (le Monde du 17 mai). Ce soir, 24 juillet, il est sur le plateau de l'Opéra Berlioz flamant neuf et presque comble. Gianfranco Masini est aux commandes. Quel changement !

Assez peu connu en France, ce disciple du compositeur et chef d'orchestre Hermann Scherchen dirige la *Rhapsodie viennoise* de Florent Schmitt (compositeur auquel le Festival de Montpellier et quelques autres rendent hommage cet été), une courte pièce d'orchestre (sept minutes environ) qui, adéquate d'être marquée du sceau du génie, excite la curiosité. Elle commence un peu à la manière russe (genre Moussorgski), enchaîne ensuite de splendides valses viennoises à la Johann Strauss (qui sonnent avec la complexité polyphonique de Richard Strauss), pour s'achever sur une étonnante préfiguration de la *Valse* de Ravel. C'est dire à quel point virtuose, opulente, est difficile à restituer avec clarté, c'est dire si elle met les musiciens d'un orchestre à rude épreuve. Ceux de Montpellier s'en tirent à la tête haute.

Suit *Totenfeier*, de Gustav Mahler, un poème symphonique de 1888 dont le compositeur fera, après l'avoir remanié, le premier mouvement de sa *Deuxième Symphonie*. Ce «service funéraire», dont on se demande pourquoi les chefs d'orchestre, à ce point, s'enchaînent remarquablement à la pièce de Schmitt, véritable mise à mort de la grande valse viennoise. Masini dirige avec une autorité incontestable. Ce n'est pas un «tendreau» : il tient l'orchestre dans une main de fer, le fait sonner avec la plus grande clarté (même si l'acoustique de la nouvelle salle de Montpellier étouffe les cordes), tient ses tempos jusqu'au bout sans abuser du rubato qui défigure tant d'interprétations, fait surgir

les thèmes, distribue les plans sonores avec un sens de l'apropos si impeccable que nous en oublions que l'Orchestre de Montpellier a encore un long chemin à parcourir pour égaler les meilleures formations étrangères.

Arrive l'altiste Yuri Bashmet. Nous avons beau savoir qu'il joue comme personne n'a jamais joué de l'alto avant lui, à chaque fois on demeure incrédule. Ce soir, il est le soliste d'*Harold en Italie* de Berlioz. Il pourrait prendre ce rôle au pied de la lettre, même si cette pièce n'est pas un concerto, mais une symphonie avec alto principal, tant de ses confères le font ! Sans rien abdiquer de sa personnalité, lui joue dans l'orchestre.

Phrasés mozartiens

Ses phrasés sont mozartiens, son élégance jamais mièvre, sa sonorité douce, son intonation parfaite. Et son approche se coule dans l'orchestre dirigé par Masini, qui ne confond pas Berlioz avec démesure et vacarme, comme tant de chefs français. Le public leur fait un triomphe, les appels se succèdent, avant que quelques lazzi ne fusent... quand le plateau se vidait sans qu'un bit soit donné !

Pour la septième année consécutive, le public du Festival de Montpellier et de Radio-France découvre, à travers trois concerts quotidiens, plus quelques concerts en décentralisation, interprètes et/ou œuvres inconnues. Les spectateurs pardonnent aux interprètes leurs défaillances (ici les chanteurs en méforme ne sont que rarement sifflés), refusent les cloisonnements qui empoisonnent la vie musicale de la capitale, ne se dérangent pas seulement pour les stars : les récitals de 12 h 30, qui présentent de tout jeunes solistes peu ou pas connus, sont pris d'assaut chaque jour.

ALAIN LOMPECH

► Prochains concerts : vendredi 26 juillet, à 12 h 30, Arthur Pizarro (piano), premier prix du Concours de Leeds ; à 19 heures, Paul O'Dette (luth) ; à 21 h 30, l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, Kent Nagano (direction).

CINÉMA

La bonne dame de néant

Un portrait empesté de la «scandaleuse» George Sand au moment de sa rencontre avec Chopin

IMPROMPTU

de James Lapine

Tard, très tard dans le film *Impromptu*, Hugh Grant, qui fait de méritoires efforts pour interpréter le rôle de Chopin, livre une définition de l'impromptu (musical) : «Se donner grand mal pour avoir l'air spontané». Il résume ainsi cette longue évocation de la rencontre entre Sand et le compositeur polonais, et les manœuvres obstinées de la femme de plume pour gagner son cœur, sinon sauver ses poumons.

La mégère Marie d'Agoult et le libidineux Frédéric Mallefont mettent toute leur violence à entraver cette histoire d'amour, tandis que les rejets de George multiplient les bêtises, afin de mettre un peu d'animation dans le décor. Pasant Musset, Liszt, Delacroix...

C'est elle, Sand, l'unique sujet du film, et l'on comprend assez vite que Mr Lapine vise plus un

portrait de femme que le récit d'une idylle. Mais, desservi par l'interprétation appuyée de Judy Davis (qu'on connaît plus nuancée chez Ivory, Woody Allen ou dans *Baron Fink*), *Impromptu* tourne au vaudeville embarrassé de meubles d'époque et de grimaces de boulevard, généralement nappé de piano off.

Après que la ci-devant Duda-vant eut fait au transparent Frédéric le coup de «cels s'appelle l'Aurore», le film cherche une échappatoire entre burlesque et psychanalyse, avec, d'un côté, un improbable remake de *l'Homme qui tua Liberty Valance* et, de l'autre, une étude sur les effets du nocturne sur la mare au diable de la romancière.

A la différence des outrances dilibérées de la *Note bleue*, de récente et regrettable mémoire, il n'est pas certain que cet humour tardif soit volontaire.

JEAN-MICHEL FRODON

EN BREF

► Création d'un organisme de liaison entre les municipalités et les salles de cinéma. - Sous les auspices d'un comité d'édiles comprenant MM. Baudis, Chevènement, Crépeau, Delcarré, Diligent, Lang, Mauroy, Mouillot, Villes et Seguin, l'association des communes gestionnaires de salles de cinéma offre ses services pour faciliter les rapports entre exploitants de salles et élus locaux, et servir de médiateur en cas de conflit.

► 9, rue Cadet, 75009 Paris. Tél. : 42-46-42-84.

► Aide aux salles Art et Essai. - Le Centre national du cinéma a ouvert une nouvelle enveloppe d'aide sélective, destinée à la rénovation des salles Art et Essai parisiennes. Après le soutien exceptionnel de 2,5 millions accordé au Saint-Michel détruit par un attentat intégré quand il projetait la *Dernière Tentation du Christ*, 5,7 millions ont été répartis entre huit salles ou complexes, représentant dix-sept écrans dans la capitale, qui se sont engagés à rénover leurs locaux. La Mairie de Paris s'est engagée à participer également à ce financement.

SPORTS

CYCLISME : le 78^e Tour de France

Les Dauphinois aiment la montagne

La deuxième étape alpestre, disputée mercredi 24 juillet entre Bourg-Oisans et Morzine, n'a pas apporté de grandes modifications aux premières lignes du classement général du Tour de France. Miguel Indurain précède toujours les Italiens Gianni Bugno et Claudio Chiappucci. Mais, sous la pluie qui a balayé les sommets des quatre cols au programme, un coureur a connu une sévère défaillance : Greg LeMond est arrivé presque huit minutes après le vainqueur de l'étape, le Dauphinois Thierry Claveyrolat.

MORZINE

de notre envoyé spécial

Une règle ancienne, codifiée par des générations de coureurs, veut que le professionnel qui traverse sa ville bénéficie de quelques minutes de liberté pour saluer sa famille. Thierry Claveyrolat s'est offert cette faveur, mercredi 23 juillet, lorsque le peloton a emprunté les rues de Vizille, dans l'Isère. Fidèle à la tradition, il a levé la main lorsqu'il a précédé les autres coureurs quelques kilomètres avant sa cité, de façon à bien préciser qu'il ne tentait pas une échappée. Un baiser à sa femme, deux autres à ses jeunes enfants, puis, sous les sourires du peloton, il a repris sa place dans la caravane.

Le coureur dauphinois avait prévu cette entorse à la course, cette échappée pour rire. Mais secrètement il avait aussi imaginé d'en effectuer une autre beaucoup plus sérieuse. «Mon objectif pour ce Tour 1991 était de gagner le classement du meilleur grimpeur. Mais, comme mon manque de résultats dans les Pyrénées m'a écarté de ce prix, je me suis concentré sur la victoire dans une étape». Ce parcours tracé dans les sommets de sa région lui offrait une occasion. Dans l'ascension du col des Anzins, il a pu «se glisser dans un couloir sans s'occuper de rien».

Il savait, le professionnel de trente-deux ans, que les «couloirs», comme il les appelle, sont les lieux du classement général, ne

seraient pas inquiets de sa fuite. Que leur importait l'échappée d'un coureur situé en trente et unième position ? Utilisant un grand développement, Thierry Claveyrolat a donc gravi la pente qui conduit à La Clusaz à son rythme, c'est-à-dire très vite. Il a reculé dans l'escalade de la Colombière, puis de nouveau dans le col de Joux-Plane, sur une route étroite où se pressaient des spectateurs stoïques sous les trombes d'eau. Un joli tiercé gagnant qui lui laissait entrevoir une victoire au sommet de Morzine.

L'aigle de Vizille

Mais, dans la descente qui mène à la station de Haute-Savoie, un concurrent le rattrape. Pas un Colombien inconnu, mais Thierry Bourguignon, un «pays», un ami des courses de jeunesse. A 5 kilomètres de l'arrivée, les deux hommes sont presque au coude à coude dans une lutte fratricide. «J'aime bien Bourguignon, qui lui aussi est de Vizille, mais en course il n'est pas question de faire de cadeaux», assure Thierry Claveyrolat.

L'époque du Vélodrome de Pont-de-Claix est bien lointaine. Pressé par Marc Brailion, le directeur de la société d'interim RMO, qui

estime que les victoires d'étape «procurent de bonnes retombées commerciales», le petit grimpeur a fait son choix. Son camarade d'enfance pleure et lui envahit les épaules de la télévision. L'*Aigle de Vizille*, comme on l'appelle affectueusement, a saisi de succès après une année terne. Il lui faut inscrire son nom au moins une fois au palmarès de l'épreuve, comme la saison passée, pour amadouer son employeur ou en séduire d'autres, puisque son contrat avec RMO s'achève prochainement.

Thierry Claveyrolat est un pur grimpeur. Un de ces hommes qui aiment l'effort solitaire au flanc des massifs. A quatorze ans, avec son premier vélo, il découvre ce qu'est «le montant» qu'il éprouve les meilleures sensations. Vers 18 ans, il apprécie ces pentes qui lui permettent d'être l'unique maître de son destin, quitte à pousser l'effort trop loin, quitte à «me faire mal parce que je monte sans réfléchir». Son père, un employé de l'usine Rhône-Poulenc passionné par le cyclisme, lui offre un «vrai» vélo lorsqu'il dispute sa première course. Ensuite la famille se mobilise pour emmener «le petit» participer aux championnats régionaux. «On fixait le vélo sur le toit de la voiture, et mes frères et sœurs participaient aux déplacements». Des souvenirs agréables qui effacent presque les

années de galère de l'adolescence, où il multiplie les petits boulots pour satisfaire sa passion. Remarque dans le Tour de l'Avenir, il inaugure sa carrière professionnelle en 1983 dans l'éphémère équipe Saint-Etienne-Pélussin. Une époque qu'il qualifie comme celle des «vaches maigres». Petits salaires riment avec petites courses. Après un passage dans la formation Système U, il trouve enfin des raisons de continuer à exercer ce métier au contact de Stephen Roche à La Rodoune. L'Irlandais lui apporte la confiance et le pousse à s'exprimer sur son terrain de prédilection. Puis c'est la rencontre avec Charly Mottet et la «super-ambulance» de l'équipe RMO, où enfin il trouve des gens qui nous encouragent à courir librement.

En 1989, lors des Championnats du monde disputés à Chambéry, il occupe l'avant-scène jusqu'au dernier tour, mais rate le podium. La carrière du Dauphinois aurait pu basculer cet été là la chance en a décidé autrement. Thierry Claveyrolat doit donc continuer à imprimer son nom en face d'étapes de montagne du Tour pour rester sur les listes des directeurs sportifs. Au risque de se se fier avec un ami.

SERGE BOLLOCH

Conversion

vaillon de l'adversaire ou quand le peloton se met en grève, comme dans le dernier Giro. Faisait main basse sur les primes. Promettait des règlements de comptes à la récré. En était presque venu aux mains avec Moreno Argentin et Eric Boyer pour ce qu'on appelle des «histoires de coureurs». Claudio, on s'en régalait.

Le prix du changement

Mais la légende avait sans doute négligé le fait que les voyous ne sont que des êtres en quête de respectabilité par des chemins détournés. Et Claudio, ce soir d'interview, alors que son équipe buvait le champagne offert par un supporter et qu'Abdoulkaderov s'empiffrait, Claudio, l'icône la plus présumée, était le seul à réviser le parcours du lendemain. Dans son berceau de sportif au repos, c'était tout d'un coup un notable. Un voleur de poules reconverti dans la gestion de son patrimoine et de son press-book. Un apprenti électricien devenu collectionneur de montres Swatch, presque agacé qu'on lui demande des nouvelles de ses grands frères,

fleuriste et conducteur de trains, et de sa mère, toujours marcheur à Ubolde, comme s'il n'attendait déjà que trop parler de la famille. «Ma chambre, c'est un central téléphonique».

Horreur ! Claudio Chiappucci s'était rangé sans prévenir le metteur en scène. Et il ne s'en cachait pas, qui disait s'efforcer de «se contrôler» et de ne plus «attaquer à tout moment» comme l'an dernier. Même son mariage avec Rita, employée dans une fabrique de vêtements «de haute couture», déprogrammé lorsqu'il était «devenu Chiappucci», était de nouveau fixé pour novembre. «Elle m'a compris. C'était le prix du changement de personnalité». Avant le Tour, il «portait la pancarte». Désormais, même Greg LeMond et Gianni Bugno - qui ne se sentent, il est vrai, pas assez forts pour ébranler seuls Miguel Indurain - disaient le plus grand bien de lui. Le voyou s'était racheté une conduite. Il soignait son image et ses relations. Les fantasmes en prenaient un coup. Tant mieux pour Chiappucci, tant pis pour Fellini.

CORINE LESNES

Pour des raisons financières

Sept mille courses cyclistes seront annulées en 1991

Le concours des forces de police à titre gracieux pour l'organisation de manifestations sportives étant désormais supprimé, la Fédération française de cyclisme estime à 7 000 le nombre de courses annulées en 1991 pour des raisons financières.

Le Grand prix cycliste du conseil général du Val-de-Marne, qui traverse quarante-cinq villes sur quarante-sept, a vu sa courte existence menacée. En 1990, quatre cents policiers environ étaient venus renforcer gratuitement les bénévoles issus des clubs pour assurer la sécurité sur le parcours, et notamment aux carrefours.

«Resserrement du tissu social»

Cette année, la police avait proposé de mettre trois cent cinquante policiers à la disposition des organisateurs pour une participation de 34 700 francs. Jugée trop chère pour ceux-ci, la facture a été ramenée à 27 000 francs, mais pour 241 policiers seulement.

Le conseil général unanime a demandé l'annulation de ces mesures «contraires aux disposi-

tions qu'il y a lieu d'engager pour la prévention et le resserrement du tissu social».

La préfecture du Val-de-Marne note qu'il y a, dans ce département, environ mille manifestations privées par an et elle fait remarquer que, sous couvert de sécurité, il est demandé aux policiers, en assurant une «prestation en fiction statique», de pallier en réalité le manque de commissaires de course. La préfecture, qui voit là un transfert de charges, insiste sur le fait que la somme demandée ne correspond qu'à une «légère participation des organisateurs», destinée principalement à couvrir les frais d'indemnité, rappelant que, pour le Tour de France, par exemple, la participation des policiers est payante.

Le cas du grand prix cycliste du Val-de-Marne n'est pas exceptionnel. Ses organisateurs ont pu faire face, car ils sont massivement soutenus, mais combien de clubs pourront franchir l'obstacle financier ? Pour 1991, le comité régional de cyclisme d'Ile-de-France estime à environ 250 le nombre de courses qui ont été ou seront annulées, et la Fédération française annonce la suppression de 7 000 courses en France, sur un total de 25 000.

FRANCIS GOUGE

► Le Salon de l'Aventure se tiendra du 10 au 14 octobre. Pour sa troisième édition, ce salon donne rendez-vous aux professionnels, néophytes et jeunes aventuriers en herbe dans un espace de 17 000 m², pour différentes manifestations, touchant au sport et aux métiers de l'aventure. Durant les cinq jours d'exposition, des thèmes seront débattus quotidiennement - les métiers de la mer, l'aventure humanitaire, les grands raids, etc. Le Salon a accueilli 58 000 visiteurs en 1990.

► Renseignements : Hall 11, parc des expositions de Paris, porte de Versailles. Tél. : 46-42-36-36.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE DE L'AUDIOVISUEL

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

POLO RALPH LAUREN

NOUS SOMMES HEUREUX DE VOUS INVITER AUX

Soldes

HOMME, FEMME

ET DÉCORATION POUR LA MAISON

2, PLACE DE LA MADELEINE 75008 PARIS

Tél. : (1) 44.77.53.50

SPECTACLES

JEUDI 25 JUILLET

EXPOSITIONS

Centre
Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

A TODO COLOR. 42 illustrateurs espagnols de livres pour la jeunesse. Salle d'actualité. Jusqu'au 16 septembre.

MICHAEL ASHER. Galeries contemporaines. Jusqu'au 15 septembre.

ANDRÉ BRETON. La beauté convulsive. Grande galerie - 5^e étage. Jusqu'au 25 août.

COLLECTIONS CONTEMPORAINES. Musée - 3^e et 4^e étages. Jusqu'au 13 octobre.

FEUILLES. Atelier des enfants. Jusqu'au 2 novembre.

ROBERT FILLOU. Galeries contemporaines. Jusqu'au 15 septembre.

OASIS ET DÉSERTS D'EGYPTE. Photographies de Rudolf René Gebhardt. Galerie de la 5^e R. Jusqu'au 7 octobre.

PARCS NATIONAUX DE FRANCE : UN EMBLEMME, UNE IDENTITÉ. Galerie des brèves. Jusqu'au 16 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE EN MIETTES I. Photographie laquée, photographie albâtre. Galerie du Forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 9 septembre.

ALDO ROSSI PAR ALDO ROSSI. Galerie du Cci. Jusqu'au 30 septembre.

SURREALISTES GRECS. Grand foyer. Jusqu'au 16 septembre.

GEER VAN VELDE. Dessins. Cabinet d'art graphique, 4^e étage. Entrée : 24 F. Jusqu'au 15 septembre.

Musée d'Orsay

1, av. de la Ballechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., dim. de 9 h à 18 h, jeu de 9 h à 21 h 45. Fermé le lundi.

DESSINS DE CARPEAUX : LES ANNÉES D'ITALIE (1856-1862). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre.

DESSINS DE LA COUR DE CASSATION. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre.

Musée d'Art moderne
de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

PATRICK FAIGENBAUM, GUNTHER FORG, SOPHIE CALLE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 octobre.

EL LISSITZKY. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 octobre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivières. (42-89-54-10). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août.

SEURAT (1859-1891). Galeries nationales (42-89-23-13). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15, mer. à 21 h 15). Entrée : 37 F, sam. 24 F. Jusqu'au 12 août.

MUSÉES

AU TEMPS DES IMPRESSIONNISTES. LA PEINTURE ROUMAINE (1865-1920). Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres à Neuilly (45-01-20-10). T.l.j. de 11 h à 19 h (du 1^{er} au 8 septembre 1991). Entrée : 30 F, prix d'entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 8 septembre.

SAMUEL BECKETT. FILMS ET PIÈCES POUR LA TÉLÉVISION. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-80-99-69). T.l.j. sf lun. de 12 h 30 à 14 h et de 16 h 30 à 19 h, sam., dim. de 14 h 30 à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1 septembre.

LA BRIQUE À PARIS. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité, 21, boulevard Morland (42-80-99-69). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 août.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (42-24-07-02). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre.

JULES CHERET. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (40-06-61-11). T.l.j. sf lun. de 14 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 10 octobre.

LA COULEUR DU TEMPS. PHOTOGRAPHIES DE LÉONARD MISONNE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

JEAN-LOUIS COURTINAT. PRIX NIEPCE 1991. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 septembre.

LES CRIS DE PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 29 septembre.

DERRIÈRE LE RIDEAU. Décors et costumes de théâtre et d'opéra. Caisse nationale des monuments historiques, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 septembre.

DEUX CONCOURS POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE CHALON ET DE LA PLACE. Des fêtes à Paris. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité - mezzanine sud, 21, boulevard Morland (42-80-99-69). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 août.

JEAN DUBUFFET. LES DERNIÈRES ANNÉES. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-80-99-69). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 septembre.

NORBERT GHISLAIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre.

LIENS DE FAMILLES. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F, dim. : 9 F. Jusqu'au 29 juillet.

MENTOR. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 8 septembre.

LE MONDE SELON SES CRÉATEURS. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 septembre.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-80). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre.

PASSIONS MANDCHOUES : FLAMMÉS À TABAC CHINOIS. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES À NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

SANTIAGO POL. AFFICHES DU VENEZUELA. Musée de la Publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 22 septembre.

POUPÉES D'HIER. CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI. Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 novembre.

MARIO PRASSINOS. De l'atelier à la décoration. 1957-1985. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 septembre.

RENÉ JACQUES. RÉTROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août.

RICHESSSE DES MUSÉES DES ARTS DÉCORATIFS. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 octobre.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Rouchard, 25, rue de l'Yvette (45-47-63-45). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

TANIS - LES PHARAONS DE L'INCERTITUDE. Les fouilles actuelles dans la Thèbes du Nord. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-50). T.l.j. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 20 octobre.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 septembre.

JEAN-MARC TINGAUD. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 11 h 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 16 août.

PÉRIPHÉRIE

BOULOGNE. Jardins de ville privés, 1890-1930 Espace départemental Albert Kahn, musée, 14, rue du Port et 1, rue des Abondances (46-04-52-80). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h jusqu'en septembre. De 11 h à 18 h d'octobre à décembre. Fermé le 11 novembre. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 décembre.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 26 JUILLET

«Le Saint-Louis», 14 h 30, métro Pont-Marie (C. Merle).

«Les poèmes et la poésie au Père-Lachaise», 10 h 30, entrée principale (V. de Langlade).

«Les plus célèbres femmes du Père-Lachaise», 14 h 45, entrée principale (V. de Langlade).

«Promenade dans l'île de la Cité et dans l'île Saint-Louis», 14 h 30, sur le Pont-Neuf, statue de Henri IV (Connaisance de Paris).

«Le grand tour du Marais», 14 h 30, métro Saint-Paul (J. Hauller).

«Hôtels et jardins du Marais et place des Vosges», 14 h 30, métro Saint-Paul (Réanimation du passé).

«Autour du Pont-Neuf - Henri IV urbaniste», 14 h 30, statue de Henri IV (Sauvegarde du Paris historique).

«Cours et jardins du quartier Mouton», 15 heures, métro Monge (P.-Y. Jost).

«L'hôtel de Lassay», 15 heures, métro Assemblée-Nationale (D. Bouchard).

«Le langage des fleurs dans le décor chinois», 14 h 30, Musée Guimet (La Cavalier bleu).

«Jardins et cours de Vaugirard», 14 h 30, métro Vaugirard Paris pittoresque et insolite).

«Visite et concert en l'hôtel de Rohan», 14 h 30, 87, rue Vieille-du-Temple (M. C. Lesnau).

«L'Opéra Garnier et les fêtes de la vie mondaine au dix-neuvième siècle», 15 heures, hall d'entrée (Michèle Pichard).

«Pombal, l'heure de la fuite» (film), 14 h 30, 87, avenue George-V (Espace Kronenbourg-Aventure).

MUSIQUE
EN
DAUPHINÉ

Dimanche 26 juillet, 21 h, Église St André le Bas, Vieux Châteaux Concerts Symphoniques
Haendel, Tchaïkovski, Grieg, Dvorak

Mardi 30 juillet, 21 h, Château de Sévigné en Dauphiné
QUATUOR MANDOLIN & MARC COPPIN
Schubert, Brahms

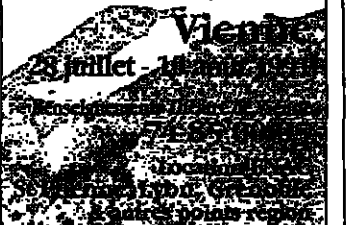
Jeudi 5 août, 21 h, Cathédrale St Maurice, Vieux Châteaux de Chalmers Salazar, Mozart

Samedi 3 août, 21 h, Château de Sévigné en Dauphiné
ERIC N'KAOUA, Mandolines, Lissi, Fanny Mandolines, Chopin

Lundi 5 août, 21 h, Cour des Carmes, Vieux Châteaux de Chalmers Salazar, Mendelssohn, Liszt, Fanny Mandolines, Chopin

Jeudi 8 août, 21 h 30, Jardins sous-Prefecture, Vieux Châteaux de Chalmers Salazar, Vieux Châteaux de Chalmers Salazar, Vieux Châteaux de Chalmers Salazar, Vieux Châteaux de Chalmers Salazar

Samedi 10 août, 21 h, Église St André le Bas, Vieux Châteaux de Chalmers Salazar, Vieux Châteaux de Chalmers Salazar, Vieux Châteaux de Chalmers Salazar, Vieux Châteaux de Chalmers Salazar



Voyage avec Colomb

par Edwy Plenel



De l'Europe aux côtes africaines, des Caraïbes à l'Amérique centrale, des ruelles de Gênes à la côte des Moustiques, *Le Monde* part sur les traces de Christophe Colomb, un an avant le cinquième centenaire de son exploit. Revisitant le présent au miroir du passé, ce voyage entre deux mondes fait revivre l'aventure qui marque l'entrée dans les Temps modernes. Au fil des trente étapes de ce reportage, Colomb, qui a aussi ses adversaires, est prétexte à rencontres, occasion de détours, sujet à interrogations sur le devenir de la planète.

Voyage avec Colomb, un grand feuilleton à lire dans *Le Monde*.



Le Monde

CHAQUE JOUR, A PARTIR DU LUNDI 29 JUILLET 1991
(numéro daté mardi 30)

BRÉTIGNY-SUR-ORGE. Dedans, dehors, proposition VIII. Galerie d'art contemporain de l'Espace Jules Verne, rue Henri-Dunant (60-84-40-72). T.l.j. sf dim. de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

CLAMART. Hommage à Jean Arp. Fondation Jean Arp, 21-23, rue des Châtaigniers (45-34-22-63). Van., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 septembre.

IVRY-SUR-SEINE. Denis Sarré, Christian Lebrat, Ghislaine Vappereau. Centre d'art contemporain, 53, av. Georges-Gosnat (45-70-15-71). Jusqu'au 13 septembre.

JOUY-EN-JOSAS. La Vitesse. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-58-46-48). T.l.j. de 12 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 29 septembre.

MALMAISON. La Mesure du temps dans les collections de Malmaison. Musée national de Malmaison, avenue du Château-de-Malmaison (47-49-20-07). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 septembre.

MEAUX. Daniel Pontoreau. Musée Boscuet, palais épiscopal (84-34-84-45). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 23 septembre. Hip-Hop Dabiz. Musée Boscuet, palais épiscopal (84-34-84-45). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 23 septembre.

PONTOISE. Louis Hayet. L'œuvre néo-impressionniste et la théorie des couleurs 1883-1895. Musée Taver-Decour, 4, rue Lemerclier (34-43-34-77). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 18 août. Vues impressionnistes et post-impressionnistes des collections. Des musées de Pontoise. Musée Pissarro de Pontoise, 17, rue du Château (30-38-02-40). T.l.j. sf lun., mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 16 septembre.

TREZORS DE BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 septembre.

téris de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 septembre.

TREZORS DU MUSÉUM ET TREZORS MONÉTAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE. Muséum d'histoire naturelle, galerie du minéralogie et de géologie, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-79-30-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h, sam., dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 janvier 1992.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-80). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 26 F. Jusqu'au 1 octobre.

CENTRES CULTURELS

GUILLAUME APOLLINAIRE. SES LIVRES ET SES AMIS. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, Hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 octobre.

LES ATELIERS. RÉCURRENCE DU CORPS. IMAGE PHOTOGRAPHIQUE. Hôpital Ephémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.l.j. sf lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 septembre.

BELKAHIA, BELLAHINE, CHER-KAOU, KACHIM. Peintures du Maroc. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 15 septembre.

JEAN EDELMANN. Paris Art Center, 39, rue Falguière (43-22-39-47). T.l.j. sf dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 3 août.

HUANG YONG PING. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.l.j. sf lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 22 septembre.

PYGMEES? PEINTURES SUR ÉCORCE BATTUE DES MBUTTI (HAUT-ZAIRE). Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 29 septembre.

SCULPTEURS EN LIBERTÉ. Centre Walon-Brunelles 3 Paris, Bounord, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 8 septembre.

SIÈGES SOUS INFLUENCES. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). T.l.j. sf dim., lun.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lacomme, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Farenco, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-80-30-10

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le *Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE (voie normale)	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	185 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-80

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : le rite en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE
du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature
obligatoire _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

LIVRES • IDEES

Dossi, l'indocile

Un Italien extravagant du dix-neuvième siècle
écrivain pour happy few qui se jouait du style comme des convenances

AVANT-HIER

de Carlo Dossi.
Traduit de l'italien par Chantal Moiroud,
Hatier, collection « Haute enfance »,
125 p., 80 F.

LA DÉSINENCE EN A

de Carlo Dossi.
Traduit de l'italien par Chantal Moiroud,
édition Ombres, 308 p., 140 F.



« Jusqu'à ce que l'ultime lueur de son intelligence s'éteigne tout à fait, Dossi scrutait »

En novembre 1910, vingt-trois ans après la publication d'un dernier ouvrage, et la soixantaine à peine entamée, le plus singulier des écrivains italiens du dix-neuvième siècle, Carlo Dossi, de son vrai nom Carlo Alberto Pisanò Dossi, s'éteignait dans sa chère villa près de Côme, qu'il laissait, comme son œuvre littéraire, inachevée. Écrivain pour *happy few*, ne rêvant que de quelques lecteurs fidèles – mais se relayant « jusqu'au plus lointain avenir », – il avait glissé depuis fort longtemps de la méconnaissance à l'oubli.

Enfant prématuré, jauni par un ictere, il déjoua la « docte ignorance » des médecins, qui avaient diagnostiqué à sa naissance une mort à très court terme à cause du volume disproportionné de son crâne.

Plutôt que de faire des études, il se livra à de précoces orgies de lecture dans l'immense bibliothèque familiale et, comme avide de s'emparer de toutes les littératures, bientôt il consacrait le plus clair de son temps à l'apprentissage des langues – le latin et le grec, le français, l'anglais, l'espagnol, l'allemand, le hollandais, le portugais... Avant d'écrire, à dix-sept ans, le premier des ouvrages qu'il ferait imprimer : *Avant-hier, s'écrit de l'enfant* selon ses propres termes.

Anticonformiste radical et en toutes sortes de matières, il souhaitait imposer d'emblée un style plein d'embûches, obligeant le lecteur à avancer avec prudence, à s'arrêter de temps en temps ; l'intrigue, à ses yeux, devant se contenter de vous conduire comme une voiture confortable vous permettant d'apprécier le paysage « au lieu de vous entraîner violemment à un canasson emballé ». Et de soutenir que, les idées circulant plus librement à son époque, se mélangeant, en suscitant d'autres, inattendues, ni les « hélas » des grammairiens, ni les exorcismes des prêtres ne sauraient freiner l'évolution de la pensée et de son instrument, la langue. Aussi explora-t-il la diversité de l'italien, comme quelques décennies plus tard le ferait un autre Lombard, le grand Carlo Emilio

Gadda, que l'on évoque toujours au sujet de Dossi depuis que celui-ci, il y a une vingtaine d'années, a révisé sa vie.

Et à juste titre, car tous les deux convoient la littérature en tant que lecture consciente de la sottise du monde, de la pulvérisation de l'histoire. Mais, par rapport à Gadda, son devancier avait eu bien d'autres contraintes, de plus forts préjugés à combattre. En premier lieu, le puritanisme d'une tradition littéraire nourrie par des gens qui, selon Dossi, se châtiaient eux-mêmes dans l'espoir d'acquiescer une voix d'ange.

Or « le désir sexuel, s'écrivait-il, fait partie

des ténébres intimes jusqu'à ce que l'image dans l'esprit en train de s'effriter qu'il s'offrait à lui-même prit à un moment donné une force intolérable. Car le danger qu'impliquait l'exercice obstiné de la pensée est de conférer aux idées un empire sur le corps qu'elles ne possèdent pas par elles-mêmes et auquel, pour peu que l'imagination s'en mêle, l'esprit finit par succomber.

« Aujourd'hui, dit-il déjà à trente ans, Dossi possède encore assez de conscience pour se rendre compte de tout ce qu'il a perdu et de ce qu'il ne cesse de perdre jour après jour, mais, jusqu'à ce que l'ultime lueur de son intelligence s'éteigne tout à fait, Dossi scrutait

de la nature : il a donc le droit d'être reconnu par l'art (...). Il ne devait pas y avoir d'art plus légitime que celui qui réveille et stimule la frénésie créatrice. (...) Lorsqu'elles atteignent la perfection, les œuvres littéraires, même les plus osées, n'émeuvent que le plus pur de l'âme ».

Curieusement, Dossi, prédisait « un manque de popularité éternel » à ses propres ouvrages, les considérant, dans un accès d'autodénigrement, tout juste bons à garnir les étagères d'un psychiatre, lequel saurait en tirer quelque profit en y décelant les imperfections de son cerveau à travers les intermittences de la pensée, la diversité du style, les mots bizarres, les tournures labyrinthiques, les « sauts de la mort » effectués sur place ou les néologismes, ceux-ci n'obéissant, pour le principal, qu'à une absence innée de mémoire, cette « mère de toutes les muses ».

En réalité, Dossi, malade de naissance et sujet à de graves troubles nerveux depuis l'adolescence, n'a fait, sa vie durant et avec une lucidité sans répit, qu'analyser la progression du mal qui le rongerait ; éclairant, à la grande stupeur de la foule.

Si *Avant-hier* est un kaléidoscope où tourment dans une lumière exacte les images de l'enfance, la *Désinence en A* – lettre qui dans la langue italienne distingue le féminin du masculin – propose une satire inépuisable de la grande bourgeoisie dont Dossi était issu et que l'on dirait broyée par le meilleur Swift. Saluons au passage la prouesse de la traductrice, Chantal Moiroud.

Swift ? Après avoir fustigé en des fables mémorables la bêtise des hommes, il finit dans un état de pitoyable hébété, se limitant à bredouiller toujours la même phrase quand il arrivait à parler : « Je suis ce que je suis ». Dossi, qui lui vouait une admiration passionnée, aurait-il souhaité que sa propre destinée coïncidât avec celle de son idole ?

On ne le saura jamais, bien sûr. Ce que l'on sait, que l'on voit, c'est qu'il était trop en avance sur son époque pour éviter les rendez-vous avec la nôtre.

LE FEUILLETON

de Michel Braucœur

Sec ou allongé

On peut consommer la littérature comme l'alcool : sec ou allongé. L'Américaine Susan Minot appartient à l'école sèche. Dans les nouvelles qui composent *Sensualité*, elle met en scène des femmes qui parlent de leurs amours : « Ensuite, il y a l'après. L'après, quand ils ne vous regardent pas, ils se grattent les couilles en contemplant fixement la plafond. » L'Anglais E. F. Benson ressemble plus à un cocktail qu'on boit allongé : conversations brillantes, descriptions abondantes. Quatre cents pages sur l'art de devenir snob.

Page 12

LETTRES ÉTRANGÈRES

Les ailes noires

Mojo Hard est un livre venu des marges, issu de la musique noire, de l'errance, de l'alcool, écrit il y a vingt-cinq ans par une jeune femme de vingt ans : J. J. Phillips.

Page 16

Rencontres américaines

Nous publions cet été quatre rencontres avec des romanciers américains. Cette semaine : une promenade avec Paul Auster, qui explique comment est né le premier volume de sa trilogie new-yorkaise, *Cité de verre*. Dans les numéros suivants, des entretiens avec Kurt Vonnegut, James Crumley et Jim Harrison.

Page 17

Les grandes nuits

Après Galland, Mardrus et Khawam, la nouvelle traduction des Mille et Une Nuits de Jamel Eddine Bencheikh et André Miquel s'impose avec éclat

LES MILLE ET UNE NUITS

Édition présentée, établie et trad. par Jamel Eddine Bencheikh et André Miquel, 2 volumes de 662 et 664 pages, « Folio », Gallimard, n° 2256 et 2257.

MILLE ET UN CONTES DE LA NUIT

de Jamel Eddine Bencheikh, Claude Brémont et André Miquel, Gallimard, « Bibliothèque des idées », 366 p., 160 F.

Tout est merveille et mystère dans les *Mille et Une Nuits* : la trame des contes, l'art du récit, et même l'histoire des différents manuscrits. Depuis qu'en 1704, Antoine Galland a offert au public européen la première version de cette œuvre foisonnante, le débat est ouvert, qui rebondit sans cesse, autour de questions qui semblent autant de vertiges : d'où viennent les *Nuits* et quel est leur âge ? Existe-t-il des critères de temps et de lieu qui permettent la mise au point d'un texte incontestable ?

Comme il ne se trouve à ce jour, et pour très longtemps encore, aucune édition critique des *Nuits* qui fasse autorité, les traducteurs

successifs ont pu naviguer à vue ou choisir librement tel ou tel cadre. Aussi, l'ampleur du corpus considéré varie-t-elle du simple au triple selon que l'on décide de s'en tenir au noyau initial ou, au contraire, de rassembler tous les cycles engendrés, ici ou là, par la geste des *Nuits*.

Jamel Eddine Bencheikh et André Miquel, pour la nouvelle édition qu'ils proposent, ont décidé de prendre le plus généreux en obéissant à ce qui pourrait être nommé un principe de plaisir maximum. Par là, ils se trouvent d'ailleurs en accord avec ce qui sous-tend, actionne et développe l'œuvre, puisque les récits de Shéhérazade, soit après soir renouvelés, ont pour but de repousser la mort en usant du seul pouvoir d'une parole de plaisir. En fait, il s'agit là, par la mobilisation exhaustive de toutes les ressources de l'imaginaire, de prolonger la vie à l'infini, le chiffre de mille et un symbolisant à l'évidence une sorte d'éternité.

On connaît le prétexte tragique de ce livre qui ne se voudrait pas de fin : le roi Shāhryār, trompé par son épouse, a décidé de se venger de toutes les femmes en tuant cha-

que matin celle qui vient de passer la nuit à ses côtés. Pour sauver le royaume de l'épouvante et de l'extermination, la fille du vizir accepte de se rendre chez le monarque et de lui raconter des histoires si captivantes que le souverain, afin d'entendre l'impensable suite, se doit toujours de reconduire sa grâce. A l'ajournement du récit correspond ainsi l'ajournement de la sentence.

« Rendons hommage, écrit André Miquel, comme à un créateur de génie, au conteur ou à l'écrivain anonyme qui eut l'idée de ce découpage, ce scénario perpétuellement interrompu et relancé. » Car c'est à une véritable gestion du temps que se trouve contrainte Shéhérazade : « Il nous faut imaginer en effet que la jeune femme jetée au lit d'un roi pervers et libidineux doit organiser sa nuit pour que l'aube survenue à un moment précis de l'histoire qu'elle est en train de raconter ; elle doit donc suspendre son histoire à un moment tel que le roi souhaite, la nuit suivante, entendre la suite ; mais elle doit aussi s'arranger pour que la trame d'histoire racontée ne soit ni trop courte, sous peine de décevoir, ni trop longue, sous peine de lasser. Et elle doit glisser le tout dans l'emploi général de sa nuit, qui

requiert d'elle les services de l'amour et, on le suppose, la part minimum consacrée au sommeil ».

A partir de cet argument de départ, essentiel puisqu'il assure la tension ravivée du récit, se développent en tous sens et sur tous les modes, une formidable prolifération d'aventures. Se succèdent les contes merveilleux et magiques, les épopées guerrières, les romans d'amour, les épisodes humoristiques, les ruses populaires, les anecdotes des puissants, les fables plus ou moins morales, les apologues plus ou moins édifiants. Et tous ces registres se mêlent, se chevauchent jusqu'à faire des *Nuits* une fabuleuse chambre d'écho.

Ici résonnent, à travers plusieurs siècles de mémoire sédimentée, les paroles venues de l'Égypte pharaonique, de l'Antiquité grecque, de la Mésopotamie, de la Perse, de l'Inde, de l'Arabie anté-islamique, de Byzance, du monde turco-mongol, et qui, exprimées en arabe, témoignent de la grandeur et de l'écoulement d'une civilisation qui, de Bagdad au Caire, savait alors les accueillir, les transformer, les exalter et en nourrir ses rêves.

André Velter

Lire la suite page 16

Pierre Bourgade

QUELLE LANGUE LES FRANÇAIS PARLENT-ILS EN 1991 ?



Collection

« LA VIE DES MOTS »

belfond

186 pages - 120 F

**SENSUALITÉ
et autres nouvelles**

de Susan Minot.
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Alain Delahaye, Gallimard,
154 p., 82 F.

LUCIA À LONDRES

de E. F. Benson.
Traduit de l'anglais par Yves-Marie Deshayes et Patrick Micel,
Salvy, 434 p., 150 F.

DANS la vie, la vie des lettres aussi, il y a les secs et les allongés. Les secs ont des petits verres remplis d'alcool pur, qui frappent au cœur d'un trait. Les allongés sont plus rafraîchissants, noient leur dose dans beaucoup d'eau pétillante, vous soulent plus insidieusement. C'est une question de tempérament — celui de l'auteur — et de mode. Il y a quinze ans à peine on ne rêvait que d'exubérance sud-américaine, de baroque échevelé. Hemingway et sa phrase sèche étaient au purgatoire. Depuis une dizaine d'années, les jeunes auteurs nord-américains sont revenus à ce style dépouillé, avare en épithètes (notre Antoine Albalat de la semaine dernière serait ravi), aux phrases courtes, à l'émotion contenue. En France, on a encore le stylo entre deux chaises et on trouve de tout, comme nous le verrons probablement dès les premiers jours de septembre, mais c'est une autre histoire.

Susan Minot est donc de l'école sèche. On dit plutôt minimaliste, aux États-Unis, comme pour Jay McInerney, jeune orphelin du cher Raymond Carver. Susan Minot a un peu plus de trente ans, est née dans une famille nombreuse. Elle a commencé à écrire très tôt, vers l'âge de treize ans, son journal intime, et s'est retrouvée chef de famille quand sa mère s'est tuée dans un accident d'automobile. Elle a été serveuse dans des restaurants, s'est installée à New-York, a commencé sans un sou à écrire à plein temps. Son premier roman, *Moufflets* (1986), a été traduit en dix langues et a obtenu l'année suivante le prix Fémina Étranger en France. Elle s'est retirée en Toscane le temps d'écrire les douze nouvelles qui composent *Sensualité*, s'est fait voler le manuscrit dans sa voiture à Milan, a dû tout reconstituer de mémoire. Le recueil, en dépit d'une composition typographique négligée, a été bien traduit à la veille de cet été indécis.

LES personnages des nouvelles de *Sensualité* ont entre vingt et trente ans, appartiennent au milieu de la mode, du business, de la publicité ou du cinéma, rarement des pauvres. Ce sont des jeunes femmes qui parlent de leurs amours, de la façon qu'elles ont d'aimer les garçons et du caractère incompréhensible des garçons qui les aiment. « Longtemps je n'ai pensé qu'à Philip. Moins un garçon nous remarquait, et plus on pensait à lui. (...) A chaque garçon restait attachée telle ou telle chanson. Sugar Magnolia, c'était Tim, surtout au moment du refrain. Avec Darkness, Darkness, je revoyais Philip et ses longs cheveux. Dès que j'entendais Under my Thumb, je sentais l'odeur de la veste en daim de Jamie. (...) Vous faites tout ce qu'ils veulent. Ensuite, il y a l'après. L'après, quand ils ne vous regardent pas. Ils se grattent les couilles, en contemplant fixement le plafond. Ou bien, s'ils se tourment quand même vers vous, leur regard n'est plus du tout le même. Ils sont surpris...

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Susan Minot : une sobriété tempérée.

Sec ou allongé

Vous n'êtes plus là. Leur regard vide vous dit que la fille qu'ils baisaient tout à l'heure n'est plus là. Tout se passe comme si vous aviez disparu.

Une jeune fille a commencé très tôt, à quinze ans ; depuis elle a des problèmes de santé. Une autre s'ennuie dans une soirée mondaine, couche avec Nicholas Dickson, un tombeur paté, se demande pourquoi. Une autre déjeune avec Harry en pensant que ça finira par s'arranger. Et puis non. Un homme et une femme rompent (*le Nœud*, une merveille), après s'être assurés du contraire (« Tu crois qu'on se disputera ? »), se retrouvent plus tard et, au moment de se dire une fois de plus adieu, sentent un léger vertige les gagner, comme si le fantôme du désir et de l'amour bougeait encore, les effleurait à l'instant du baiser : « Ils se regardèrent fixement dans les yeux, fascinés par ce qu'ils voyaient. » Il y a aussi un très beau portrait, le seul développé dans cette galerie de mâles inconstants et inconsistants, celui de Frank, l'homme qui voulait avoir une vie passionnante et ne parvenait pas à aimer. Et enfin celui de l'homme qui ne s'en allait pas, que la narratrice ne peut s'empêcher d'aimer.

La sobriété bien tempérée de Susan Minot, sa tendresse,

son univers sentimental à la fois reconnaissable et un peu flou, devraient lui assurer une large confrérie de lecteurs attentifs parmi les partisans du sec. Les autres, ceux que ne découragent pas les volumes plus épais, les conversations brillantes, les descriptions abondantes, retiendront le deuxième tome du *Cycle de Mapp et Lucia* de E. F. Benson, intitulé *Lucia à Londres*, excellentement traduit et édité avec un goût parfait chez Salvy. Le premier tome, *Queen Lucia*, présentait Lucia, épouse de Philippe Lucas, régnant sur le petit village de Riseholme, telle une M^{me} Verdurin anglaise reine d'une communauté de deux bizarres, haïssant la capitale et son tumulte vulgaire.

A présent, la voici héritière d'une petite fortune et d'un bel appartement en plein Londres, à Brompton, et toute prête à changer sa religion : désormais, rien ne vaut Londres, vive la peinture cubiste et la musique de Stravinski, adieu petit village... Quatre cents pages étincelantes sur l'art de devenir snob comme une théière.

On connaît mal Edward Frederick Benson. Il existe une biographie de lui, unique, loufoque et inutilisable. Les deux auteurs se sont brouillés en cours de rédaction, ne cessent de se contredire d'un chapitre à l'autre, oublient même de faire mourir Benson, ce qui est toujours plaisant à titre posthume. Il naquit en 1867 dans une famille peu banale. Son père fut archevêque de Cantorbéry et sa mère fut considérée comme « la femme la plus intelligente d'Europe » par le premier ministre Gladstone. Un de ses frères devint un égyptologue de renom, un autre fut nommé principal du Magdalene College de Cambridge. Quant à Edward Frederick, il eut un succès considérable avec *Dodo* et le *Cycle de Mapp et Lucia*, il fut admiré et célébré par des esprits aussi divers qu'Evelyn Waugh, Noël Coward ou W. H. Auden.

On l'oublia après sa mort en 1940, on l'apprécia de nouveau aujourd'hui, pour sa verve, son ironie, sa peinture légère et féroce des mondains, ses amis, sa prédilection pour les excentriques. Sans doute était-il excentrique lui-même, de naissance. Mais de toute façon c'est une tradition britannique, comme le dirait notre premier ministre, ce phénix de l'élégance féminine française, au sujet de laquelle Gladstone, curieusement, ne s'est pas prononcé. Pour abonder dans son sens, ajoutons que dans sa folle jeunesse Benson, comme beaucoup de ses compatriotes évaporés, commit quelques frasques à Capri, du temps où Capri n'était pas fini, mais, selon le mot de Cocteau, un lieu très mal « fermé ». Encore une tradition britannique, dira notre premier ministre, cet océan de clairvoyance et de culture, une tradition que ces terribles Anglais avaient déjà communiquée aux Romains bien avant la décadence de l'Empire et ses turpitudes. Que plusieurs siècles auparavant ils avaient enseignée aux Grecs, dont on connaît les méthodes catégoriques d'éducation des jeunes gens. Qu'enfin ils ont transmis, de manière voilée mais persistante, à toute l'Afrique du Nord depuis la nuit des temps, avant même l'invention de l'Angleterre. Prodiges des *public schools* et de la badine ! Une telle profondeur de vue étourdit et confond l'esprit. Nous allons donc nous coucher un bon mois pour méditer toutes ces grandes pensées.

(1) Gallimard.

► Le feuilleton de Michel Braudeau s'interrompt au mois d'août, il reprendra dans le Monde du 6 septembre.

ÉCRIVAINS ET PHOTOGRAPHES**L'Alabama de James Agee et Walker Evans**

Après l'Égypte de Fouad El Koury et Flaubert (« le Monde des livres » du 5 juillet), l'Afrique de François Huguier et Michel Leiris (« le Monde des livres » du 12 juillet) et la Sicile de Ferdinando Scianna et Leonardo Sciascia (« le Monde des livres » du 19 juillet), la série « Écrivains et photographes » se poursuit avec les États-Unis de la Grande Dépression, que James Agee et le photographe Walker Evans, envoyés par le groupe de presse Time-Life, ont rencontrés en Alabama au début des années 30. Publié en Amérique en 1936, *Louons maintenant les grands hommes* (traduit chez Plon, dans la collection « Terre humaine », en 1972) révélait, à travers la description de trois familles de métayers blancs, en même temps que l'immense dénuement des paysans pauvres d'Alabama, la sensibilité d'un écrivain authentique et d'un photographe de grand talent.

Emporté par un magnifique et fiévreux lyrisme, le récit de James Agee est à la fois un reportage scrupuleux et sans concessions et un poème visionnaire, une « louange » à la dignité de l'homme. Les photographies de Walker Evans, ce qu'elles montrent de détresse infinie dans certains regards (comme celui de cette petite fille), s'accordent étonnamment avec la puissance expressive du texte.

LE voici donc, ou la voici, une vie humaine fragile, démunie : soumise à ce qui étroitement l'environne, vouée à l'épuisement d'un avenir plus que redoutable : l'héritière d'une lignée et d'un fardeau d'angoisse et du sang mauvais des fatigues : souillée ; et l'enfant redresse son petit corps qui tremble, portant sur ses épaules le poids des générations déployées de ses morts ; et circonscrit déjà, et promis à d'autres contraintes, à des empiètements : l'affliction, la lassitude, de ses parents dans leurs propres encierres, autour et au-dessus de lui : l'influence affreuse de leur disgrâce, leur manque de savoir, leur délaissement, et comment aimer dans ces conditions, et qu'est-ce que la joie, pourquoi les parents sont-ils enfermés ensemble : se demande l'enfant : encore et encore il assiste à l'acte primaire, l'assaut brutal, et de sa paillasse sur le plancher de la même pièce il soulève la tête et entend et voit et il a peur et il est déchiré : et l'innocence sans issue de ses parents, de ne savoir comment « l'élever », une ignorance pas plus énorme chez eux que dans le reste du monde, mais qui pour cela ne s'applique pas moins ni n'est pas moins horrible : la nourriture qu'il tire de sa mère faite des résidus qu'elle-même a dû manger ; et les résidus auxquels il doit s'habituer et se former ; l'énorme avenir de violence et de paralysie psychologiques, qui prennent forme et vont être source de conflit entre lui et ses frères et sœurs, et entre tous ceux-ci et leurs parents : et eux



Laura Minnie Tingle, Hale County, Alabama 1936.

tous absolument innocents, entièrement démunis : le monde physique, sensuel, émotionnel et son expansion lente, silencieuse et douce, en profondeur si péné-

trante pourtant, et comme nous disions, ce n'est pas là le moindre détail : son imposition, son pouvoir de tranchant comme d'ac-

coutumance sont d'une intensité qui défie tout calcul : et tels que dans ses années de plus profonde vulnérabilité, il sera toujours vulnérable, et dans ses années d'extrême malléabilité, quand il a

cinq à six ans, il occupe le centre d'un énorme petit globe, en paralytique dont la guérison appelle à tout le moins les doutes les plus sérieux : et maintenant de nouveaux mondes s'ouvrent à lui comme dans les nombreux et prompts dévoilements d'une grande fleur, et à chaque ouverture qui se présente il est fermement remis en place, ses premières blessures d'autant plus avivées de sel, les petites fissures — tels des replis, des tombeaux — d'une possibilité angélique d'autant plus sauvagement piétinées et souillées et bannies de la mémoire : tout accepté, tout reçu, et tous nouveaux fardeaux, le travail du premier âge, la soumission, l'acclimatation à l'insulte et à la limitation des chances de liberté, les plaisanteries hideuses de l'éducation et leur dénouement incisif en un commencement qui ne peut pas être pire, l'apprentissage de la situation relative occupée dans le monde, et de s'y résigner, l'adolescence qui se gonfle d'elle-même et tremble, le jaillissement de liberté loin de la maison familiale et dans les vagabondages, l'éclat fatal et la douceur du courroux dans la joie de l'amour, et de s'enfermer dans le mariage et de travailler, la constante pénurie d'argent, le besoin, la maigreur, le dos voûté, les os rompus, de savoir que l'on est volé, et de ne pas pouvoir protester ni organiser autrement les choses, les vêtements élimés, le propriétaire contre qui on ne peut rien, les villes du négoce...

James Agee
Traduit de l'anglais
(États-Unis)
par Jean Guérol
(Copyright Plon)

PSYCHOLOGIE EN MIETTES

par Roland Jaccard

Le Freud de Peter Gay

FREUD, UNE VIE

de Peter Gay.
Traduit de l'anglais
par Tina Jolas.
Préface de Catherine David.
Hachette, 900 p., 248 F.

Personne aujourd'hui n'est plus en mesure d'embrasser l'ensemble des écrits de Freud et moins encore ceux qui portent sur lui. Son œuvre publiée, nous disent les spécialistes, atteint deux millions de mots, c'est-à-dire deux fois plus que celle de Shakespeare. Et les Archives Freud n'ont pas encore livré tous leurs secrets... loin de là ! Quant à la somme de témoignages, études, critiques et biographies, elle remplit des bibliothèques.

Pour faire la synthèse de ce qu'il est convenu d'appeler la « révolution psychanalytique », on disposait jusqu'à présent des travaux d'Ernest Jones, témoin et acteur de la première heure.

d'Ellenberger, historien de la psychiatrie, de Paul Roazen, chercheur indépendant, et de Franck Sulloway, historien des sciences. Il faudra dorénavant y adjoindre ceux de Peter Gay, professeur à l'université Yale, qui, dans un essai controversé et passionnant, *Un juif sans dieu* (1), avait mis l'accent sur l'athéisme irréductible de Freud.

La monumentale biographie — neuf cents pages — que Peter Gay a concoctée ne se prête guère à la polémique : comme le relève justement Catherine David dans sa préface en tous points remarquable : « Il n'a pas de vision à défendre, ne plaide pour aucune Eglise. Ignorant les guerres de tranchées de la psychanalyse à la française, il n'en a, Dieu merci, ni les stigmates ni les tics de langage. » A qui voudrait, sans préjugé, prendre la mesure du génie de Freud, on ne peut que conseiller la lecture de Peter Gay.

(1) PUF, 1990.

Vienne et la fatigue du désir

VIENNE
Théâtre de l'oubli
et de l'éternité
Revue Autrement,
coll. « Monde », n° 253,
226 p., 95 F.

Peter Gay, à l'opposé de Bruno Bettelheim, soutient que la psychanalyse aurait pu naître ailleurs qu'à Vienne. Ce qui explique sans doute qu'il ne mentionne même pas la magistrale analyse de l'itinéraire de Sigmund Freud par Carl E. Schorske et qu'il glisse sur les rapports entre les intellectuels viennois et l'auteur de *Interprétation des rêves*. On comble ces lacunes en parcourant l'excellent numéro de la revue *Autrement* consacré à Vienne. On y retrouve, bien sûr, Jacques Le Rider, Dieter Hornig, Gérard Siegel et d'autres écrivains passionnés par la modernité viennoise.

Le philosophe Michel Guérin explique admirablement comment, en dressant la carte du Désir barré (c'est-à-dire de l'inconscient), comme on dessinait jadis avec une innocence cruelle celle du Tendre, Sigmund Freud donna naissance à une manière de l'homme moderne, ambivalent, rêveur, névrosé et insatisfait. Cette figure qui a connu une extension planétaire, Michel Guérin en distingue les traits typiquement viennois. « Alors que les moralistes français, note-t-il, nous épinglent par notre faiblesse, l'amour-propre, leurs homologues autrichiens, eux, saisissent sur le vif la fatigue du désir, dont les formes sont la mélancolie, la misanthropie et l'amour-haine. Le Viennois est bien ce citadin cosmopolite forcé dont le cœur est presque toujours plein de braise et cependant à la limite de l'annui forcé. »

Mme Klein au théâtre

MADAME KLEIN
de Nicolas Wright.
Traduit de l'anglais (Afrique du Sud) par François Régnauld.
Seuil, 128 p., 79 F.

Lorsque Melitta Schmideberg, la fille de Melanie Klein, vint rendre une visite à Freud alors exilé à Londres, elle remarqua un peu naïvement qu'il était désolé de songer qu'il fallait tant d'efforts et de temps pour aider un patient à guérir, alors qu'une bombe, en quelques secondes, tuait des milliers d'êtres humains. Freud, qui ne se départissait jamais d'un cynisme roboratif, répondit : « On ne sait pas lequel de ces destins est préférable... »

Melitta Schmideberg fut une des plus farouches adversaires des théories de sa mère et la confrontation âpre, sans merci, entre les deux femmes a inspiré un dramaturge sud-africain, Nicolas Wright. La pièce se passe en 1934. Melanie Klein vient d'apprendre la mort de son fils Hans. Elle n'ira pas à son enterrement. A côté d'elle, Melitta et Paola, une de ses disciples. Hans s'est-il suicidé ?

Melanie Klein ne lira pas la lettre qui pourrait lever ses doutes et Melitta s'éloignera définitivement de sa mère. Il

serait vraiment dommage qu'un metteur en scène ne monte pas ce drame, qui oscille entre Arthur Schnitzler et Harold Pinter.

Des commentaires de François Régnauld, Sarge Cottet et Eric Laurent soulignent l'actualité de Melanie Klein, théoricienne de la pulsion de mort, de l'envie et de la jalousie, pionnière de la psychanalyse des enfants et personnage légendaire du théâtre de l'inconscient.

► A signaler également : *Detlef Berthelsen, la Famille Freud au jour le jour*, les souvenirs de Paula Fichtl qui, pendant cinquante-trois ans, officia au 19, Berggasse (traduit de l'allemand par L.-M. Robin, PUF, 223 p., 145 F) ; Patrick J. Mahony, *Freud et l'homme aux rats*. Une documentation inédite sur un des patients les plus illustres de Freud (traduit de l'anglais par B. Vichya, PUF, 254 p., 168 F).

► La vénérable *Revue française de psychanalyse* s'enrichit, sous l'impulsion de Claude Le Guen, de monographies ayant trait aussi bien à la clinique qu'à des recherches théoriques ou à l'étude d'un concept. Parmi les premiers volumes publiés, signalons celui de Benno Rosenberg : *Masochisme mortifère et masochisme gardien de la vie* (PUF, 160 p., 160 F). Des psychanalystes confrontent dans la *Boulimie* (PUF, 165 p., 160 F) leurs connaissances et leurs expériences. Signalons enfin la série d'études sur l'angoisse et le complexe de castration (PUF, 160 p., 160 F) à laquelle ont participé, entre autres, Juliette Chikani, Julia Kristeva, Heinz Kohut et John Laub.

LE REGARD INÉGAL

d'Alain Le Pichon.
J.-C. Lattès, 250 p., 119 F.

LE TROUPEAU DES SONGES

d'Alain Le Pichon,
Souleymane Baldé
et Diawny Damianka.
Editions de la Maison
des sciences de l'homme,
357 p., 240 F.

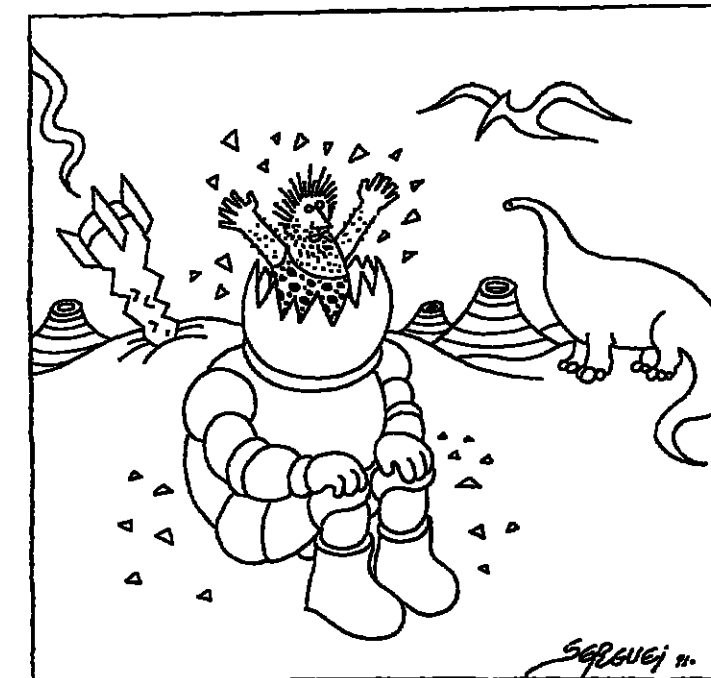
C'EST la saison des paradoxes. Le débat sur l'immigration, sur la difficile coexistence des différences se traduit en polémiques, en intolérances et exclusions réciproques, et en confrontations politiques tranchées. Il gagne en intensité, il fait de l'autre un enjeu, il alimente les poussées de la violence. Au même moment, une partie du flux vacancier se dirige vers les pays des cultures différentes soumis à l'attrait de l'exotisme et des expériences de vie qui tirent — même illusoirement — hors des routines et de la banalité.

L'été fait reparaître les deux figures de l'autre, celle qui s'impose dans la proximité quotidienne d'où surgissent les problèmes et les rejets, celle qui se donne à voir au loin en éveillant la curiosité, les désirs et les fantasmes. Toutes deux, bien que de manière fort inégale, posent la question de la communication entre les cultures, de leur capacité à se connaître et à vivre ensemble.

Périodiquement, la vertu et parfois l'intérêt invitent à promouvoir le « dialogue des cultures » et leur mutuel enrichissement. Voici que paraît maintenant un ouvrage de leur rencontre à l'accent prophétique, armé d'une méthode dérangeante : Alain Le Pichon. Il dit de sa démarche qu'elle est « nécessaire » autant qu'« attendue », mais qu'elle reste une « aventure » ; à laquelle il a rallié des « hommes de bonne volonté ».

Après avoir travaillé plusieurs années en Afrique occidentale, il a entraîné un petit groupe de chercheurs africains à devenir les observateurs de la société française. Puis, il a fondé, avec l'appui d'Umberto Eco, l'Institut Transcultural, qui a pour ambition de contribuer à la « connaissance réciproque ». De confronter la vision que les cultures non européennes ont de l'Europe et celle que l'Europe elle-même a de ces cultures.

Il s'agit de « rendre possible une nouvelle découverte du monde », de voir l'autre avec un regard nouveau et de prêter attention au regard que l'autre porte sur nous. Comment ne pas souscrire à une si louable intention ? Sans oublier cependant qu'elle a une longue histoire, moins évoquée dans l'ouvrage d'Alain Le Pichon par le mouvement des idées et des savoirs que par les références à nos textes sacrés fondateurs. Il y a là un



Le regard de l'autre

court-circuit volontaire, doublé d'une injonction à perdre « l'assurance que nous donnent l'efficacité de nos sciences et notre emprise sur le monde matériel ». L'accès à la connaissance de l'autre passerait par l'oubli, par le retour à une sorte de disponibilité première ; à quelle innocence perdue ?

SOIT il faut pratiquer une « anthropologie réciproque », briser le monopole du regard que les dominations successives ont créé et entretenu au détriment des dominés. Sans se faire pour autant le prophète à partir de soi tout commence. Il y a bien des années, certains anthropologues — dont Leiris au premier rang — appelaient à la mise en œuvre d'une anthropologie généralisée, retournée et partagée. De même qu'il est abusif de réduire l'ethnologie dite classique à une seule de ses réalisations et de répudier l'ensemble par le refus de la distance prise à l'égard de l'objet étudié et de la démarche utilisée, analytique, et en l'occurrence assimilée à une « autopsie » des cultures à fin scientifique. Les ethnologues à la recherche de la connaissance profonde et de la

participation ne manquent pas, et dans le seul domaine de l'Afrique : depuis Griaule et Germaine Dieterlen pour les Dogon, Bastide et Pierre Verger pour les civilisations du Bénin.

Alain Le Pichon s'applique à rabattre la superbe des dominants, des cultures de la puissance, de la réussite matérielle, de la consommation qui réduit tout à l'état de marchandise. Il dénonce une uniformisation galopante assimilée à une « américanisation progressive du monde ». Il nous adjure, au nom de notre propre salut, de consentir à soumettre nos modèles de savoir et d'interprétation à l'épreuve du regard de l'autre, à « lutter contre la stérilisation du symbole ».

Il ne fait pas de détail lorsqu'il dénonce une raison « qui tue ce qu'elle touche », une « logique implacable » qui fait de la société une « masse informe » et de la culture un marché. Il inquite fortement lorsque, en contradiction avec son appel pathétique à la réciprocité, il invite à fuir l'échange afin de sauvegarder les spécificités, de préserver, autant qu'il se peut, l'isolement des foyers culturels qui subsistent.

On le devine, l'héritage reçu du siècle des Lumières, la foi en la raison, le positivisme ancré dans la science ne s'inscrivent pas dans le commerce des idées élues par Alain Le Pichon. A cela, il oppose la « lucidité tranquille du savoir prophétique », l'accès à la « structure élémentaire de la connaissance » — lieu où tous les savoirs se rejoignent, quelle que soit leur origine culturelle — et l'exercice de la « raison poétique ». C'est par le ré-enchantement de notre monde, par l'intégration de la subjectivité à l'histoire même des rapports que l'histoire nous ouvre, qu'il incite à rechercher les chemins qui mènent aux autres cultures.

L'ouvrage surprenant qu'il fasse du conteur et musicien Diawny Damianka, issu des Peuls éleveurs du Sénégal méridional, son maître de la parole et son guide au cours de voyages transculturels communs. Celui-ci est l'auteur principal du second de ses ouvrages, justement intitulé : *Le Troupeau des songes*. Un livre à plusieurs voix où alternent les séquences du récit et les commentaires destinés à l'éclairer et à le poétiser. Le berger-conteur, attaché à son petit luth, colporteur de la tradition et conducteur de la troupe des rêves, est entraîné dans un long parcours qui le conduit jusqu'en Italie ; à la découverte de la ville, ce « grand fleuve dont il faut se méfier », et des grandes routes, ces rubans faits du « goudron qui tue les génies ». On sait peu de ce qu'a été pour Diawny la rencontre de l'autre, de l'Occidental enfin vu chez lui ; et de ce que les Italiens ont découvert sur eux-mêmes par son regard, sinon une vision poétique plus qu'un éclairage nouveau sur leur société.

Mais il faut en revenir au récit retenu, qui double une présentation de la fête des vaches, du sacrifice offert au génie-taureau qui donna la vache et enseigna l'art pastoral. La narration est présentée dans une « traduction littéraire », elle a gardé toute sa force et son intensité dramatique. Elle traite de thèmes connus en d'autres traditions africaines : de la rivalité d'un roi et de son fils cadet, issu d'une naissance extraordinaire et pour cela pourvu de dons ; de la jalousie des aînés ; des épreuves — pièges mortels, combats contre les génies mauvais et la folie, défis guerriers — dont le répons triomphe. Le père est chassé, condamné à un exil ignominieux.

C'est là un drame des affrontements pour le pouvoir et les pouvoirs, et aussi un drame mystique plus qu'un récit épopée. Alain Le Pichon souligne, en analogie avec la tradition biblique, le principe du sacrifice du fils en tant que fondateur d'alliance. Et puis, il retrouve sa passion transculturelle en posant cette question : « Y a-t-il un aîné, y a-t-il un cadet parmi les nations ? » Chacun cherchera la réponse sous la pression de l'événement.

Les détours de la science

A travers l'étude du rachitisme, la lente évolution de la connaissance médicale

LE CLINICIN
ET LE CHERCHEUR
Des grandes maladies
de carence
à la médecine moléculaire
(1880-1980)
de Christiane Sinding.
PUF, 284 p., 220 F.

Combien de livres Georges Canguilhem a-t-il écrit ? Trop peu, comme chacun sait. Mais à ce peu, on devrait ajouter ceux qu'il a suscités, et heureusement ceux-ci sont beaucoup plus nombreux que ceux-là. Comme tant d'autres, Christiane Sinding s'est découverte historienne des sciences médicales en lisant le *Normal et le pathologique*. Et sur le cas du concept de résistance à une hormone, elle s'essaye à une histoire épistémologique qui est maintenant en France une tradition et une spécialité.

Histoire singulièrement complexe, d'ailleurs. Elle est retracée en suivant le fil constitué par l'étude du rachitisme depuis l'époque où la maladie émerge du fond ancien de châtiment où elle

était prise, pour devenir à la fin du dix-neuvième siècle une maladie de civilisation : « Le rachitisme, maladie de misère, est excessivement fréquent dans les grandes villes, dans les cités industrielles (...), où les mères désertent l'allaitement et condamnent leur progéniture au régime le plus meurtrier, au biberon ». lit-on dans un ouvrage qui fait autorité en 1897, celui de J. Comby. De la maladie de civilisation à la maladie de carence, c'est-à-dire à la découverte du rôle de la vitamine D, puis à l'idée d'une erreur du métabolisme et enfin à celle de résistance à l'action d'une hormone, comment passe-t-on ? Comme toujours, par une série de « détours » minutieusement analysés ici.

Grâce aux nutritionnistes d'abord, par la découverte du rôle spécifique de certaines substances non énergétiques (par exemple, pour le béri-béri, celle qui est présente dans la cuticule du riz), baptisées « vitamines » par C. Funk en 1914 (l'écœurante et célèbre huile de fote de morue,

administrée à des générations d'enfants pourtant innocents, sort tout droit de là).

Grâce aux endocrinologues ensuite, et aux embryologistes, qui permettent de comprendre pourquoi certains malades résistent à l'administration même massive de vitamines, et qui conduisent Albright en 1942, sur le cas d'une pseudohypoparathyroïdie, à former la notion de résistance de l'organe cible à une hormone, déplaçant ainsi l'attention du centre vers la périphérie.

Dans cette histoire toulue, où le cheminement du vrai suit rarement des voies rectilignes, Christiane Sinding montre très bien les renversements épistémologiques, les changements de modèles médicaux qui ont lieu constamment. L'idée selon laquelle le progrès des sciences médicales se ferait dans le sens exclusif du mécanisme au détriment du vitalisme, par exemple, est ici battue en brèche, comme l'est l'idée selon laquelle la médecine positive se caractériserait de façon univoque par son refus de l'« ontologisme », de la maladie

conçue comme un être. Il semble bien plutôt qu'on ait affaire à une alternance entre des positions antithétiques mais peut-être indissociables.

De même en ce qui concerne le conflit entre l'universel et le singulier dans la médecine : l'auteur s'attache à établir, sur l'exemple du rachitisme, le changement radical de perspectives qui affecte la médecine contemporaine dès lors qu'elle choisit de prendre prioritairement en compte la réaction de l'organe cible, donc de la périphérie.

Le concept de résistance individuelle, qui a donné naissance à l'immunologie dans le cas des maladies infectieuses, et à celui d'erreur innée du métabolisme dans le cas des maladies de carence, est certainement l'un des plus riches qui soient. Va-t-il dans le sens de la singularité plutôt que de l'universalité ? C'est en tout cas la thèse que défend avec chaleur Christiane Sinding.

François Azouvi

هكذا من الراحل

LIVRES • IDÉES
ESSAIS

La force silencieuse

Jean-Toussaint Desanti est un philosophe qui écrit moins qu'il ne parle et parle moins qu'il ne pense

**HOMMAGE
A JEAN-TOUSSAINT DESANTI**
Trans-Europ-Repress,
360 p., 149 F.



Jean-Toussaint Desanti : une puissance nette et réservée

«... Convenons d'appeler « philosophe » un homme qui prend la décision de comprendre ce qu'il fait, de prendre la charge de ce qu'il ignore. » Cette définition, proposée par Desanti au cours de l'entretien inédit avec Allat Sincœur et ouvrant le volume, sa vie de penseur l'a mise en œuvre. Se décider à comprendre, c'est se défaire des mirages, tout remettre en chantier, s'exposer à l'absence de ce qu'on croyait trouver, et creuser le sol. *Les Idéologies mathématiques* (Seuil, 1968) et *La Philosophie silencieuse* (Seuil, 1975) témoignent de cette démarche avec une fièvre parcimonie.

Mais ces titres majeurs ne sont que la part émergée d'un iceberg. Desanti, densité : comme ceux qui ne prennent pas la parole à la légère, ce philosophe écrit moins qu'il ne parle et parle moins qu'il ne pense. Mais qu'il s'entretienne avec Blandine Barret-Kriegel et Pascal Lainé (*Le Philosophe et les*

Pouvoirs; Calmann-Lévy, 1975), avec Viansson-Ponté (*Le Monde*, 1978), avec Maurice Clavel, de son vivant et *post mortem*, aussi bien qu'avec soi (*Un destin philosophique*, Grasset, 1982), c'est à chaque fois la même puissance nette et réservée, la même énergie

ramassée. A chaque pas, cet ours méditatif, qui est aussi le plus chaleureux des hommes, retient une multitude d'éclairs qui lui font comme une tanière mobile. Il n'y fait guère de tapage. L'essoufflement n'est pas son fort. Comme les grands, il chemine dans l'es-

carpé. Par temps de capharnaüm et de glorieuses proliférations, il y a nécessité à ne pas le perdre de vue. C'est pourquoi ce volume d'hommage vient à point. S'y entrecroisent une douzaine de textes très divers (1), de brèves notes d'une vie par Dominique Desanti et d'utiles indications bibliographiques (2).

De la Résistance à l'épistémologie, du Parti communiste à la lucidité, des bancs du lycée d'Ajaccio à la chaire en Sorbonne, les trajets de Jean-Toussaint Desanti passent de l'expérience spirituelle à l'illusion militante, du dogmatisme inhérent à la reconquête de l'intelligence. Il se retrouve aujourd'hui sur des sentiers où se croisent la chair et les concepts. On attend de nouvelles cartes de ces récents périple. Sans impatience, mais avec la plus vive attention.

Roger-Pol Droit

(1) De Sylvain Auroux, Bernard Benoit, Maurice Clavel, Simone Debut, Gérard Granel, Pierre Jacquin, Patrice Loraux, Pierre-François Moreau, Jean Petitot, René Schérer, Bernard Siebère, Hourya Sinaceur, Mohammed-Allal Sinaceur.

(2) Parmi les publications de 1990, on a osé « La rationalité est-elle en crise ? », in *Science et philosophie, pour quoi faire ?* (« Le Monde Éditions », pages 269-282).

Ilya Ehrenbourg, l'inclassable

La vie de celui qu'on appela « le grand reporter du siècle »

**LA VIE TUMULTEUSE
D'ILYA EHRENBORG
JUIF RUSSE ET SOVIÉTIQUE**
d'Ewa Bérard.
Ramsay, 375 p., 160 F.

Ce fut tout de même un personnage étrange, Ilya Ehrenbourg, un personnage de partout et qu'on ne parvient à ranger nulle part. Un quart de siècle après sa mort, il conserve une niche dans l'Histoire. Mais quelle Histoire ? La littéraire ? Sa bibliographie comprend une centaine d'ouvrages (quatre-vingt-dix-neuf sauf erreur) : des poèmes, des romans, des essais, mais le lot ne constitue pas une très grande

œuvre. La politique ? Ehrenbourg n'a jamais appartenu à ce microcosme. C'est peut-être M. Etkind qui dit le mieux ce qu'il fut lorsqu'il le définit comme « le grand reporter du siècle, celui qui a tout vu et a parlé de tout ce qu'il a vu ».

L'auteur prolifique, le compagnon des artistes occidentaux d'avant-garde a beaucoup parlé de lui dans ses romans et surtout dans ses Mémoires. Voici maintenant un ouvrage dont le titre un tantinet agaçant ne colle pas un récit à sensation. Simple, Ewa Bérard, chercheur au CNRS, suit presque année par année un homme qui se tailla un rôle unique en jouant de ses mul-

tiples contradictions. Viscéralement russe pendant ses longs séjours à Paris ou en Espagne, Occidental jusqu'à la moelle des os quand il replonge en Russie, propagandiste d'un régime bolchevique qu'il exérait à ses débuts et critique d'un système qui lui laissa un statut de privilégié, un moment tenté par le catholicisme, puis par le sionisme, rare rescapé d'un Comité juif antifasciste : on pourrait élargir indéfiniment les contrastes.

Cet homme ne pouvait que déplaire aux antisoviétiques intranquilles qui l'accablèrent de son vivant. Il avait tout pour énerver les garants de l'orthodoxie communiste et exciter ceux

qui faisaient la chasse aux « cosmopolites ». Comment réussit-il à mourir dans son lit après avoir frôlé tant de précipices ? Il dit lui-même qu'il eut la chance inexplicable de tirer un bon numéro à la loterie de la vie et de la mort sous Staline.

Il eut le génie d'inventer le mot qui allait caractériser la période post-stalinienne, le « dégel ». Il souffrit de mille faiblesses, ne détesta point l'ambiguïté qui lui permit de subsister. Il fut néanmoins de ceux, et au début ils n'étaient pas si nombreux, qui pendant une si longue période de ténacité préparèrent la renaissance de la culture à l'est du rideau.

Bernard Féron

Havel vu des coulisses

**VACLAV HAVEL
La biographie**
d'Eda Kriseova.
Traduit du tchèque
par Jan Rubes,
collaboration
de Catherine Daems,
éd. de l'Aube, 360 p., 139 F.

Le dramaturge tchèque devenu président de la République tchécoslovaque après la « révolution de velours » de l'hiver 1989, est un personnage attachant et inattendu dans le monde policé et manœuvrier des politiciens chevronnés. Connaître de plus près ce candidat qui entend réintroduire la morale en politique est, bien sûr, tentant, surtout pour ceux qui ont aimé l'ironie mordante de ses pièces de théâtre. Ses idées, le lecteur a déjà pu en prendre connaissance grâce à divers textes parus en France (1).

Cette fois-ci, c'est une de ses conseillères actuelles, l'écrivain et journaliste Eda Kriseova, qui, sous l'appellation injustifiée de biographie, parvient à nous four-

nir, dans le désordre, nombre de renseignements sur sa famille de bourgeois industriels, sur les amis qui composent son entourage et les anciens qui l'ont influencé alors qu'il commençait à écrire ses pièces de théâtre et, enfin, sur ces irréductibles de tous bords qui, après l'invasion du pays en août 1968, ont formé ces groupes d'opposants qui créent la Charte 77, le VONS (ce comité pour la défense des personnes injustement poursuivies), qui éditent des livres interdits dactylographiés mais soigneusement reliés, qui font de la musique rock interdite ou du théâtre dans des appartements, sans parler des différents « séminaires privés » scientifiques... Un index bienvenu permet de se retrouver dans ce foisonnement de noms propres.

On aurait aimé trouver aussi une brève biographie du principal intéressé, avec les dates essentielles, pour pouvoir mieux situer les événements racontés pélo-mé. Ce livre rappelle bien des souvenirs à ceux qui ont partagé

cette aventure sur place et à ceux qui les ont aidés à l'étranger. C'est un peu un livre pour initiés, même s'il révèle à ceux qui ne l'ont pas vécu ce qui se passait dans les coulisses. Il laissera sur leur faim ceux qui s'intéressent au savoir davantage sur l'enfance et l'adolescence de Vaclav Havel ou sur le rôle, important et indéniable, joué par sa femme Olga.

Malheureusement, cet ouvrage est desservi par une traduction exécrable, pleine de contresens et d'approximations, de coupes mal venues. La comparaison que nous avons pu en faire avec l'original tchèque est désolante. Est-ce le désir de Prague de faire une opération publicitaire en faisant paraître cette « biographie » simultanément dans dix pays qui a poussé l'éditeur français à édicter ce brouillon de traduction ?

Domage !

Amber Bousoglou

(1) Le même éditeur a déjà publié de Vaclav Havel *Interrogatoires à distance*, *Quelques mots sur la parole*, *L'amour et la vérité*, *doivent triompher du mensonge*, *Lettres à Olga*.

EN BREF

o Poésie à Tarascon. - Les VIII^{es} Rencontres internationales de poésie contemporaine organisées par l'Association générale des rencontres internationales de Provence de Poésie d'aujourd'hui se tiendront du 2 au 7 août à Tarascon (Bouches-du-Rhône). Au programme : spectacles de poésie, danse et musique ; lectures de textes en compagnie de poètes (Jacques Roubaud, Alain Jouffroy, etc.). (Renseignements : 91-91-26-45). Par ailleurs, une exposition des œuvres graphiques du poète Gherman Luca se tient jusqu'au 31 août au Centre de poésie de Marseille, Le Refuge (1, rue des Honneurs, 13002 Marseille).

o Précision. - Suite à notre article sur les *Cahiers de M. Ouzine*, de Georges Bernanos (« Le Monde des livres du 14 juin »), M^{me} Christine Manificat nous apporte le complément d'information suivant : « J'ai confié en 1958 à l'abbé Fexell vingt-deux cahiers de « brouillon » de Monsieur Ouzine, que Bernanos m'avait personnellement donnés avant son départ pour l'Amérique du Sud. Ce sont des cahiers qui ont été déchiffrés et qui ont permis la comparaison avec le texte définitif du roman, établi dans l'ouvrage actuellement publié par les éditions du Seuil. Albert Béguin, décédé en 1957, n'a à aucun moment connu l'existence de ce dossier. »

Histoire de la presse des jeunes
et des journaux pour enfants
Par Alain FOURMENT
Édition Éole
Distributeur Distique
150 F

Le Grand Prix de L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE
récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat réel par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Les manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

Les deux Russell

**BERTRAND RUSSEL :
DE LA LOGIQUE
À LA POLITIQUE**
sous la direction
de François Clementz
et Anne-Françoise Schmid.
N° 7 de la revue *Hermès*,
éditions du CNRS, 310 p., 35 F.

Bertrand Russell (1872-1970) commença sa carrière par un livre consacré à la social-démocratie allemande. Sa rencontre avec le mathématicien italien Peano l'amena à s'orienter vers la logique. Son ouvrage fondamental, *Principes mathématiques* (1913), écrit en collaboration avec Whitehead, marque un tournant dans l'histoire de la philosophie. Depuis lors, Russell reste surtout connu comme l'un des maîtres, avec Frege, de la logique moderne et comme l'initiateur, avec Moore, du « virage linguistique ». Mais Russell n'a jamais renoncé à la réflexion sociale ni à l'engagement politique. Parallèlement à ses travaux scientifiques, il

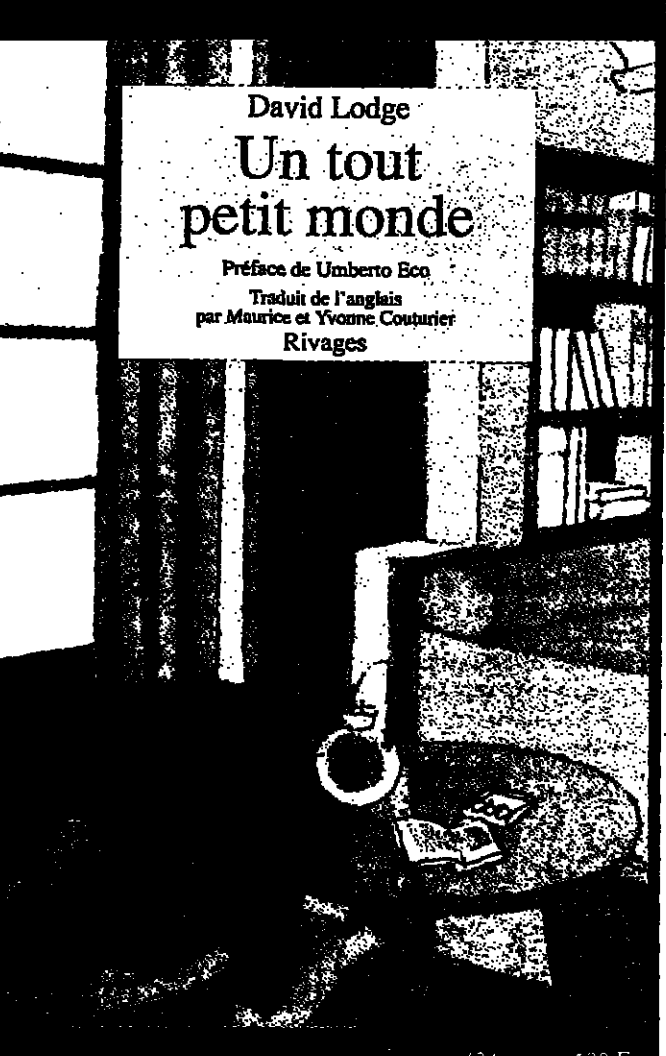
a produit, tout au long de sa vie, conférences et articles sur des questions d'actualité.

Y eut-il un rapport profond entre ces deux versants de son activité ? C'est la question que posent les textes rassemblés dans le numéro 7 de la revue *Hermès* autour de « Russell logicien » et « Russell politique ». Ce volumineux ouvrage vient combler un vide biographique : les études sur Russell sont rares en France. Il ne réussit pas, malgré tout, à nous convaincre de l'unité cachée de la pensée du grand intellectuel anglais.

On a plutôt l'impression que celui-ci considérait la logique et la politique comme deux domaines totalement séparés : la première gouvernée par la raison, la seconde par le sentiment. On soupçonne même ses prises de position d'avoir été guidées par l'humeur ou le mode plus que par un souci de cohérence personnelle. On s'en console en retournant au seul Russell qui vaille : celui des *Principes*.

Christian Delacampagne

David Lodge Un tout petit monde



David Lodge
Un tout petit monde
Préface de Umberto Eco
Traduit de l'anglais
par Maurice et Yvonne Cousturier
Rivages
424 pages, 139 F

« Un roman drôle et cruel, devenu livre culte. »

Dominique de Saint-Pern
L'Express

Rivages

LIVRES ÉTRANGÈRES



Giuseppe Dessi : une douceur et une gravité rares.

La saga de Dessi

Pays d'ombres est l'aboutissement politique et poétique de l'écrivain sard

PAYS D'OMBRES
de Giuseppe Dessi.
Traduit de l'italien
par Suzanne Charre
et Christine Grillon.
Actes Sud, 336 p., 149 F.

Troisième grand écrivain sard du vingtième siècle, avec le Prix Nobel Grazia Deledda et Salvatore Satta, Giuseppe Dessi a été un peu oublié par l'édition française. Son *Déserteur* fut pourtant traduit chez Julliard en 1964 et, plus récemment, *San Silvano*, récit nostalgique et feutré, chez Verdier (1). C'est incontestablement avec le remarquable portrait de révolté qu'offre *Pays d'ombres* que l'on mesurera l'envergure du romancier.

Angelo, jeune paysan, est choisi par un avocat généreux et rebelle comme héritier et devient le maire de son village. Récit d'une ascension sociale, le livre pour lequel Dessi obtint en 1972, cinq ans avant sa mort, la consécration du prix Strega – le Goncourt italien – est probablement la somme de la pensée politique, sociale, et de toutes les visions poétiques de l'auteur. Car si le projet historique est manifeste, (comme il l'était dans le *Guépard* pour la Sicile ou près d'un siècle

plus tôt dans les œuvres de Verga), on lira aussi cette saga pour sa grande finesse psychologique, particulièrement sensible dans les personnages féminins.

« Dieu n'est jamais du côté des pauvres, ni des justes », dit le maître d'Angelo. Cette triste leçon, le jeune homme tente par son action de la démentir. On pense curieusement, en lisant Dessi, au Japonais Oé, peut-être à cause du message écologique de la première œuvre d'Angelo, consistant en effet à reboiser la forêt menacée par les cultures et l'industrie, et de la scène finale du roman, superbe, ayant lieu pendant le carnaval.

Longtemps sympathisant du Parti communiste, Dessi formule une critique subtile de la propriété privée, à travers l'analyse d'une loi de la fin du siècle dernier, qui détruisait l'équilibre communautaire dans les villages. Les événements symboliques de la vie, l'amour, l'amitié, un accouchement, la mort sont décrits avec une simplicité, une douceur, une gravité très rares dans la littérature italienne.

René de Ceccatty

(1) Les mêmes Éditions Verdier publient au début de 1992 des nouvelles de Dessi, écrites entre 1935 et 1975.

Autres parutions italiennes

• *Mastrodon Gesualdo*, de Giovanni Verga (traduit de l'italien par Maurice Darmon). La nouvelle traduction, limpide et élégante, du chef-d'œuvre sicilien qui raconte la grandeur et la décadence d'un pauvre qui ne parvient pas à échapper à son destin au milieu du siècle dernier. Incompris lors de sa parution en 1890, le livre fut loué par Italo Svevo. (L'Arpenteur, 340 p., 149 F.)

• *Festin et Destin*, d'Alberto Episcopi (traduit de l'italien par Philippe Di Meo). Des proses poétiques à la fois ludiques et violentes d'un écrivain mort en 1989 à l'âge de quarante-deux ans, que Jacqueline Risset, dans sa préface, compare à Lautréamont et à Gadda. « Je me trouve dans une situation de bien-être épouvantable : être compris ou lu ne m'intéresse guère et mon esprit a une ouverture infinie. » (Champs Vallon, 250 p., 148 F.)

• *Marchand et aventurier florentin*. Mémoires de Bonnacorso Pitti (traduits et présentés par Adelin Charles Fiorato). L'autobiographie d'un marchand de la fin du quatorzième siècle et du début du quinzième siècle qui parcourt l'Europe pour faire fortune avant de devenir un homme politique à Florence. Un document dont la valeur est essentiellement historique. (Singular Pluriel, presses du CNRS, 206 p., 140 F.)

• *Ottavio di Saint-Vincent*, de Tommaso Landolfi (traduit de l'italien par Monique Baccelli). Une fantaisie littéraire de l'auteur de la *Pierre de lune*. Située à Paris au dix-huitième siècle, cette longue nouvelle raconte les aventures d'un jeune poète joueur et suicidaire. On admirera l'art du pastiche de cet écrivain, connaisseur de la culture française. (Desjournées, 126 p., 85 F.)

Les ailes noires

Un livre écrit voilà vingt-cinq ans, qui vient de l'Amérique noire et dit l'envers de notre monde

par Danièle Sallenave

MOJO HAND
de J.J. Phillips.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Pierre Furlan.
Ed. de l'Aube, 233 p., 110 F.

Écrit il y a vingt-cinq ans, en prison, par une jeune femme de vingt ans, inconnue en France jusqu'à la mort de la musique noire, de l'errance, de l'alcool, *Mojo Hand*, ce livre venu des marges, n'est pourtant pas un manifeste : c'est une œuvre, qui appartient à l'art, à la littérature, qui est sans bornes, sans couleur, sans frontière, à la littérature qui est l'exception haute, par où nous sommes tous conjoints. Issu des marges ou du grand jour d'une société, un grand livre est toujours une rupture, et doit le rester : l'art est ce qui s'arrache et non ce qui reflète, et il lui faut toujours, pour naître, dire non à quelque origine que ce soit.

C'est un livre qui vient de l'envers du monde, de « notre » monde, de l'envers de l'Amérique blanche, de la langue anglaise, des pouvoirs, de la société, de la morale, de la joie, de la vie. Mais sa grandeur, d'emblée, efface l'origine, l'injustice, le ghetto : elle fait accéder là où règne l'égalité absolue, celle qui ne se prouve pas au mérite mais au talent. Sans doute la force et le rayonnement de ce livre ont-ils jailli par un renversement d'énergie de la force accumulée des vies opprimées, empêchées ; mais aussi d'avoir su résister à leur enfermement, à leur résignation. Là d'où vient ce livre, la vie s'épouvante et s'étiole, se détruit dans l'alcool, la musique, le temps vide. Ainsi, pour faire

œuvre, il a fallu que quelqu'un ne se soumette pas à la mort qui règne sur un monde abandonné qui souffre, pâtit, s'abîme.

Mouvement absolument singulier, énigmatique, que celui d'une jeune femme de vingt ans, ayant pris appui sur l'envers de notre monde : la négritude, le jazz, l'alcool, la souffrance. Mais comme le dit ce chant : « Quand un homme a le blues, il monte dans le train et il part ; on dit que quand une femme a le blues, elle laisse pendre sa tête et pleure. Mais quand c'est cette femme-là qu'a le blues, elle met ses ailes noires et elle s'envole. » Ces ailes noires poussent un jour – ou ne poussent pas. Et elles peuvent aussi pousser sur le dos d'un Blanc.

« Au cœur
d'un homme »

J.J. Phillips a mis ses ailes noires et elle s'est envolée. Une jeune femme de vingt ans, Eunice, a rencontré le blues et part à la recherche de celui qui le lui a fait entendre ; elle ne rencontrera que l'amour éphémère d'un vieux jamaïcain usé, génial, rejeté, déjeté, promenant partout le regard de ses yeux méchants et l'éclat de ses dents en or percés d'un diamant. « Blacksnake » est son surnom, serpent noir, un être hors du monde, poursuivant, entre sommeil et alcool, quelques femmes et un songe puissant, dans une musique que ses doigts arrachent encore à sa guitare.

Ayant échappé à la jeune femme « Désolé d'être bébé » (chante la voix), « Blacksnake » meurt : d'un coup reçu dans une rixe, ou de la malédiction d'Eunice.

« Ce livre est une vision, éclairée de la lumière d'un rêve dont on ne s'éveille pas entièrement. »

On dirait qu'il n'y a ici ni temps ni lieu. Pas de temps : sauf celui de la faute et de la rédemption, comme si le monde de l'esclavage ne s'était jamais terminé. Pas de lieu, mais un rêve impuissant, que la Bible irrigue. Et pour ceux qui vivent entre les autos crasseuses, le soleil qui tape, les bouillottes vaseuses et la musique gorgée d'alcool, pas d'autre lieu que le chant, pas d'autre héritage que la langue.

Avec ou sans guitare, ces hommes, ces femmes noirs parlent comme on chante : en images, en rythme. C'est la base continue du livre, son chant profond. Dans le flux sobre et régulier de la prose anglaise luisent les noirs cailloux magnifiques d'une langue autre, langue « épiphrase » (une belle postface de Pierre Furlan, son excellent traducteur, s'en explique), langue greffée, presque un parler créole, tout entier animé du rythme de la prédication, du martèlement de pieds nus dans les champs de coton et de la musique du blues : « Oh oui, Seigneur, ils l'ont fait (...). Vous savez : comme ils le disent – si le Seigneur Jésus est de votre côté, y a rien ni personne qui peut vous faire du mal. Oh, j'ai vu tous ces Blancs tués, mais pas un de nous autres Noirs, et c'était le Seigneur qui l'avait fait ainsi. »

Du fond de l'esclavage quelque chose tendait vers ce livre, du fond du temps, du fond du temps hors-temps, temps pétrifié des vies anonymes, du fond de la douleur et de l'inconsolation.

« Ce livre est une vision, éclairée de la lumière d'un rêve dont on ne s'éveille pas entièrement. »

« Ce livre est une vision, éclairée de la lumière d'un rêve dont on ne s'éveille pas entièrement. »

La-petite-juive-qui-ne-sourit-jamais

Le premier roman d'un poète norvégien qui décrit la vie de Dodi dans l'Ukraine tsariste puis communiste

LA MORT DE DODI ASHER
d'Oystein Wingard Wolf.
Traduit du norvégien
par Marc de Gouvello.
Actes Sud, 112 p., 79 F.

De tous les noms qu'on lui donne (Deborah, Dobenka, Dodi, la-petite-juive-qui-ne-sourit-jamais, c'est le troisième que Dodi, comme Baba, la grand-mère qui l'a élevée, choisit. Baba peut bien parler du matin au soir « Les histoires ruissellent d'elle », ses mots ne semblent jamais coïncider tout à fait avec l'expérience de Dodi. L'Ukraine tsariste puis stalinienne (« La justice veut pour les chrétiens, prévient Baba, même si de nos jours les chrétiens appellent communistes ») ne leur offre qu'un quotidien de peur et de faim, où le double langage conditionne la survie de qui doit tenter d'être Russe et juif, commerçant et communiste.

Dans ce monde « où il peut arri-

ver qu'on meure plusieurs fois dans une vie », où, bientôt, il n'existe « plus personne qui ne soit que soi-même, [car] chaque âme vit simultanément deux histoires », Dodi, elle, demeure entière. Baba peut bien menacer : « Ne sais-tu pas que rêver c'est pis que mentir ? », Dodi ne se pose ni en victime d'une machination monstrueuse ni en révoltée armée de la Loi, mais en curieuse qui mêle dans une sorte d'allégorie, celle de la découverte, mystère et réalité. Le lamento de l'histoire, ressuscité par sa grand-mère, permet à la petite de placer son chant un ton au-dessus, là où rien ne paraît devoir l'atteindre. Sa voix n'est pas celle d'une Juste, simplement une voix qui sonne juste.

Survivre, d'ailleurs, est trop difficile pour songer un instant à être exemplaire. Si l'enfance paraît droite en elle, et bien après encore qu'elle s'est découverte femme, Dodi n'en clame pas pour autant que le roi est nu. En championne de l'association

libre, elle constate plus cruellement que le chef du soviet « n'a qu'un bras, c'est pour ça qu'il mange autant, parce qu'il espère que le membre repoussera, malheureusement tout reste au milieu ». Et lorsqu'une guerre nouvelle s'ajoute à celles de toujours, elle s'interroge : « Ils veulent décrocher la Cloche du Matin pour en faire des balles. Comment sonnera-t-elle dans un cœur allemand ? »

Le monde ne l'accable ni ne la rassaise, tant il la questionne ardemment. Toutes ces réponses à lui apporter exigent une vaste correspondance avec les hommes et les choses, dont le dialogue avec Baba n'est qu'un élément, et qui apparaît comme l'exercice même de la liberté en un temps d'oppression.

« La Russie a toujours possédé suffisamment de fer et de grilles pour pouvoir punir ses coupables, dit Baba. C'était comme ça du temps du tsar et c'est pareil aujourd'hui. On déplaçait les juifs, on déplaçait les Tsiganes, on déplaçait les criminels. Le problème ne se

déplaçait pas ; le pays est et était le même. La désobéissance est souvent la religion, la désobéissance est parfois la culture, la désobéissance est de temps en temps l'âme d'un être qui lutte pour devenir visible au milieu de tout l'ordinaire, gris. » En n'obéissant qu'à elle-même, Dodi désobéit-elle ? Sans doute puisqu'elle est si visible qu'elle paraît éclairer ce qui l'entoure, non de la plate lumière de la logique, mais avec l'éclat de l'expérience intérieure.

La mort de Dodi Asher, écrit en 1986, est le premier roman d'Oystein Wingard Wolf, un poète norvégien de trente-trois ans, et la poésie sans doute, plus encore qu'une mère juive originaire d'Europe de l'Est, lui a permis d'aller si profond à la rencontre de ces exilés qui, comme les parents de leurs parents dans un moment de répit, en appellent à la vigilance de tous, car « celui qui a le ventre plein n'a pas la force de penser à ses origines ni à ce qu'il doit faire ».

Jean-Louis Perrier

Retour à l'Europe, retour à l'Histoire...

« Que personne ne s'imaginer que nous allons descendre maintenant de notre charrette bingualais pour sauter tout droit dans un express international venu on ne sait d'où et sur le point de repartir pour une destination elle aussi inconnue », prévient le philosophe tchèque Ladislav Hejzlanek, qui s'interroge fort opportunément sur « la possibilité de réunir les deux histoires des deux Europes pour les ancrer dans un avenir commun ». Retour à l'Europe. Retour à l'Histoire...

La *Lettre internationale* – qui paraît désormais en tchèque et slovaque, en croate, en hongrois, en allemand, en espagnol, en italien – provoque utilement la réflexion, tandis que l'historien anglais Eric Hobsbawm, ouvrant un ensemble consen-

cré à l'Autriche à la recherche d'une identité (Wolfgang Iser, Carl Merz, Elfriede Jelinek, Libuse Monikova, Elfriede Cvetkova), analyse la « mondialisation de la Cécilia... » qui se confond souvent avec le terme « Europe centrale ».

A lire aussi, la « Correspondance » d'Adam Michnik à propos de l'antisémitisme dans la Pologne de 1991, « devenu un code et un langage commun, à tout ceux qui rêvent d'un État nationallement pur et politiquement discipliné – un État où il n'y a ni gens « différents » ni opposition libre », tandis que prolifèrent les slogans antisémites à Prague, à Bratislava, en Hongrie, en Roumanie ou en Ukraine.

N.Z.

► *Lettre internationale*, numéro 29. Ed. 91. 60 F.

Les grandes nuits

Suite de la page 11

Ce qui frappe à la relecture des *Mille et Une Nuits*, c'est, affleurant sous l'émerveillement ou la surprise, la charge de révolte du texte, sa vocation libertaire, son inextinguible soif de vivre, d'aimer, de jouer et de réjouir. C'est aussi, plus secrètement, le dévoilement par instant des ténèbres qui sont au cœur de toute société et qui annoncent le déclin qui guette ou l'anéantissement possible des entreprises humaines. La traduction de Bencheikh et Miquel restitue admirablement, par sa vigueur, sa beauté nette, son absence de préciosité, ce double mouvement de lumière et d'ombre, d'émancipation et de doute. Elle s'impose d'emblée et avec éclat, pour avoir su mettre la plus brillante érudition au service d'une écriture limpide.

Bien entendu, ceux qui voudraient en savoir plus sur ce « magasin d'histoires » liront avec un vif intérêt l'essai à trois voix de Bencheikh, Brémond et Miquel,

intitulé *Mille et Un Contes de la nuit*, qui explore aussi bien les thèmes primordiaux que les liens du conte à la société, le rôle joué par les lieux du récit que la spécificité de l'imaginaire ici révélé. Mais tous, nous attendrions désormais la version intégrale des *Nuits*, prévue pour dans quelques années et réservée à la « Pléiade ».

Cependant, les tomes publiés aujourd'hui en avant-garde en « Folio », et qui regroupent un tiers de l'ensemble, ne s'apparentent en rien à une mise en appétit. Ils sont à investir d'urgence comme une source tonique soudain ressuscitée. D'ailleurs, l'exergue ne ment pas quand il proclame que, si vous entrez en ce livre, « vous chasserez le souci qui dure et tout malheur qu'endure l'homme aux troubles du temps livre ».

André Velter

► A signaler aussi la publication d'un conte des *Mille et Une Nuits*, intitulé *Les Dames de Bagdad*, aux éditions Desjournées, dans une traduction d'André Miquel, 156 p., 100 F.

سورة الفاتحة

LETTRES ÉTRANGÈRES

Rencontres américaines

I. - Paul Auster et l'agence Pinkerton

Patrick Raynal est parti aux États-Unis à la découverte de quatre écrivains. Cette semaine, il rencontre l'auteur de *Moon Palace*. Dans les prochaines semaines, il s'entretiendra avec Kurt Vonnegut, James Crumley et Jim Harrison.

« J'ÉTAIS en train d'écrire quand le téléphone a sonné. A l'autre bout du fil, une voix demandait : « Allô ! C'est bien l'agence Pinkerton ? » Non, j'ai dit, et j'ai raccroché. Le lendemain à la même heure, même chose : « Allô ! C'est bien l'agence Pinkerton ? » Un peu énervé, j'ai répondu que non, je n'étais pas détective privé et que c'était un faux numéro. Ce n'est que quelques minutes après que je me suis demandé ce qui se serait passé si j'avais joué le jeu ; et j'ai regretté de ne pas l'avoir fait. »

De cette anecdote et du regret de ne pas avoir su l'exploiter dans l'instant, Paul Auster a tiré le Tesser de *Cité de verre*, le premier volet de sa Trilogie new-yorkaise. Qu'en pense-t-il ?

A l'inverse de son créateur, Auster joue le jeu et, enfilant dans un jeu de miroir kafkaïen où les apparences peuvent être d'importance, y compris ce qu'elles semblent évoquer. Tout est comme ça dans les romans de Paul Auster : les êtres ne sont jamais ce qu'ils paraissent et ils agissent tous selon les ordres dictés par quelque chose d'autre. Ils trouvent leur route par une série mystérieuse de coïncidences, sont comme des centrifuges non balancées menant vers des équilibres que personne, surtout pas eux, n'est chargé de résoudre. Le tout avec les apparences d'une simplicité si limpide, d'une évidence si aveuglante qu'elles ne peuvent qu'inciter à une attention redoublée.

Le plaisir à lire Auster est de l'ordre de l'intuition : avant d'être que les choses intelligentes que l'on trouve à dire sur son œuvre tendraient sur le dos d'un timbre-poste. A quarante-quatre ans, il s'est imposé comme le plus étonnant des écrivains américains, une sorte de « coqueluche atypique », servi par un physique de jeune premier. Traducteur de Sartre, de Mitterand et de Blanchot, je le soupçonne même de parler le français mieux que moi.

« Ah ! vous connaissez Ivan... »

Ray Ben noires, jean et blouson de cuir, Paul Auster est déjà prêt. Il me laisse jeter un coup d'œil sur son studio - comment ne pas remarquer le cahier d'écolier à couverture rouge, le même que celui qu'utilisent les protagonistes de *Leviathan*, couvert d'une écriture serrée - et m'invite : « Pourquoi ne pas profiter du soleil ? » - à poursuivre dans le parc. Il marche à grandes enjambées de propriétaire, s'empare d'un banc et de l'espace environnant, et me l'offre comme si le quartier lui appartenait. C'est sans doute vrai, tant le charme puissant qui émane de ce grand homme brun aux traits presque orientaux incite à croire que les lieux qu'il occupe ne peuvent être qu'à lui.

« J'ai commencé à écrire à douze ans des poèmes et des petits récits stupides, tout à fait idiots, mais je ne sais pas pourquoi, j'ai aimé ça dès le début. J'étais un gosse normal, je jouais au baseball tous les jours ; mais j'aimais beaucoup lire, et l'idée d'être écrivain m'a fasciné. »



Paul Auster : « C'est le désir d'être écrivain qui produit l'écrivain. »

Je crois qu'on devient écrivain parce qu'on aime lire et qu'on veut imiter les livres qu'on a lus. On n'a rien à dire, bien sûr, mais c'est le désir d'être écrivain qui produit l'écrivain. »

Dans la *Chambre dérobée*, le narrateur rencontre à Paris un vieux compositeur russe génial et méconnu : Ivan Wysnogradsky, un type ahurissant qui s'est fait construire un piano unique au monde et dont la musique n'est connue que par un nombre très restreint d'initiés. J'avais frémé en découvrant son nom dans le roman d'Auster, car il se trouve qu'un était un ami de ma famille et que mon adolescence avait été marquée par les quelques visites de ce grand vieillard qui portait sa misère avec le panache de ceux qui savent qu'ils n'ont jamais que le complément d'un génie transgressif. Paul Auster secoue la tête, ramène son étalonnage petit cigare noir et étote de rire : « Ah ! vous connaissez Ivan... Alors, vous voyez ce que je veux dire. » Je vois d'autant mieux que c'est en découvrant son nom dans la Trilogie new-yorkaise que j'ai décidé un jour de rencontrer Paul

que je fais. Pour *Queen* (Cité de verre et *Fogg Moon Palace*), c'est un peu pareil. Ce sont des idées, des chercheurs qui veulent prendre des risques. Ils ne savent pas exactement ce qu'ils cherchent, mais ils savent qu'il faut faire de grands gestes pour arriver. Où ? On ne sait pas... Il n'y a jamais de réponse. »

« Moi et l'homme qui écrit les livres »

Il y a chez cet homme une sûreté de l'incertitude qui fascine d'autant plus qu'elle s'exprime sur un mode plus paisible. On a peine à croire qu'il ne possède pas les clés des mystères qui l'agitent. Pour un peu, on le prendrait pour un mystificateur, un magicien utilisant la séduction pour faire naître les arcanes d'un monde qu'il est seul à manipuler, un de ses tours de passe-passe consistant à donner sa propre identité au mystérieux détective de *Cité de verre*.

« D'abord à cause de cette conversation téléphonique, l'idée de m'impliquer dans une intrigue m'a beaucoup intrigué. Et puis il y a une chose dans les romans qui me fascine : on voit un nom sur la couverture, c'est le nom de l'auteur, mais on ouvre le livre et le vol qui parle n'est pas celui de l'auteur, c'est celui du narrateur. A qui appartient cette voix ? Si ce n'est pas celle de l'auteur en tant qu'homme, c'est celle de l'écrivain, c'est-à-dire une invention. Il y a donc deux protagonistes. Je voulais dans *Cité de verre* mettre mon nom sur la couverture et dans le livre. Il y a dans ma vie une grande rupture entre moi et l'homme qui écrit les livres. Dans ma vie, je suis à peu près ce que je fais ; mais, quand j'écris, je suis tout à fait perdu et je ne sais pas d'où viennent toutes ces histoires. Elles viennent d'un lieu tellement invisible que je ne comprends rien à ce que je fais. Mais c'est quand même moi qui mets le nom sur mes livres ; alors, c'est comme une façon de me moquer un peu de moi. »

Il parle des chevaux, du baseball, d'un ami qui vient le saluer et dont il se vante le talent de dramaturge. « J'arrive maintenant à vivre de mes écrits, mais je ne suis pas sûr que ça continuera. J'ai deux enfants et c'est un peu difficile de faire vivre une famille avec un nombre si réduit de lecteurs. Vous avez des enfants ? » Et le voici qui me parle de sa famille, comme si cette expérience commune était bien plus importante que nos discours sur la littérature. A vrai dire, l'entretien m'échappe un peu devant le plaisir évident que Paul Auster éprouve à bavarder en français, sous le soleil de sa ville. Je me laisse donc aller au simple bonheur d'une conversation fluide.

Il me raconte sa vie : elle recoupe ce que j'ai lu de ses livres. Une famille qui ne lisait pas, mais un oncle érudit qui, avant de partir pour l'Europe, avait entassé ses cahiers de livres dans la cave des parents du jeune Paul. « Un jour, ma mère a jugé qu'il fallait faire respirer les bouquins de l'oncle. J'ai lu le contenu des cahiers sans souci d'y trouver un ordre. » Une jeunesse militante, des études chaotiques, la découverte de Paris, une tendresse pour la France. Avant de nous quitter, et comme j'insistais un peu sur les rapports que son œuvre entretenait avec les thèmes fondamentaux du polar, il m'a confié un exemplaire de son premier roman, un polar écrit sous un pseudonyme : « Un roman écrit quand j'avais besoin de manger, à l'époque de la poésie. » Le roman s'appelle *Squeeze the play*. Il est aussi bon que les autres. La seule différence, c'est que l'énigme a une solution.

Patrick Raynal
Les romans de Paul Auster sont publiés chez Actes-Sud. La Trilogie new-yorkaise a été reprise dans la collection « Babel » de cet éditeur. Plusieurs recueils de poèmes ont paru aux éditions Unes (83490 Le Muy).

Un ethnodrame rocambolesque

Quand les deux enquêteurs indiens de Hillerman rencontrent la momie de Butch Cassidy...

COYOTE ATTEND
de Tony Hillerman.
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Danièle et Pierre Bonfil.
Rivages-Thémis, 292 p., 99 F.

HISTOIRE DES NAVAJO
Une saga indienne
1540-1990
de Jean-Louis Rieupeyrou.
Albin Michel, 372 p., 150 F.

Cela se passe à un saut d'hélicoptère de Four Corners (où se rencontrent les États du Colorado, du Nouveau-Mexique, de l'Arizona et de l'Utah) et de Monument Valley. Là même où John Ford filma la *Chevauchée fantastique*. Rendez-vous des mythologies. Tony Hillerman n'a pas besoin d'en rajouter sur le décor, il lui suffit de peu de choses : une carcasse de voiture qui sert de poulaiier, des buissons éparés, un relais routier. Les « pluies mères » d'été et les « pluies femelles » de printemps ponctuent les saisons. Une tempête de neige accompagne le marcheur solitaire. Perception émotionnelle de l'espace.

Auteur de romans policiers (1), Hillerman n'en est pas moins un écrivain régionaliste déclaré, un chroniqueur attentif du pays des Indiens Navajos, un observateur à l'œil de souris (2). Une sorte de Simenon de l'indianité. Son savoir est fait de lecture et d'empathie, de curiosité, d'humour aussi. Ni ethnologue ni indianiste, il essaie de regarder le monde avec les yeux de l'autre.

Si ses personnages ont l'air somnambule, c'est qu'ils obéissent à une logique spatiale. Hillerman s'intéresse moins à l'action qu'à la procédure. Ses deux flics, le lieutenant Leaphorn, de

la police tribale navajo, et le détective Jim Chee, qui court après deux mondes à la fois, ressemblent par certains côtés aux paysans de Balzac : ils font et refont sans cesse le tour du problème. Ils mélangent le bon sens, la magie et la science du concret. Ils savent que la solution de l'énigme se trouve peut-être dans la manière de poser les questions. D'où l'importance des lieux de mémoire, de la topographie, du paysage. Chaque crime est déjà inscrit dans le cadastre du destin.

Coyote ou la mauvaise face du destin

Drôle d'intrigue. A partir de l'arrestation manquée d'un fada, Hillerman met en scène un de ces ethnodrames dont il a le secret. Ashie Pinto, un vieux Navajo doué de double vue et adepte de l'eau des ténèbres (le whisky), Monsieur J, un Vietnamien en congé de la CIA, Janet Pete, avocate navajo et bilingue potentielle de Jim Chee, Tagert, mandarin de l'Université et violent polémiste, Odell Redd, étudiant à tout faire du précédent, Louisa Bourbonnette, mythologue caustique, et - en prime - le corps momifié du célèbre Butch Cassidy, font partie d'une distribution insolite à souhait. Le lion remords de Jim Chee et la lente rumination de Joe Leaphorn,

déabusé, cynique et encore plus sage qu'à l'habitude, ajoutent de la noirceur à ce rocambolesque mélodrame en couleurs.

Le principe du roman nous interdit d'en dire trop. Quatre hommes seront morts pour rien ou presque. Les deux flics, qui représentent deux générations de Navajos, se regardent à la fin en chiens de faïence. A peine s'ils se comprennent-ils. Coyote - la mauvaise face du destin - les empêche de fraterniser à nouveau. Le désarroi du plus jeune fait mal à lire. Le plus vieux rêve d'aller en Chine. Tony Hillerman a sûrement une idée derrière la tête : attendons la suite.

Ceux qui voudraient en savoir plus sur les Indiens Navajos liront avec bénéfice le dernier livre de Jean-Louis Rieupeyrou, *Histoire des Navajos*. Ils y trouveront cinq superbes mythes d'origine (les *Insectes formicateurs*, les *Étranges trompettes*, les *Soutiers belgiques*, le *Peuple sacré*, le *Peuple de la surface*), une relation chronologique des faits historiques et de substantielles informations sur la Grande Réserve d'aujourd'hui. A la différence de leurs voisins Hopis, Zunis et Pueblos, les Navajos se signalent par leur grande faculté d'adaptation. Ils ont l'art d'emprunter et d'assimiler. Cela tient probablement à leur manière - paradoxe frappant dans les récits de Hillerman - d'être collectivement individuels.

Jacques Memmier

(1) Sous la forme d'une trilogie en un seul volume, les Éditions Rivages viennent de rééditer la *Voie de l'enfer*, *La voie du ciel* et *La voie du vent*, qui dansent les morts et l'âme-écorée. 718 p., 149 F.
(2) Un jury de journalistes et d'écrivains voyageant à travers l'Amérique a attribué à Hillerman le troisième prix de l'Astrolabe.

La mort d'Isaac

Bashevis Singer

Suite de la première page

Fils et petit-fils de rabbins, Isaac Singer, qui devait plus tard ajouter Bashevis à son nom, d'après le prénom de sa mère Bat-Sheva, entame des études qui le destinent à la carrière de son père et de son grand-père. Pourtant, vers l'âge de vingt ans, il s'éloigne de la tradition et suit les traces de son frère aîné, prestigieux romancier déjà bien connu en Europe centrale et orientale.

« La langue de ma mère »

Les frères avaient choisi tous les deux de s'exprimer en yiddish car, comme le disait le cadet : « C'était la langue qu'on parlait dans la cuisine de ma mère ». Il ne s'agissait pas d'une boutade, car à travers cette langue, si magnétique, si méprisée, étaient véhiculés les souvenirs, les traditions, les légendes, l'histoire et finalement les racines d'un peuple constamment déplacé au fil des siècles.

Toutefois les débuts de Singer furent difficiles. A la fin des années 20, il vit toujours à Varsovie et ses premiers écrits ne le satisfont pas. Sans doute était-il habité par un de ces diabolos qui, plus tard, hanteront ses livres et qui lui inspireront cette inquiétude mélancolique qui ne le quittera pas jusqu'à la fin de ses jours. Il vit de très peu, pratiquement de rien, correcteur d'épreuves dans tel ou tel journal qui accepte de temps en temps de publier un de ses textes, pigé misérablement. Et déjà l'avenir s'assombrit pour les juifs de Pologne, lorsque Isaac Bashevis Singer choisit, en 1935, de partir

pour l'Amérique où l'attend son frère aîné. Juste après son départ de Varsovie était publié son premier livre *La Corne du bétail* sous l'égide de la section yiddish du Pen Club polonais. C'est justement cette *Corne du bétail* qui le fera connaître en France où Stock le publiera dans les années 60 (1).

A New-York, Isaac Bashevis Singer vivote et commence une longue collaboration au quotidien yiddish *Forward*. En 1940, il rencontre Alma, une très jolie femme, juive allemande, comme lui réfugiée aux États-Unis. Il l'épouse. Il a enfin un foyer et près de lui une affection et une fidélité qui l'ont constamment entouré. C'est en 1952 que Saul Bellow traduit du yiddish en anglais une nouvelle de Singer *Gimpel l'imbécile*. Du jour au lendemain Isaac Bashevis Singer est célèbre. A partir de là les chefs-d'œuvre vont se succéder : *l'Esclave*, *le Magicien de Lublin*, *le Domaine*, *le Manoir*, de nombreux recueils de nouvelles et parallèlement plusieurs contes pour enfants qui lui vaudront de recevoir le *National book award*.

Sa vie matérielle devient certes plus facile, mais il reste inébranlablement fidèle à son vieil appartement de New-York, à sa vieille machine à écrire en caractères yiddish, à ses fantômes où les femmes qu'il a rencontrées et aimées, où les petits diabolos de sa lointaine Pologne juive, où les rabbins miraculeux des shtetls perdus entre les marécages mazuuriens et les contreforts carpathiens de la Galicie le retiennent toujours prisonniers. Le prix Nobel qu'il a reçu à soixante-quatorze ans était le couronnement naturel d'une prodigieuse carrière qui

devait le mener à écrire *Shosha*, un de ses plus beaux livres, ainsi que *le Pénitent* dont une partie se déroule à Jérusalem.

Contrairement à celui de Borges, l'imaginaire fantastique de Singer procède d'une réalité vécue à la fois comme destin individuel et collectif. Qu'il s'agisse de la femme russe convertie au judaïsme (dans *l'Esclave*), ou de la jeune fille juive qui devient catholique, toujours par amour (dans la *Couronne de plumes*), qu'il soit question d'un libertin, d'un voleur qui finit par retrouver Dieu (dans *le Magicien de Lublin*) ou de l'apogée et de la chute d'une famille bourgeoise (la *Famille Moskato*), il y a toujours un diable, un diabolos qui habite le personnage de Singer. Ensomme, châtif et malin, dominé par son énigmatisme démon, ce personnage trouve en lui-même la force qui lui permet de se dépasser.

Aujourd'hui lorsque les vieux démons de la haine semblent ressusciter dans ces terres qui viennent de recouvrer la liberté, l'œuvre d'Isaac Bashevis Singer constitue sans doute le plus important monument consacré à la mémoire de six millions de victimes.

Edgar Reichmann

(1) Les œuvres d'Isaac Bashevis Singer sont publiées en France chez Stock, la plupart dans la collection « Cabinet cosmopolite ». Parmi les nombreux titres, citons : *La Corne du bétail* (1962) ; *le Magicien de Lublin* (1964) ; *le Dernier Dénouement* (1965) ; *le Manoir* (1968) ; *le Domaine* (1971) ; *le Blasphémateur* (1973) ; *Shosha* (1979) ; les deux volumes de *Une sorte d'autobiographie spirituelle*, *Un jeune homme à la recherche de l'âme* (1981) et *Perdu en Amérique* (1983) ; les *Frères Ashkenazi* (1982) ; *Histoire du Baal Shem Tov* (1983) ; *Yentl et autres nouvelles* (1984) ; *le Beau monsieur de Cracovie* (1985) ; *le Fantôme* (1988) ; *Un tribunal de mon père* (1990). Signalons également les *Conversations avec L. B. Singer* de Richard Bogen (1986). Plusieurs livres de Singer ont été repris en édition de poche, notamment dans la série Biblio du Livre de poche. Signalons un dernier roman, *le Petit monde de la rue Krucimanska* qui, traduit de l'anglais par Marie-Pierre Bay, sera publié en septembre par les Éditions Denoël.

ÉCONOMIE

BILLET

Liberté
pour les logements
vacants

Un nouveau petit pas vers la liberté des loyers à Paris et dans la région parisienne : les logements vacants retournent sous le régime du droit commun prévu par la loi, avec fourniture par le propriétaire de références sur les loyers pratiqués alentour... Cette décision « libérale » répond à un double objectif : permettre au propriétaire qui vient de voir partir un locataire de longue date de relouer son logement sans être pénalisé par sa sagesse durant de longues années, puisque chacun sait que la durée d'occupation est la plus sûre méthode pour éviter les hausses excessives ; donner au propriétaire une bonne raison de relouer son logement, sans céder à la tentation de le vendre, en réalisant une plus-value d'autant plus forte que le prix du mètre carré parisien s'est envolé. On verra dans l'avenir si la perspective pour le propriétaire d'un loyer au prix du marché est une incitation suffisante pour freiner le rétrécissement du marché locatif, devenu préoccupant.

Cette mesure est objectivement inflationniste, même si elle est justifiée par le ralentissement de la hausse des loyers à Paris (7,8 % en 1988, 7,4 % en 1989, 6,2 % en 1990), encore très supérieure à l'inflation (3,4 %). Elle crée, en droit, les conditions de l'échelle de loyer, puisque les nouveaux loyers serviront de références dans l'avenir, lors de la fixation du loyer des logements vacants, ou lors du renouvellement des baux, si ceux-ci retrouvent le régime de la liberté légale. Or, chaque année, c'est un Parisien sur cinq qui change de logement...

Fourtant, l'effet inflationniste devrait être limité - et c'est sans doute la raison qui a incité le ministre de l'économie à en accepter le principe. En effet, cette disposition, qui figurait dans les deux précédents décrets, n'est que très peu appliquée. Seul un locataire sur trois s'est vu réclamer, en 1990, un loyer du même montant, ou à peu près, que son prédécesseur... Pour les autres, la hausse moyenne était de 18 % (le Monde du 19 juin). Le changement de réglementation est donc réaliste.

Enfin, dans la situation de pénurie du logement locatif qui perdure dans la capitale et sa proche banlieue, les locataires ne contesteront que rarement leur nouveau loyer, dans les délais légaux : ce serait prendre le risque de recevoir leur congé, au terme du bail, et un démantèlement, comme l'aménagement du nouvel appartement, coûte très cher. Le jeu n'en vaut pas la chandelle.

JOSÉE DOYÈRE

Le décret sur les loyers dans la région parisienne

Le gouvernement va libéraliser
le prix des appartements vides

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, a adressé pour avis à la Commission nationale de concertation le texte du projet de décret réglementant les loyers du secteur privé à Paris et dans 334 communes de la région parisienne. Ce texte sera ensuite transmis au Conseil d'Etat, avant sa signature et sa publication au Journal officiel. Il fait suite aux décrets du 29 août 1989 et du 27 août 1990.

Comme dans les deux décrets qui l'ont précédé, le texte prévoit que, lors du renouvellement du bail, la hausse devra être limitée à celle résultant de l'évolution de l'indice trimestriel du coût de la construction (ICC), publié par l'INSEE. Comme précédemment, si des travaux d'amélioration ont été réalisés, une majoration supplémentaire du loyer est autorisée, d'un montant maximal de 10 % du coût des travaux, toutes taxes comprises. Comme précédemment encore, si le loyer est resté sous-évalué par rapport au voisinage, en

Les suites de l'affaire de la Bank of Credit and Commerce International

Le Département américain de la justice ouvre une enquête sur la BCCI

Le Département américain de la justice a indiqué mercredi soir 24 juillet qu'il conduisait une nouvelle enquête sur les irrégularités commises par la Bank of Credit and Commerce International (BCCI). La section chargée des fraudes au ministère coordonne actuellement le travail de dix procureurs qui enquêtent à Washington, Miami, Atlanta et Tampa.

Plus tôt dans la journée, la commission bancaire des Etats-Unis a indiqué qu'elle voulait examiner les conditions de la prise de participation de la BCCI dans la First American Bank, ainsi que la manière dont la Réserve fédérale a suivi cette affaire.

A Abou-Dhabi, M. Swaleh Naqbi, conseiller de Cheikh Zayed et ancien directeur de la BCCI, a exprimé ses « regrets » pour les problèmes causés par les irrégularités de cette banque. Il n'a pas exclu de venir en Grande-Bretagne pour témoigner. Il est vrai que le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, avait déclaré mardi devant une commission du Parlement que les « quelques six mille documents » qui « ont fourni la première et incontestable preuve » de la fraude étaient « détenus personnellement par M. Naqbi ».

A Bruxelles, sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne, a suggéré mercredi de tirer les leçons du scandale de la BCCI. Il a suggéré « d'interdire certaines structures de société si les procédures ne sont pas sûres et si elles sont utilisées pour cacher des opérations douteuses ».

Le commissaire européen chargé de la concurrence a aussi souhaité « l'ouverture de discussions au niveau international pour éliminer les obstacles à l'échange d'informations » entre les autorités bancaires compétentes.

Le Panama de l'argent sale

Après la signature d'un accord avec les Etats-Unis les banquiers panaméens rejettent les accusations de blanchiment de l'argent de la drogue

PANAMA

de notre envoyé spécial

« Nous en avons assez d'être considérés comme des experts en blanchiment de l'argent de la drogue alors que tout le monde sait - en particulier les trafiquants - qu'il est beaucoup plus facile d'utiliser les banques de Miami pour ce genre d'activités. » Le président de l'Association bancaire du Panama, M. Edgardo Lasso, ne cache pas son irritation à propos de la campagne menée contre son pays et exige des preuves pour étayer les accusations « irresponsables » répandues par la presse américaine. « Pour prouver notre bonne foi, ajoute-t-il, nous avons finalement décidé d'appuyer le traité d'entraide judiciaire que les Etats-

Unis nous ont imposé. Nous espérons ainsi prouver au monde entier que le centre bancaire de Panama lutte contre le recyclage de l'argent sale. »

Par quarante-sept voix contre neuf, l'Assemblée législative panaméenne a ratifié, le lundi 15 juillet, le traité d'entraide judiciaire signé en avril entre les gouvernements des Etats-Unis et du Panama. Cet accord établit un cadre juridique permettant l'accès aux comptes bancaires d'individus poursuivis pour des activités liées au recyclage de l'argent de la drogue.

Sortant de sa réserve habituelle, l'Association bancaire veut démontrer l'efficacité des contrôles imposés au cours des dernières années sur les transactions en liquide et expliquer les nouvelles méthodes de

l'étude. Comme dans beaucoup d'autres pays, le client doit donner son identité pour toute opération supérieure à 10 000 dollars (60 000 F environ) effectuée au comptant mais, estime un banquier, « nous devons faire preuve de vigilance pour repérer le fractionnement des dépôts par une personne utilisant des « Schroumffs », c'est-à-dire des individus qui reçoivent une commission pour faire une série de transactions au-dessous du montant fixé par la loi pour échapper aux contrôles ».

« On a créé une image tout à fait injuste des banquiers panaméens, car nous avons fait preuve d'un grand sens des responsabilités face au problème du blanchiment », regrette le président de la Banque nationale du Panama, M. Luis Moreno.

Plusieurs avocats ont dénoncé le traité d'entraide judiciaire, estimant qu'il représentait une « atteinte à la souveraineté du Panama dans la mesure où il étend la juridiction répressive des Etats-Unis sur notre territoire ».

Panama, ajoute-t-il. Malgré les pressions très fortes, nous avons réussi à limiter les dégâts en obtenant un traité identique à celui signé par les Bahamas. » La fermeture de M. Berrios lui a valu d'être l'objet d'une campagne dans la presse américaine à propos d'une enquête sur sa participation à une tentative de recyclage de près d'un million de dollars.

Hautes personnalités
sur la sellette

Au cours des derniers mois, plusieurs « révélations », visiblement orchestrées par les divers services américains impliqués dans la lutte contre les stupéfiants, en particulier la DEA (Drug Enforcement Administration, administration fédérale américaine chargée de la lutte contre le trafic de drogue), ont mis sur la sellette de hautes personnalités panaméennes, y compris le président de la République, M. Guillermo Endara. Celui-ci a nié « toute participation au blanchiment de l'argent de la drogue », mais a reconnu avoir contribué, avec ses associés, au sein de son bureau d'avocat, à la création d'une vingtaine de sociétés soupçonnées aujourd'hui d'être liées à ce genre d'activités.

M. Endara a un peu plus de difficultés à justifier sa participation au capital d'Interoceanico-Interbanco - 2 % des actions - et au conseil d'administration de cette banque mise en liquidation, en janvier, par les autorités en raison de ses méthodes de travail peu orthodoxes et de ses relations avec les cartels colombiens de la drogue. Selon la DEA, un des chefs du cartel de Medellín, Gonzalo Rodríguez Gacha, avait fait déposer dans cette banque 10 millions de dollars peu de temps avant d'être tué en décembre 1989.

Pour justifier leur intervention militaire au Panama, le 20 décembre 1989, les Etats-Unis avaient invoqué en premier lieu la participation du régime du général Manuel Antonio Noriega au trafic de stupéfiants et au recyclage de l'argent sale grâce aux facilités offertes par le réseau bancaire et la loi très libérale en matière de création de sociétés anonymes. Jusqu'à l'adoption, le 30 décembre 1986, d'une série d'amendements au code

pénal, ce genre d'activités ne constituait d'ailleurs pas un délit dans ce pays.

Le cartel de Cali, dirigé par les frères Rodríguez Orejuela, avait même créé sa propre banque à Panama pour recycler des millions de dollars. La First Interamericans Bank allait finalement être fermée en 1985 sous la pression des Etats-Unis. A l'époque, ces activités faisaient vivre des secteurs importants de la société panaméenne : les militaires, bien sûr, mais aussi les nombreux cabinets d'avocats, comme celui de l'actuel président de la République, pour regarder sur l'origine des fonds.

Vingt-deux banques
sur cent onze

Selon trois documents de la DEA publiés en avril et en mai par la presse panaméenne, au moins vingt-deux banques sur les cent onze institutions financières du Centre bancaire de Panama auraient été utilisées par les cartels colombiens de la drogue pour « laver » entre 1,2 milliard et 2,2 milliards de dollars par an. Outre des banques panaméennes et colombiennes, plusieurs institutions européennes sont citées, en particulier Sudameris et l'Union de banques suisses, ainsi que la désormais célèbre BCCI (voir encadré).

Pour la plupart des banquiers interrogés, ces chiffres sont exagérés. « Comment expliquer en effet, souligne l'un d'eux, que sur les quatre cents comptes gérés à la demande des Etats-Unis, moins d'une dizaine se soient finalement révélés suspects et que 35 millions de dollars à peine aient été gérés ? »

« Le narco qui dépense ses millions au Panama est un imbécile », dit péremptoirement le directeur du Banco Agro Industrial y Comercial de Panama (BANAIICO), M. Bruno Bemporad, qui s'est débarrassé de plusieurs clients « indésirables » au cours des derniers mois. « Le Panama est loin derrière plusieurs autres centres bancaires en matière de recyclage, renchérit le vice-président de la Société de banque suisse, M. Denis Beurlet. Dans le passé, certains banquiers ont peut-être été un peu trop souples ici. Aujourd'hui, ils sont devenus plus catholiques que le pape. »

BERTRAND DE LA GRANGE

Le palmarès d'un ancien banquier

Avec la publication récente à Panama d'un livre intitulé « Los reyes del lavado de dinero » (« Les rois du blanchiment »), l'ancien banquier du général Noriega dresse la liste de tous ceux qui, au cours des années 80, auraient été mêlés au recyclage de l'argent de la drogue entre la Colombie, les Etats-Unis et le Panama.

Après avoir travaillé pendant plusieurs années pour la Banque royale du Canada, Daniel Gonzalez devient, en 1980, directeur adjoint de la branche panaméenne de la Banque de crédit et de commerce international (BCCI), contrôlée à 77 % par l'émirat d'Abou-Dhabi (cette institution fait l'objet d'une enquête dans plusieurs pays où les autorités ont ordonné sa fermeture au début du mois). Pour ce jeune banquier, c'est le début d'une ascension fulgurante qui va le mettre, dit-il, en contact avec les principaux dirigeants des cartels de Medellín et de Cali.

Avec force détails, il raconte ses voyages en Colombie où il est reçu avec beaucoup d'égards par les frères Ochoa (actuellement en prison) et leurs associés qui vont, écrit-il, déposer des

centaines de millions de dollars, contribuant ainsi à faire de la BCCI « la banque à la plus forte croissance mondiale ». Il donne également beaucoup de précisions sur les accords passés entre les cartels et le général Noriega qui avait ouvert un compte sous le nom de « Zorro » dans lequel il recevait les énormes commissions versées par les Colombiens, qu'il allait finalement trahir auprès de la DEA pour tenter - en vain - de garder l'appui des Etats-Unis. Daniel Gonzalez répertorie en outre une vingtaine de banques qui auraient été impliquées dans le blanchiment.

« Tout cela n'est pas très sérieux, estime un banquier. Il y a beaucoup d'amalgames entre des faits vrais et la fiction. Il est probable que l'auteur, qui a quitté la BCCI en 1988 pour se mettre au service des enquêtes américaines, a écrit cet ouvrage à la demande de ses protecteurs en prévision du procès de Noriega (fixé au 3 septembre). On a en effet l'impression de lire l'acte d'accusation auquel on aurait rajouté quelques éléments tirés d'un roman policier. »

B. L. G.

La Fédération nationale
du bâtiment réclame
des mesures de relance

La « conjoncture redevenue médiocre » du secteur du bâtiment nécessite que les pouvoirs publics mettent « en œuvre un dispositif de nature à soutenir l'activité », a déclaré mercredi 24 juillet le président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), M. Jean Domagala.

M. Domagala, qui se refuse au « discours catastrophiste » malgré le ralentissement de la croissance du secteur (+4,5 % en 1988, +3,5 % en 1989, +2,5 % en 1990, +0,5 % en 1991), a demandé au ministre de l'équipement et du logement, M. Paul Quilès, de « trouver des solutions heureuses en accord avec ses propos ».

Le bâtiment, premier secteur économique (435 milliards de francs, hors taxes, de travaux effectués par 304 000 entreprises employant 1 286 000 personnes), suscite en effet de « vives inquiétudes » pour 1992 et 1993. Plusieurs chignots sont passés « à l'orange » : les heures travaillées ont ainsi diminué de 3,4 % pour les cinq premiers mois de l'année, par rapport à la même période de l'an dernier, l'emploi des ouvriers a diminué de 0,6 % et le nombre de faillites d'entreprises augmente.

J. D.

La présidence argentine semble compromise
dans le blanchiment de narco-dollars

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Malgré tous ses efforts, le gouvernement de M. Carlos Menem n'arrive pas à se dégarer du scandale sur le blanchiment de narco-dollars en Argentine. L'apparition soudaine d'un mystérieux témoin libanais et les déclarations fracassantes de l'épouse du chef de l'Etat ont ravivé les interrogations sur l'entourage du président.

En mars dernier, à Madrid, les confessions d'« Andy », un trafiquant de drogue panaméen, avaient fait éclater le « yomagate », nom donné à Buenos-Aires au scandale qui compromet la belle-famille du président Carlos Menem dans le blanchiment de narco-dollars. Un nouveau témoin est venu, le 19 juillet, raviver l'affaire. Khalil Hussein Dib, un Libanais de vingt-huit ans, a accusé à Buenos-Aires ses « anciens amis », Amira Yoma, Ibrahim Al Ibrahim et Mario Caserta, d'appartenir à une bande internationale chargée de « laver » l'argent du trafic de drogue. M. Amira Yoma, belle-sœur de M. Menem, qui occupait le poste de chef d'audience du

président, a été suspendue de ses fonctions le 16 juillet. Elle a démissionné mercredi 24 juillet. Ce départ a été obtenu, semble-t-il, après de fortes pressions du chef de l'Etat et a coïncidé avec la remise en liberté, moyennant une caution de 100 000 dollars (590 000 francs), de Mario Caserta, l'un des responsables du financement de la campagne électorale de Carlos Menem en 1989. Quant à M. Ibrahim Al Ibrahim, ancien mari de M. Amira Yoma, il est en liberté sous caution.

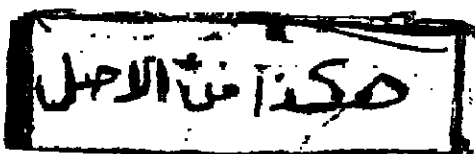
M. Khalil Hussein Dib, qui a fui le Liban pour échapper au service militaire, affirme avoir travaillé pour Amira Yoma et son mari - qu'il accuse d'avoir fait entrer en Argentine plusieurs valises remplies de narco-dollars en provenance des Etats-Unis. A Buenos-Aires, chacun s'interroge pour savoir si ce témoin surprise règle des comptes à la demande des trafiquants de drogue ou s'il travaille pour le Drug Enforcement Administration (DEA), les « stupés » américains. M. Khalil Hussein Dib affirme avoir aussi travaillé pour le magnat saoudien Calil Pharaon, dont le nom est cité fréquemment dans le scandale de la Bank of

Credit and Commerce International (BCCI). L'homme d'affaires saoudien a de nombreux intérêts en Argentine.

M. Zulma Yoma, l'épouse du président Menem qui a entamé une instance en divorce, a relancé la polémique en affirmant avec fracas que « si l'on voulait savoir où était la drogue, il fallait le demander à Eduardo Duhalde et au président Menem ». M. Duhalde, qui assurait l'intérim en l'absence de M. Menem, a déclaré que « c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase », faisant ainsi allusion aux interruptions politiques tapageuses de Zulma Yoma. M. Duhalde, qui estime que l'épouse de M. Menem souffre « d'un déséquilibre émotionnel », a demandé que la justice la cite à comparaître. Plusieurs députés ont accusé le juge chargé de l'affaire, M. Maria Servini de Cubria, de « graves irrégularités ». Celle-ci, qui était en vacances lorsque M. Khalil Hussein Dib a témoigné, a repris ses fonctions le 24 juillet. Elle a obtenu que l'enquête soit placée sous le contrôle de la Cour suprême de justice et non plus sous celui de la chambre fédérale des juges.

CHRISTINE LEGRAND

هكزان الأحملي



ÉCONOMIE

M^{me} Cresson a envoyé les « lettres plafonds » à ses ministres

Les dépenses de l'Etat devraient augmenter d'un peu moins de 3 % en 1992

Dans le cadre de la préparation du projet de budget pour 1992, M^{me} Edith Cresson a envoyé, mercredi 24 juillet, à ses ministres la « lettre plafond » fixant leurs dépenses pour l'an prochain. Les crédits de l'Etat devraient croître d'un peu moins de 3 % en valeur et donc stagner en volume. L'éducation nationale et la recherche sont affichées comme des priorités.

A l'issue de très difficiles négociations, M^{me} Edith Cresson a finalement fait parvenir mercredi 24 juillet à chacun de ses ministres la traditionnelle « lettre plafond » qui fixe l'enveloppe globale de dépenses que chacun devra pouvoir engager en 1992. Aidée par MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse, le premier ministre a cherché dans cette phase, importante, de la préparation du projet de loi de finances, à respecter les contraintes fixées par le président de la République : pas d'augmentation d'impôt, pas d'aggravation du déficit budgétaire et priorité à l'éducation et à la recherche. Le premier ministre devait présenter le fruit de ses arbitrages aux di-

recteurs du groupe socialiste de l'Assemblée nationale mardi 30 juillet. La rigueur risque de faire grincer bien des dents. Globalement, le premier ministre serait parvenue, à l'issue de ses choix, à une progression d'un peu moins de 3 % de l'ensemble des dépenses publiques en 1992. Celles-ci devraient atteindre environ 1 330 milliards de francs. L'inflation prévue pour l'année 1992 est de 2,5 %, il devrait y avoir en fait une quasi-stagnation, en volume, des dépenses de l'Etat. Le coup de frein est sensible par rapport aux années précédentes (en 1991, les dépenses devaient croître de 4,8 %). Il était nécessaire compte tenu du ralentissement de la croissance et des contraintes posées par M. Mitterrand. Pour Bercy, il ne s'agit pas d'austérité, mais de rigueur. Le premier ministre a, en tout cas, dû réaliser un exercice très difficile avec certains de ses ministres dépensiers.

Le logement social épargné

Priorité affichée tant par l'Elysée que par Matignon, l'éducation nationale (+5,7 %) et la recherche (+5,3 %) sont, avec la justice (+5,5 %) et la culture (+5,6 %), les départements ministériels qui en-

registrent les progressions de leurs moyens les plus sensibles. Avec un budget de 260 milliards de francs, l'éducation (enseignement supérieur notamment) sera le seul secteur où des emplois seront créés (une création nette d'environ 5 000 postes est prévue). Dans la recherche, les effectifs seront stabilisés.

Stabilisation des effectifs

Les autres secteurs prioritaires de l'action du gouvernement (emploi, logement, industrie) ne bénéficieront de dotations supplémentaires que faibles, mais dans ces domaines, la recherche d'une meilleure utilisation des crédits sera engagée. Le ministère de l'emploi verra ainsi son budget passer de 67 milliards à 70 milliards. La dotation affectée au financement du RMI (revenu minimum d'insertion) sera portée de 9 milliards à 12 milliards. En matière de logement social, le budget 1992 devra prévoir un même nombre de PLA (petit local aidé) qu'en 1990 et 1991 (75 000). Un effort important devra être fait en faveur de la recherche industrielle, avec un élargissement important du crédit-impôt recherche et une augmentation forte des montants destinés à la recherche industrielle (TVHD, TGV nouvelle génération, voiture propre, Jéss...). Le montant des dotations au capital des entreprises industrielles du secteur public devrait approcher les 6 milliards de francs (contre 4,7 milliards en 1991).

Afin de pouvoir assurer ces priorités, certains secteurs ministériels ont d'ores et déjà été contraints

d'accepter pour 1992 des réductions de leur budget. En précisant ses intentions en matière d'effectifs comme sur certains grands projets, M. Pierre Joxe a déjà préparé l'opinion - et celle des militaires - à une réduction des crédits de la défense, comme dans les autres grands pays industrialisés. D'autres ministères devaient aussi être mis au régime (l'équipement, l'agriculture...). Pour l'instant, peu d'informations sont disponibles.

S'il apparaît comme relativement rigoureux, le premier volet du projet de budget ne devrait cependant pas affecter trop fortement les fonctionnaires. Contrairement à ce que l'on avait cru lire dans la lettre de cadrage que M. Michel Rocard avait envoyée aux administrations au début de l'année, il n'est pas question de réduire les effectifs globaux de la fonction publique, mais de les stabiliser. Les engagements pris en matière salariale seront tenus.

Chaque ministre va maintenant devoir préparer, dans le cadre de l'enveloppe ainsi fixée, ses projets. Dans certains secteurs, des discussions devraient encore avoir lieu avec Matignon. A la mi-août, le gouvernement devrait connaître avec plus de précision certains déterminants de son projet de loi et arrêter notamment ses prévisions en matière de prix, de croissance et de taux d'intérêt. Pour M^{me} Cresson s'ouvrira alors une nouvelle phase : celle des arbitrages en matière de recettes. On sait qu'il n'y aura pas d'impôt nouveau. Y aura-t-il alors quelque marge pour des réductions d'impôt?

ERIK IZRAELEWICZ

REPÈRES

AÉRONAUTIQUE

Veto américain sur les Airbus pour l'Iran

Le département d'Etat américain a notifié aux quatre pays membres du consortium Airbus (Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne) le veto de Washington à la vente de sept Airbus A-300 à l'Iran. Le motif de cet ostracisme est que les Etats-Unis se réservent le droit de ne pas autoriser d'exportation vers les pays soutenant le terrorisme lorsque le matériel concerné comporte plus de 10 % de pièces et d'équipements d'origine américaine. Les réacteurs CFM qui équipent l'Airbus sortent, pour leur plus grande part, des usines de General Electric. Le montant de la commande se serait élevé à 550 millions de dollars (3,8 milliards de francs).

Le même sort a été réservé à une commande iranienne de quatre appareils Bae-146 fabriqués par British Aerospace. En revanche, il semble que les Etats-Unis ne se soient pas opposés à la vente à Téhéran d'avions sortis des usines de néerlandais Fokker. Cette politique d'embargo sélectif pourrait donc s'assouplir à l'égard de l'Iran. En revanche, elle demeure entière envers le Vietnam, toujours empêché de recevoir les Boeing qu'il avait commandés.

AUTOMOBILE

L'entreprise soviétique Volga bientôt privatisée

Le gouvernement soviétique se préparait à privatiser partiellement les établissements automobiles Volga (VAZ). Une part substantielle du capital - au moins 30 % - serait cédée à des investisseurs étrangers. Les autorités soviétiques auraient déjà fait appel aux services de la firme new-yorkaise Bear, Stearns and Co pour les assister dans une opération qui constitue une première, précise l'*International Herald Tribune* dans son édition du 25 juillet. Aucune grande entreprise industrielle soviétique n'a jusqu'à présent ouvert son capital à des groupes étrangers. L'entreprise d'Etat Volga contrôle un gigantesque complexe automobile situé au cœur de la Russie, produisant chaque année près de 700 000 véhicules et employant 120 000 salariés. Parmi les partenaires éventuels, le constructeur italien Fiat dispose d'un avantage certain pour avoir conçu le site en 1967.

INFLATION

Accélération en Allemagne

Deux des Länder les plus peuplés d'Allemagne, le Bade-Wurtemberg et le Rhénanie-du-Nord-

Westphalie, ont annoncé cette semaine une hausse de 1 % des prix à la consommation entre le mi-juin et le mi-juillet. Le taux d'inflation sur douze mois atteint donc 4,5 % en Bade-Wurtemberg et 4,3 % en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, ce qui ne s'est pas vu depuis près de dix ans. L'accélération de l'inflation est liée à la réunification et aux taxes décidées pour la financer; elle alimente les spéculations sur une augmentation prochaine des taux d'intérêt dans ce pays.

COMMERCE

Assistance renforcée des Etats-Unis à l'URSS

Le président George Bush devrait pouvoir annoncer la semaine prochaine, lors du sommet américano-soviétique de Moscou, l'octroi à l'URSS des avantages commerciaux de la clause de la nation la plus favorisée. Les Etats-Unis avaient laissé entendre depuis plusieurs semaines qu'ils souhaitaient, dans le cadre de leur assistance progressive aux efforts de réforme économique de l'URSS, octroyer cet avantage à ce pays, lui permettant ainsi d'exporter ses produits aux Etats-Unis avec les droits de douane les plus bas.

Mais certaines difficultés ont surgi, notamment l'adoption par le Parlement soviétique de la loi sur la protection de la propriété intellectuelle, qui divergent des clauses du traité commercial signé par les deux pays en mai 1990 lors du sommet de Washington. Des obstacles qui sont en voie d'être levés.

EMPLOI

Baisse des offres pour les cadres

Les offres d'emploi proposées aux cadres ont diminué de 37 % au mois de juin par rapport au même mois de l'an passé, selon l'APEC (Association pour l'emploi des cadres). Seulement 6 200 postes ont été offerts et cette baisse est l'une des plus importantes depuis que le marché s'est effondré en septembre dernier. Sur douze mois, le recul est de 23 %, 74 150 emplois ayant été offerts, contre 96 840 un an plus tôt.

Au cours du premier semestre, les propositions ont diminué de 33 %. Après une accélération, de mois en mois, à partir de septembre, le mouvement s'est d'abord stabilisé à compter de janvier, avant de plonger de nouveau en juin. Sur 59 fonctions, trois seulement ont échappé à la baisse : les chefs d'agence de travaux, les directeurs d'études-recherche-projets et les gestionnaires d'unités médico-socio-culturelles.

ÉTRANGER

Dans sa première étude sur un pays de l'Est

L'OCDE encourage les réformes économiques en Hongrie

Les changements structurels de l'économie hongroise sont en plein essor mais la stabilité macro-économique reste encore fragile. Telle est la conclusion de la première étude économique consacrée à un pays de l'Est par l'OCDE, dans le cadre de son programme « Partenaires pour la transition ».

Malgré les chocs provoqués par la crise du Golfe et l'effondrement du Comecon, la Hongrie a été le seul parmi les pays fortement endettés à ne pas avoir demandé de rééchelonnement ou d'allègement de ses obligations étrangères, estimées à plus de 21 milliards de dollars (134 milliards de francs). La restructuration des entreprises - principalement à travers la création de filiales avec des étrangers - ont attiré en 1990 en Hongrie 1,5 milliard de dollars d'investissements, soit plus de la moitié de tous les capitaux étrangers dirigés vers l'Europe de l'Est, et la tendance

s'est accélérée au cours des premiers mois de 1991. Pourtant, malgré la libéralisation des importations en 1990, le pays enregistre actuellement un déficit commercial important.

Parmi les réussites, l'étude de l'OCDE souligne aussi la libéralisation de plus de 90 % des prix, la réduction des subventions d'Etat, la réforme budgétaire, qui ont complété les réformes fiscales et juridiques préconisées.

En 1991, considérée comme l'année la plus dure de la transition, le produit intérieur brut réel devrait, selon l'OCDE, baisser de 6 % à 7 %, contre 5 % l'an dernier. Le problème est de maîtriser la hausse des prix (+29 % en 1990) sans pour autant ralentir les réformes structurelles. L'OCDE préconise une accélération des privatisations, la mise en place de politiques monétaires et budgétaires rigoureuses, un contrôle des revenus par la fiscalité. L'étude insiste aussi sur la nécessité d'encourager les exportations et propose la création d'un marché interbancaire des devises.

SOCIAL

Pour les salariés de ses filiales

Le groupe Elf Aquitaine crée une instance européenne de concertation

Innovation sociale au sein du groupe Elf Aquitaine : un accord a été conclu, fin juin, qui crée une instance européenne d'information et de concertation pour les salariés. Deuxième originalité, le texte, qui a été négocié à partir de septembre 1990, est placé sous la responsabilité du président du groupe, bien sûr, mais surtout de la Fédération européenne des syndicats de la chimie et des industries diverses (FECSID) et de son équivalent pour les cadres, la FICCA, signataires pour le compte des organisations syndicales nationales adhérentes à la Confédération européenne des syndicats (CES). Pour la France, la Fédération CFTD de la chimie s'est inscrite dans ce processus, mais la fédération de Force ouvrière a refusé de s'aligner. La CGC et la CFTC ont également approuvé le document.

Le comité européen ressemblera à un comité d'entreprise européen avant la lettre, en l'attente de la directive de la CEE. Organe consultatif, il pourra donner son avis sur les perspectives économiques, financières et sociales et aura à connaître de l'organisation et de l'activité

générale, du budget, du bilan et des comptes consolidés ainsi que de la situation de l'emploi. A terme, il pourra conduire à la négociation sur des questions qui concernent les salariés des sociétés européennes du groupe. Toutefois, il est précisé que « le rôle de cette instance est complémentaire des organes similaires existant aux niveaux nationaux, sans pouvoir se substituer à eux ».

Y participeront les représentants des sociétés du groupe Elf Aquitaine possédant au moins 50 %, qu'elles soient des filiales implantées dans les pays de la CEE ou dans les pays de l'ALE. Le comité sera composé de 80 représentants salariés, élus dans l'entreprise ou désignés par les organisations syndicales; 45 viendront des filiales hors de France, 30 des filiales françaises et 5 seront les représentants syndicaux français du groupe. Présidé par M. Lefebvre, Floch Prigent, assisté notamment du directeur des affaires sociales du groupe, cette instance se réunira au moins une fois l'an et fonctionnera à titre expérimental durant deux ans.

A. LE

COMMUNICATION

Après l'adoption du plan de restructuration de FR 3

M. Bourges demande au gouvernement de tenir ses engagements financiers

Le président commun d'Antenne 2 et de FR 3, M. Hervé Bourges, et ses deux directeurs généraux, M. Eric Guilly et Mme Dominique Aldoy, peuvent s'honorer d'un sans faute. Treize jours après celui d'Antenne 2 (*Le Monde* du 12 juillet), le conseil d'administration de FR 3 a entériné, mercredi 24 juillet, les textes qui lui étaient soumis : le projet de réforme « Télévision publique » a été adopté à l'unanimité, le plan social - 536 suppressions d'emplois, 50 créations de postes - a recueilli dix voix contre deux (celles des représentants du personnel). Une affaire rondement menée, sans grève ni mouvement social d'envergure pour l'instant.

La tension demeure vive toutefois et le risque d'un conflit est loin d'être écarté, comme l'a montré, mardi 23 juillet, la vigueur des oppositions au comité central d'entreprise (CCE) de FR 3. Le président Bourges accusait les organisations syndicales d'avoir « tenté de repousser » à la mi-septembre le prochain CCE prévu pour le 12 août, alors que lui-même suggérait, à titre de compromis, la fin du mois prochain.

« Si aucun accord n'est trouvé, le tribunal tranchera », menaçait le PDG. M. Bourges cherche à passer en force, rétorquait la CFDT. Dans l'immédiat, aucune consultation des comités d'entreprise (régionaux) sur quelque point du plan de restructuration ne saurait intervenir sans que soit commis un délit d'entrave aux fonctions et attributions du CCE. Depuis, des deux parties sont parvenues à un compromis sur le 30 août mais la querelle n'est pas que de procédure. Beaucoup

mieux implantés que ceux d'Antenne 2, les syndicats de FR 3 jouent la montre et ménagent leurs forces pour la rentrée.

Parcours sans faute et tension sociale persistante : le président commun aux deux chaînes publiques s'estime plus que jamais fondé à demander le respect par l'Etat de ses engagements financiers. Devant son conseil d'administration, il a rappelé que le gouvernement de M. Michel Rocard avait promis 1 milliard de francs supplémentaires pour Antenne 2 et FR 3 en 1992, « contrepartie indispensable à l'effort accompli par les personnels des deux chaînes ».

Le ministre de la communication, M. Georges Kiejman, a en effet informé M. Bourges de l'extrême apreté des négociations interministérielles sur le budget 1992 et de la tentation du ministère du budget de ramener le milliard d'argent frais à... 660 millions ! Bercy souhaitait en effet amputer la somme promise de 200 millions de francs (que les chaînes devraient compenser par un hypothétique surplus de recettes publicitaires) et prélever dans les 800 millions restants les 140 millions nécessaires (35 au titre de 1991, 105 pour 1992) à la montée d'Antenne 2 sur le satellite TDF 1-TDF 2.

Des perspectives inacceptables pour le président Bourges, qui, inquiet, vient d'écrire à M^{me} Edith Cresson à ce sujet. « J'ai bon espoir d'être entendu, laissez-moi tomber. Sinon, j'en tirerai la conclusion. »

P.-A. G.

A la demande de Bruxelles

Une baisse des quotas d'œuvres françaises à la télévision paraît inévitable

La Commission européenne a discrètement esquissé devant les conseillers du gouvernement français, mardi 23 juillet, les contours d'un compromis possible pour mettre fin à la « guerre » opposant Paris à Bruxelles sur les quotas d'œuvres nationales à la télévision.

Saisie par TF 1, M 6 et l'Association des producteurs allemands d'une plainte contre la réglementation française, la Commission avait officiellement transmis au gouvernement ses quatre « griefs » en mai dernier : une définition trop restrictive de l'œuvre; l'obligation pour une œuvre française d'avoir un scénario écrit en français; l'obligation pour les chaînes de diffuser au moins cent vingt heures d'œuvres françaises nouvelles par an aux heures de grande écoute; des règles trop restrictives pour les coproductions cinématographiques (*Le Monde* du 23 mai).

Quatre griefs et autant de demandes d'aménagement de la réglementation qui, si elles étaient intégralement satisfaites, menaceraient l'ensemble du dispositif de protection de la production audiovisuelle française contre l'invasion des films et téléfilms américains. Quatre griefs sur lesquels le gouvernement français se disait toutefois prêt à négocier si sa définition de l'œuvre française - le cœur même de son dispositif de protection - était préservée.

Sabatier et Dallas

« Que, demain, les émissions de plateau, les talk-shows et les variétés soient considérées comme des œuvres et les chaînes pourront satisfaire leurs obligations sans diffuser une seule fiction nationale », s'indignait encore, il y a peu, auteurs et producteurs de cinéma dans un

appel solennel à Bruxelles (*Le Monde* du 4 juillet). Pour ces créateurs - mais aussi pour certains diffuseurs - changer la définition de l'œuvre, c'était réduire la télévision à Sabatier et à Dallas!

L'appel, semble-t-il, a été entendu. En partie, tout au moins. Mardi dernier, les responsables de la Commission ont laissé entendre aux conseillers français qu'ils pourraient tolérer la définition restrictive de l'œuvre française si, dans le même temps, Paris acceptait une baisse du quota d'œuvres françaises imposées aux télévisions. La Commission estime, en effet, que l'actuelle réglementation qui fixe à 60 % le pourcentage d'œuvres européennes - toutes nationalités confondues - que les chaînes doivent diffuser, et à 50 % celui d'œuvres françaises, laisse une part trop restreinte aux productions des Douze. Elle demande que le pourcentage des productions françaises soit abaissé à 40 %.

La réponse des autorités françaises n'est pas encore connue. Le ministre de la culture, M. Jack Lang, véritable héros de la création française, s'est jusqu'ici farouchement opposé à cette perspective. Mais cette intransigeance l'isole aujourd'hui. Les professionnels français eux-mêmes sont divisés. Les chaînes comme les producteurs de télévision considèrent la réglementation française comme économiquement irrationnelle et plaident pour l'abaissement du quota d'œuvres françaises (*Le Monde* du 4 juillet). Le gouvernement, dans sa majorité - le ministre de la communication M. Georges Kiejman en tête - plaide pour plus de réalisme. Il faut savoir terminer une guerre.

PIERRE-ANGEL GAY

EN BREF

Marie-Laure Augry présentera le journal de la mi-journée de la Cinq - Marie-Laure Augry, qui fut pendant près de six ans le pilier du journal de 13 heures de TF1 aux côtés d'Yves Mourousi, présentera à partir de la rentrée le journal de 12 h 45 de la Cinq, du lundi au vendredi. Avec cette nomination, l'équipe des présentateurs de l'information de la chaîne présidée par Yves Sabourret est au complet : Béatrice Schoenberg et Gilles Schneider assurent le « 20 heures » et Jean-Claude Bourret les journaux du week-end.

Deuxièmes rencontres internationales des chaînes d'information se sont à Carcass-Maubuisson. - Organisées par Canal Info, pour l'instant, seule représentante française de cette catégorie, les deuxièmes rencontres internationales des chaînes d'information se tiendront le 30 août, dans le cadre de l'université d'été de Carcass-Maubuisson. Le thème en sera cette année « Quelles chaînes d'information pour l'Europe ? » et permettra de dresser l'inventaire des nombreux projets du secteur, avec des intervenants européens, japonais, et américains.

MARCHÉS FINANCIERS

Comptes inexacts et informations trompeuses

La COB transmet le dossier SMT-Goupil à la justice

La Commission des opérations de Bourse (COB) a annoncé mercredi 24 juillet qu'elle allait transmettre au procureur de la République le dossier du groupe informatique SMT-Goupil, en liquidation judiciaire depuis le 11 juillet dernier (le Monde du 13 juillet). Cette transmission à la justice intervient après l'examen, au cours de sa réunion du 19 juillet, des conclusions du rapport d'enquête relatif à l'information comptable et financière diffusée par SMT-Goupil depuis le 1^{er} janvier 1989. La communication de ces premiers éléments au parquet a été décidée, précise la Commission, sans attendre la fin des autres investigations sur le marché des titres du groupe Goupil.

Les premières conclusions du rapport d'enquête font apparaître que « la société SMT-Goupil avait publié des comptes inexacts et donné une information trompeuse au public, le chiffre d'affaires ayant été artificiellement et fortement majoré » et que « la responsabilité des commissaires aux comptes pourrait être également mise en cause ». Pour le dernier exercice arrêté au mois de mars 1991, SMT-Goupil a annoncé 450 millions de francs de pertes pour un chiffre d'affaires de 830 millions de francs. En 1989, les dirigeants de Goupil revendiquaient un chiffre d'affaires de 1,26 milliard de francs.

Dumez prend le contrôle de Razel et entre dans le capital de la SAE

Le groupe Dumez (qui constitue le pôle « construction et travaux publics » de Lyonnaise des eaux-Dumez) va prendre le contrôle de la société Razel Frères, dont il détenait déjà 13,5 % du capital. Dumez va racheter à la famille Razel sa participation majoritaire directe et indirecte sur la base de 710 francs par action; 32 % environ du capital de Razel, entreprise cotée au second marché, sont dans le public. Avec un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de francs, Razel est la première entreprise française dans le secteur du terrassement; elle a en charge notamment plusieurs chantiers de TGV. Le groupe Dumez - dont le président M. Jean-Paul Parayre a

annoncé récemment une restructuration - indique d'autre part qu'il a décidé de coopérer avec la Société auxiliaire d'entreprises (SAE) dans les domaines d'activité de Razel. Dans ce but Dumez et la SAE partageront à égalité le contrôle de Razel à l'issue du maintien des cours, selon des modalités qui devraient être précisées prochainement.

Enfin Dumez a décidé d'entrer dans le capital de la SAE, que préside M. Jean-Claude Jammes, profitant du rachat des titres que possédait le promoteur M. Michel Pelé, actuellement en difficulté. Dumez prendra 4,5 % de la SAE.

La Commission européenne étend son contrôle sur les entreprises publiques

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

La Commission européenne entend être mieux informée sur les comptes des entreprises publiques du secteur industriel, et notamment sur tous les mouvements financiers entre l'Etat et ces entreprises. Une intention qui vise directement la France et les dotations budgétaires en capital attribuées aux firmes nationalisées. Le nouveau dispositif réglementaire adopté le 24 juillet, à l'initiative de Sir Leon Brittan, le vice-président chargé de la politique de concurrence - et qui ne nécessite pas l'approbation des Douze - devrait permettre à la Commission de vérifier avec plus d'efficacité que dans le passé si, comme le veut le traité de Rome, les entreprises publiques sont mises sur un

Restructuration du système bancaire koweïtien

La fusion des banques commerciales et des sociétés financières koweïtiennes a été programmée pour le mois d'août, a annoncé le gouverneur de la Banque centrale koweïtienne, Cheikh Salem Abdelaziz al-Sabah, dans une interview publiée le 24 juillet par le quotidien al-Wakeel et citée par l'AFP. Le schéma retenu prévoit le regroupement « obligatoire », en une seule institution chaque fois, de quatre banques ou organismes financiers. Cheikh Salem a précisé que la Banque centrale cesserait d'aider les banques et les sociétés financières qui refuseraient de se regrouper.

Cette restructuration est destinée à rendre plus compétitif un secteur qui a souffert de l'occupation irakienne. Avant celle-ci, il existait une dizaine de banques commerciales au Koweït, qui disposaient de 181 succursales. Ce nombre est tombé à 76 actuellement. Cheikh Salem a précisé que les demandes des banques étrangères, qui jusqu'ici n'opéraient pas au Koweït, seraient examinées dans la deuxième moitié de l'année 1992, justifiant ce délai par la nécessité de ne pas exposer, avant l'achèvement du programme de restructuration, les banques koweïtiennes à une « concurrence déloyale ».

piéd d'égalité avec les entreprises privées. Elle cherche ainsi à traquer, au nom de la transparence du marché, les aides d'Etat plus ou moins dissimulées et non justifiées. De 1985 à 1988, le montant des aides qui n'ont pas été notifiées à la Commission s'élevait, selon Sir Leon Brittan, à 10 milliards d'euros (70 milliards de francs).

Les entreprises publiques visées sont celles réalisant un chiffre d'affaire annuel supérieur à 250 millions d'euros. Les Etats membres sont invités à fournir immédiatement les bilans ainsi que les comptes de pertes et profits des exercices 1989 et 1990 de ces entreprises. Pour l'exercice 1991 et les exercices suivants, ils seront tenus de transmettre à Bruxelles, au plus tard six mois après la fin de l'exercice, des informations détaillées sur les apports de capitaux, les apports en fonds perdus, les prêts, les garanties, les dividendes, les bénéfices non distribués, le non-recouvrement des créances. Ces données seront alors évaluées selon une méthode décrite dans la communication de la Commission, afin de décider si les transferts financiers, directs ou indirects, ainsi opérés comportent un élément d'aide. La Commission reconnaît du bout des lèvres que l'Etat actionnaire peut poursuivre d'autres objectifs que la seule recherche du profit, par exemple un objectif de service public. Mais, ajoute-t-elle, il n'est pas exclu que l'aide fournie fausse la concurrence.

PHILIPPE LEMAITRE

Bruxelles autorise le sauvetage de Sabena. - La Commission de Bruxelles a autorisé, le 24 juillet, l'octroi par le gouvernement belge d'une aide à la compagnie publique Sabena pour un montant de 35,2 milliards de francs belges (5,8 milliards de francs français). Cette aide est destinée à sauver la compagnie aérienne de la faillite. Les pertes ont atteint, en 1990, 7,15 milliards de francs belges (1,17 milliard de francs français). La Commission a donné son feu vert à condition que ces subventions soient les dernières et que l'Etat belge ne privilégie plus Sabena. Un plan de restructuration de la compagnie prévoit une diminution d'un quart du personnel et l'entrée d'un partenaire étranger dans son capital.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

NEW-YORK, 24 juillet ↓

Nouveau repli

Deuxième journée de baisse mercredi à Wall Street. Soutenue à l'ouverture, la tendance allait s'inverser au fil des cotations et, à la clôture, l'indice Dow Jones des industriels s'établissait à la cote 2966,23, soit à 17 points (-0,67%) au-dessous de son niveau précédent. Le bilan de la séance a été conforme à ce résultat. Sur 2076 valeurs traitées, 874 ont baissé, 656 ont monté et 542 n'ont pas varié.

L'annonce pour la première fois depuis trois mois d'une baisse de 1,6 % des commandes de biens durables pour juin, une statistique jugée importante pour faire le point sur la situation économique, a jeté un sérieux froid sur le marché. A telle enseigne que des analystes se sont demandé si la reprise de la croissance n'était pas quasiment morte-née. Le sujet est d'ores et déjà débattu dans les milieux financiers. En attendant, cette nouvelle a eu pour effet de faire rebondir le marché obligataire. En particulier, les bons du Trésor à trente ans se sont raffermis durant toute la journée.

L'activité a légèrement diminué.

Au total, 158,53 millions de titres ont changé de mains (contre 180,20 millions la veille), indiquant que les opérateurs qui n'ont pas perdu leur sang-froid.

VALEURS	Cours de 23 juillet	Cours de 24 juillet
Alcoa	72 3/8	70 3/4
AT&T	38 1/2	38 1/8
Banque	43 3/4	42 7/8
Chemical Bank	19 5/8	19 1/2
Du Pont de Nemours	46 1/4	45 3/4
Eastman Kodak	39 7/8	38 1/2
General Electric	58 1/2	57 1/8
Ford	34 1/8	33 3/4
General Motors	41 1/8	40 3/8
Goodyear	37	36 3/8
IBM	102 5/8	102 1/2
ITT	55 1/2	55 1/2
Mobil Oil	67 1/4	66 3/8
Rockwell	68 3/4	68 1/4
Schlumberger	88 5/8	88 1/4
Texas	64 1/4	63 3/4
Union Carbide	20 1/4	20 3/8
USX	24 7/8	24 1/2
Weyerhaeuser	25 1/8	25 1/8
Xerox Corp.	56	55 3/8

LONDRES, 24 juillet ↓

Léger repli

La Bourse de Londres a repris son rythme mercredi après son record historique de la veille. L'indice des actions de la FTSE 100 a cédé 7,4 points à 2.580,5, soit un repli de 0,3 %.

Les valeurs ont reperdu un peu du terrain gagné sous l'influence de la baisse de la fin de la semaine de Wall Street et d'un rapport de conjoncture pessimiste de l'Association des chambres de commerce britanniques. Selon ce rapport, il ne faut pas s'attendre à une reprise économique soutenue avant la fin de 1992.

FAITS ET RÉSULTATS

Du Pont : 21 % de bénéfice en moins. - Du Pont, premier groupe chimique américain, annonce pour le deuxième trimestre un bénéfice net de 549 millions de dollars, en baisse de 21 % par rapport à la même période en 1990, en raison d'une diminution de la demande et de fluctuations de change défavorables. Le chiffre d'affaires est, lui, en hausse de 2 % à 9,6 milliards de dollars. Le président, Du Pont, M. Edgar Woolard, observe qu'en dépit d'une progression de 38 % des bénéfices engendrés par les activités pétrolières du groupe et de signes de reprise dans certaines de ses opérations de fabrication de fibres aux Etats-Unis, la faiblesse persistante de la demande dans des marchés-clés a pesé sur les derniers résultats trimestriels. Pour le premier semestre 1991, le bénéfice net de Du Pont a reculé de 13 % pour totaliser 1,14 milliard de dollars sur un chiffre d'affaires de 18,2 milliards de dollars.

La société de bourse Ferri redonne son capital. - Le Crédit foncier de France a augmenté sa participation dans la société de bourse Ferri et devient son principal actionnaire avec 33,5 % des actions contre 15 % auparavant, a annoncé mardi 23 juillet la société de bourse. Ce rachat a été financé par une redistribution de capital. La part détenue par l'UAP passe de 3 % à 6,6 % et celle de la Caisse des dépôts est maintenue à 10 %. « Par cette redistribution de son capital, la société de bourse Ferri conforte ses relations avec ses grands partenaires, qui détiennent désormais à eux trois plus de 50 % du capital », déclare M. Ferri, MM. Alain et Bernard Ferri conservent 33,5 % du capital, le solde étant détenu par des membres du personnel et d'autres personnes physiques. La société de bourse, qui a réalisé en 1990 un bénéfice de 8 millions de francs, prévoit un résultat positif pour 1991 de l'ordre de 4 millions de francs.

Bayser coté à la bourse de Milan. - Le géant allemand de la chimie Bayer a reçu le feu vert des autorités boursières pour faire coter ses titres sur la place financière de Milan. Dans un communiqué, le groupe souligne que 130.000 titres seront proposés aux investisseurs italiens à compter du 29 juillet. Les titres Bayer sont déjà cotés à Londres, Tokyo, Paris, Stockholm,

PARIS, 24 juillet ↑

Sans ressort

La Bourse de Paris a fait preuve de bonnes dispositions - sans excès - mercredi pour cette première séance du nouveau terme boursier. En légère hausse de 0,08 % au début des transactions, les valeurs françaises continuaient de progresser au fil des échanges et affichaient une avance de 0,5 % en fin de matinée. Le mouvement devait toutefois se ralentir par la suite. En début d'après-midi, leurs gains avoisinaient 0,3 %. Plus tard dans la journée, l'indice CAC 40 s'appréciait de 0,35 % sur son niveau de la veille.

Comme le notaient de nombreux opérateurs, cette bonne tenue de l'indice CAC 40 n'avait que peu de signification, compte tenu de la faiblesse des courants d'échanges. D'ailleurs, certains opérateurs se demandaient, à la mi-séance si le mouvement allait se poursuivre. Le début du mois boursier d'août a certes favorisé des prises de positions à l'achat, mais, passée cette vague mensuelle, le terme médiocre du MATIF à l'ouverture, déprimé par le marché allemand, devait de nouveau alourdir dans une certaine mesure la tendance.

Du côté des valeurs, le marché parisien accueillait ce mercredi au

réglement mensuel cinq nouveaux

titres étrangers et trois français :

Procter et Gamble, Mitsubishi

Corp., American Barick, Volkswagen

et Wagons-Lits d'une part, Clarian, SCOR et Sophia-Bail

d'autre part. Institut Mérieux était

en tête des baisses à la mi-

séance avec près de 10 % pour

1740 titres alors que le volume

moyen traité porta sur environ

500 titres. Les ordonnances anti-

buisement se recula à la décision de

suspendre la distribution de l'im-

mobilier, médicament expérimenté

dans le cadre de la lutte contre le

Sida.

TOKYO, 25 juillet ↑

La hausse se ralentit

Pour la troisième journée consécutive, la tendance s'est raffermie jeudi au Kabuto-cho. Mais cette fois le mouvement s'est très fortement ralenti. Très lent au départ, il devait le rester et, à la clôture, l'indice Nikkei s'appréciait de 0,15 % à 23.332,72.

De l'avis général, les investisseurs redoublent de prudence. Beaucoup redoutent en effet que le scénario boursier ne fasse de nouvelles vagues. Ils attendent en particulier le résultat des sociétés américaines qui cadrent par la commission financière de la chambre basse.

VALEURS	Cours de 24 juillet	Cours de 25 juillet
Alcoa	1180	1140
Bridgestone	1050	1050
Daiichi	1580	1580
Fuji Bank	2320	2470
Honda Motor	1430	1430
Hitachi	1710	1690
Mitsubishi Heavy	718	721
Sany Corp.	8180	8180
Toyota Motor	1680	1680

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3380	3430	Idemov	123	127
Amatel Assoc.	296 10	296 10	Immob. Hérédité	885	888
B.A.C.	121	128	Immat. Computer	161	161
Banque Ventes	815	815	IPBM	93 50	90 70
Batran (Ly.)	351	353	Loca invest	245	245
Bosser (Ly.)	209	213	Locamc	75	75
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	914	913	Mars Comm	117	118
Calson	370	370	Miles	146	146
Carif	663	679	Paul Fapach	391 50	400
CEGEF	152 50	153	Rasil	780	780
CEPI	273	275	Rhone-Alp Eau (Ly.)	323	323
CALIM	804	801	S.H.M.	146	161
Codreux	270	270	Select Invest (Ly.)	37 50	100
Conform	1050	1040	Sento	350	386
Crosta	171	171	S.M.T. Goupil	130	130
Dagbl	410	409	Sopra	289 70	289 70
Dalme	1134	929	TFI	339 40	337 50
Demachy Worms Co.	499	499	Thermador H. Ly.	282	273 60
Dewarley	933	929	Unilog	194	196
Deville	305	311	Unif Co.	80	80
Edison	130	130	Y St-Laurent Group	785	785
Edison Belgium	221	221			
Europ. Propriety	263	261 50			
Finacor	116	118			
Frankopac	135	137			
GFF Group (Am.J.)	231 70	231 90			
Grand Livre	388	386			
Gavogaph	218	218			
Groupe Origny	663	663			
Gorrell	950	950			
L.C.C.	215	215			
IDA					

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 24 juillet 1991
Nombre de contrats : 77 931

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	104,68	104,70	104,64
Précédent	104,78	104,78	104,62

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
105	0,46	1,06	0,85	1,33

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 9 310

COURS	Juillet	Août	Septembre
Dernier	1 780	1 792,5	1 806,5
Précédent	1 782	1 797	1 812

CHANGES

Dollar : 5,92 F ↓

Le dollar restait faible jeudi 25 juillet, le mark profitant de l'annonce d'une accélération de l'inflation en juillet. A Paris, la monnaie américaine cotait 5,92 francs contre 5,9450 francs mercredi à la cotation officielle.

FRANCFORT	24 juillet	25 juillet
Dollar (en DM)	1,7482	1,7460
TOKYO	24 juillet	25 juillet
Dollar (en yen)	136,87	137,60

MARCHÉ MONÉTAIRE	
(effets privés)	
Paris (25 juillet)	9 3/8-1/2 %
New-York (24 juillet)	5 1/2 %

BOURSES

PARIS (MISE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises	23 juillet	24 juillet
Valeurs étrangères	114,20	114,60
(SBF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC	468,12	467,25
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1768,93	1778,07

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles	23 juillet	24 juillet
Londres (indice Financial Times)	2963,23	2964,23
100 valeurs	287,90	288,50
30 valeurs	2066,10	1999,60
Mises d'or	233,40	198,60
Fonds d'Etat	84,72	84,70

FRANCFORT

Dax	23 juillet	24 juillet
Nickel Dow Jones	1 632,94	1 621,69
Nickel Dow Jones	23 297,47	23 332,71
Indice général	1 815,21	1 818,23

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Rep. + ou disp.	Rep. + ou disp.	Rep. + ou disp.
\$ E.-U.	5,9265 5,9285 + 173	+ 183 + 350 + 370	+ 940 + 1000
\$ can.	5,1387 5,1427 + 23	+ 36 + 54 + 77	+ 149 + 218
Yen (100)	4,3077 4,3123 + 76	+ 84 + 157 + 175	+ 503 + 549
DM	3,3963 3,3994 + 6	+ 21 + 14 + 35	+ 2 + 50
Florin	3,0148 3,0166 + 7	+ 15 + 12 + 27	+ 9 + 51
FR (100)	16,5176 16,5277 + 49	+ 100 + 100 + 201	+ 87 + 386
FS	3,8944 3,8970 + 47	+ 61 + 94 + 117	+ 295 + 347
L (1 000)	4,5999 4,6032 + 84	+ 63 + 169 + 137	+ 532 + 464
£	9,0773 9,0866 + 149	+ 120 + 287 + 242	+ 669 + 540

TAUX DES EUROMONNAIES

	6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
\$ E.-U.	6 1/8	6 1/8	5 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 3/8
DM	8 1/16	8 1/16	8 1/16	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 3/8
Yen	8 1/2	8 1/2	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	9 1/8
Florin	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	9 1/8
FR (100)	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	9 1/8
FS	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	9 1/8
L (1 000)	10 7/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 7/8
£	11	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
Franc	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Avec Le Monde sur Minitel

Admission :

ESC

سوق المال

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 JUILLET

Cours relevés à 18 h 05

PARIS

Table with 5 columns: Cours préc., Dernier cours, VALEURS, Cours préc., Dernier cours. It lists various stock indices and their values.

LA BOURSE SUR MINITELE 36-15 TAPEZ LE MONDE

Table with 5 columns: Cours préc., Dernier cours, VALEURS, Cours préc., Dernier cours. It lists various stock indices and their values.

Table with 10 columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff., Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff., Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff., Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff. It lists various stock indices and their values.

COMPTANT (sélection) SICAV (sélection) 23/7

Table with 10 columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff., Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff., Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff., Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff. It lists various stock indices and their values.

Cote des Changes Marché libre de l'or

Table with 10 columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff., Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff., Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff., Valeurs, Cours préc., Dernier cours, % diff. It lists various stock indices and their values.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 46-72-67

CHANGES SOURCES

Table with 5 columns: Cours préc., Dernier cours, VALEURS, Cours préc., Dernier cours. It lists various stock indices and their values.

TAUX DES EURO-DOVNAIES

Table with 5 columns: Cours préc., Dernier cours, VALEURS, Cours préc., Dernier cours. It lists various stock indices and their values.

TAUX DES EURO-DOVNAIES

Table with 5 columns: Cours préc., Dernier cours, VALEURS, Cours préc., Dernier cours. It lists various stock indices and their values.

DÉFENSE

Dans l'armée de terre, à compter de septembre

La France crée sa brigade de missiles nucléaires Hadès

Le gouvernement français vient de donner son accord à la constitution, à partir du 1^{er} septembre prochain, de la brigade de missiles nucléaires préstratégiques Hadès. C'est le général de brigade Marie de Cherge qui vient d'être désigné, mercredi 24 juillet, par le conseil des ministres pour en assurer le commandement.

Cette décision est une « première » et elle témoigne de la volonté de la France de mettre en place, à partir de 1992, les éléments de sa dissuasion nucléaire préstratégique au sein de l'armée de terre. Il existe, d'autre part, des éléments de cette même dissuasion dans l'armée de l'air, avec les Mirage 2000 N, et dans la marine, avec les Super-Étendard, tous deux armés du missile aéroporté ASMP (air-sol à moyenne portée).

Le missile sol-sol Hadès est monté, en deux exemplaires à chaque fois, sur une plate-forme, qui est un semi-remorque banalisé et totalement autonome jusqu'à l'instant du tir. Ce système d'armes remplacera le Pluton - un missile monté sur le châssis d'un blindé

AMX-30, - qui équipait cinq régiments d'artillerie et qui sera progressivement retiré du service.

Pour des raisons politiques, financières et militaires, le programme Hadès a été très sensiblement réduit par rapport aux prévisions. Réunis en une brigade qui sera directement sous le contrôle du chef d'état-major des armées, à la différence des formations Pluton, qui relevaient des corps d'armée, les Hadès armeront deux unités : d'abord, le 15^e régiment d'artillerie à Suippes (Marne); ensuite, le 3^e régiment d'artillerie à Mailly-le-Camp (Aube). Soit, au total, vingt lanceurs et quarante missiles, pour un coût de 13,5 milliards de francs. A l'origine, le programme Hadès représentait 60 lanceurs et 120 missiles pour 17,5 milliards de francs.

Par rapport au Pluton, le missile Hadès porte sa charge nucléaire à une distance quatre fois supérieure (moins de 500 kilomètres). Mais, surtout, il a des capacités nettement accrues de mobilité, d'invulnérabilité, de pénétration des défenses adverses et de diversité dans ses modes d'attaque. La tête explosive qui peut atteindre une puissance de l'ordre de 80 kilotonnes - est réglable selon l'effet militaire attendu.

A plusieurs reprises, des critiques se sont élevées contre le Hadès, sous l'argument que sa portée en ferait un missile frappant des cibles sur le territoire d'Etats désormais amis en Europe. Le président de la République a toutefois maintenu le programme. Le Hadès est aujourd'hui le seul missile sol-sol mobile déployé en Europe de l'Ouest: son aptitude à se mouvoir au gré des circonstances et sa discrétion peuvent en faire, selon ses partisans, un outil de la dissuasion européenne.

[Né le 24 septembre 1935 à Colmar (Haut-Rhin) et ancien saint-cyrien, Marie de Cherge est officier de formation. Il a servi comme jeune lieutenant d'artillerie classique en Algérie, puis il a commandé, comme capitaine, une batterie de missiles Honest-John - un matériel de conception américaine qui pouvait être équipé d'une charge nucléaire pour le compte du commandement de l'OTAN - au sein du 68^e régiment d'artillerie à Trèves (Allemagne) entre 1967 et 1969. De 1982 à 1984, il a commandé, comme colonel, le 4^e régiment d'artillerie nucléaire à Laon-Couvron (Aisne), doté de missiles Pluton. Entre 1984 et 1987, il a été adjoint à la division nucléaire de l'état-major des armées. Promu général de brigade en décembre 1987, Marie de Cherge était jusqu'à présent adjoint au général gouverneur militaire de Nancy.]

Nominations militaires

Les généraux Lafont et de Peyrelongue reçoivent leur quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 24 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. - Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division André Lafont et Gérard d'Auber de Peyrelongue.

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Jean Teyssier, Edouard Litaye et Jean Bassacres ; général de brigade, les colonels Jean-Louis Mottier (nommé adjoint au général commandant la 15^e division d'infanterie et la circonscription militaire de défense de Limoges), Roland Bock (nommé adjoint au général commandant la 2^e corps d'armée et les forces françaises en Allemagne), Jean-Pierre Barthélemy, Michel Monier Vinard (nommé adjoint au général directeur de l'enseignement militaire supérieur de l'armée de terre et commandant l'Ecole supérieure de guerre), Jean Tychensky (nommé délégué militaire départemental de la Seine-Maritime et adjoint au général commandant la circonscription militaire de défense de Rennes), Michel Dreano (nommé directeur du génie de la circonscription militaire de défense de Lille), Pierre Gourmen et Jean Cosseloy ; commissaire général de brigade, le commissaire colonel Denis Barthod (nommé directeur du commissariat de la circonscription militaire de défense de Besançon).

Sont nommés : chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de division Michel Brisach ; adjoint au général commandant la Force d'action rapide, le général de division Jean-Claude Bertin ; adjoint au général commandant la région militaire de défense Atlantique et la circonscription militaire de défense de Bordeaux, le général de division Jean Tardy ; adjoint au général gouverneur militaire de Lille et commandant le 3^e corps d'armée, le général de division Pierre Bourdureau ; gouverneur

militaire de Strasbourg, commandant la division du Rhin, délégué militaire départemental du Bas-Rhin, adjoint au général commandant la circonscription militaire de défense de Metz, le général de division Christian de Germay ; adjoint au général commandant la 1^{re} armée, le général de division Max Robert ; adjoint au général commandant le 2^e corps d'armée et les forces françaises en Allemagne, le général de division Jean Sengeisen ; directeur de l'Ecole supérieure des officiers du service d'état-major, le général de division Jacques Vidal ; commandant la 7^e division blindée et la circonscription militaire de défense de Besançon, le général de division Paul Brutin ; commandant la brigade Hadès, le général de brigade Marie de Cherge ; directeur de l'Ecole d'état-major, le général de brigade Maurice Bonte ; adjoint au général commandant la circonscription militaire de défense de Rennes, le général de brigade Jacques Sicard ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris, commandant militaire de l'île-de-France, le général de brigade Armand Imbert de Balorre ; commandant la 2^e division blindée, le général de brigade Henri Paris ; adjoint au général commandant la 15^e division d'infanterie et la circonscription militaire de défense de Limoges, le général de brigade Philippe Therynt ; sous-chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Yves Crene ; délégué militaire départemental de Paris, adjoint au général gouverneur militaire de Paris et commandant militaire de l'île-de-France, le général de brigade Bernard Videlo ; adjoint au général commandant la 3^e division blindée, le général de brigade Jean Kelche ; adjoint au général commandant la circonscription militaire de défense de Lille, le général de brigade Claude Gabaston ; délégué militaire départemental de la Côte-d'Or et adjoint au général commandant la circonscription militaire de défense de Besançon, le général de brigade Michel Barret.

• Air. - Sont promus : général de division aérienne, les généraux de brigade aérienne Alain Bernier et Alain Dumas ; général de brigade aérienne, les colonels François Regnault (nommé commandant la zone aérienne de défense Nord-Est) et Pierre Wiroth.

Sont nommés : inspecteur des réserves et de la mobilisation de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Bernard Deperris ; adjoint « chasse » au général commandant la Force aérienne tactique, le général de brigade aérienne Jean-Pierre Job ; chef de la division « plans-programmes-espace » de l'état-major des armées, le général de brigade aérienne Christian Fontaine ; adjoint « opérations » au général commandant la région aérienne Atlantique et la zone aérienne de défense Sud-Ouest, le général de brigade aérienne Jean-Georges Brevet.

• Armement. - Sont nommés : directeur des constructions navales, l'ingénieur général de première classe Jacques Grossi ; chef du service central des affaires industrielles, l'ingénieur général de deuxième classe Jean-Paul Gillybois.

• Gendarmerie. - Est promu général de brigade, le colonel Francis Avrial.

• Service de santé. - Sont nommés : directeur du service de santé de la région aérienne Nord-Est, le médecin général Pierre Pesquies ; directeur du service de santé de la région aérienne Atlantique, le médecin général Jean Dronou ; directeur du service de santé de la Force d'action rapide, le médecin général Jacques Videlo ; commandant l'Ecole nationale des officiers de réserve du service de santé, le médecin général Pierre Boyot ; chef du service de santé de la circonscription militaire de défense de Lille, le médecin général Pierre Dessalles.

GRANDES ÉCOLES

Ecole de l'air

(par ordre de mérite)

Pilotes

Guillaume de Ranieri (1), Antoine Sadoux (2), Eric Alarid (3), Eric d'Alang (4), Edouard Hubin (5), Stéphane Viallet (6), Stéphane Hillon (7), Etienne Costal (8), Eric Biron (9), Fabrice Raharisona (10), Jean-Emmanuel Astier (11), Frédéric Ugo (12), Jean-Luc Anselin (13), Philippe Richard (14), Stéphane Saint-Arroman (15), Bertrand Vialat (16), Christophe Coste (17), Alain Courton (18), David Caroff (19), Hervé Dumas (20), François Le Bannier (21), Jean-Louis Dubert (22), Renaud Chavane (23), Cédric Baglioni (24), Jean-Philippe Scherer (25), Luc Bailly (26), Olivier Lapray (27), Sébastien Fontaine (28), Stéphane Fellah (29), Bruno Canus (30), Olivier Mazzolini (31), Jean Dorre (32), Marc Lefebvre de Saint Germain (33), Nicolas Martin (34), Christophe Bollaud (35), Laurent Zazzera (36), Frédéric Fayot (37), Cyrille Testu (40), Gilles Carre

1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
8	10	16	32	37	47	34
20	22	26	38	45	47	37

• Basiers
Pascal Gillouy (1), Quémia Reverchon (2), Yves Gourlin (3), Christophe Mondin (4), Pascal Fontaine (5), Nicolas Panettier (6), Matthias Schmitz (7).

CARNET DU Monde

Naissances

- Agnès HOFFENBACH et Dominique BARBIER ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Lola,

le mercredi 10 juillet 1991, au Hertford British Hospital, 103, rue de la Tombe-Issoire.

Mariages

- M^{me} Georges BOURRET, M^{me} Alfred MAINAUD, M^{me} Daniel LELONG, M^{me} Claude MAINAUD, sont heureux de faire part du mariage de leurs petits-enfants et enfants

Ariane et Laurent,

à Prades (Ardèche), le samedi 27 juillet 1991.

Décès

- Thierry Ealet, Et Robert Fiorelli, leurs familles et leurs amis, M^{me} et M^{me} Baule, ses parents, ont l'immense peine de vous apprendre la mort de

Serge BAULE,

le 23 juillet 1991.

La cérémonie aura lieu le 27 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Irénée, Lyon-5^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Sa mère, Sa famille, Ses amis, ont l'immense douleur de faire part du décès, à l'âge de quarante-quatre ans, de

Patrick BRUYNINCKX,

le 15 juillet 1991.

Patrick n'a pas survécu aux blessures dont il a été victime lors de l'accident du boulevard Henri-IV, le 19 juin 1991.

Après la cérémonie religieuse, il a été inhumé au cimetière de Saint-Mandé-Sud, le 23 juillet.

M^{me} R. Bruyninckx, 75, boulevard de Charonne, 75011 Paris.

- M^{me} Antoine Caciaguerra, M^{me} et M^{me} Guy Pons, M^{me} et M^{me} Daniel Louet et leur fils, M^{me} et M^{me} Philippe Pons, M^{me} et M^{me} Claude Caciaguerra et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marcelle CELLOU,

survenu le 20 juillet 1991, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

- M^{me} Pierre Cordonnier, née Eliane Prache, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CORDONNIER,

survenu le 19 juillet 1991, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

48, avenue d'Iéna, 75116 Paris.

- M. Jacques FAMERY, M^{me} Krystyna FAMERY, née Nowakowska, ont la douleur de faire part du décès de leur fils

Boris,

survenu accidentellement, à Paris, le 17 juillet 1991, à l'âge de vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière du Montparnasse, le vendredi 26 juillet, à 15 h 30.

- Oran, Nice, Marseille, Paris.

M^{me} René Faucher, née Suzanne Fondacci, Le docteur André Faucher et M^{me}, née Claude Giribaldi et leurs enfants, M. Alain Le Marchal et M^{me}, née Arlette Faucher, et leur fille,

M. Claude Nicolay et M^{me}, née Claude Faucher, et leurs enfants, Les familles Fondacci, Chevassut, Giribaldi, Leriche et Baillet, ont la douleur de faire part du décès de

M. René FAUCHER,

chirurgien-dentiste honoraire, survenu à Nice, le 19 juillet 1991, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées à Nice, le lundi 22 juillet.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

93, boulevard Edouard-Herriot, 06200 Nice.

- Nous avons appris le décès de

Charles PÉAN,

commissaire général de l'Armée du salut.

(Le Monde du 25 juillet.)

[Né le 28 février 1901 à Neuilly-sur-Seine, Charles Péan effectua, après sa maîtrise de théologie obtenue à la faculté de théologie de Paris, toute sa carrière à l'Armée du salut. Il créa et dirigea la mission de l'Armée du salut au Guyane avant de devenir chef des œuvres sociales de l'Armée du salut en France en 1944. Il est ensuite nommé secrétaire général en Autriche et en Suisse en 1953, puis commissaire général en France et en Afrique du Nord de 1957 à 1966, avant de retourner en Suisse et en Autriche. De 1971 à 1985, il est représentant de l'Armée du salut auprès des organisations internationales ayant leur siège à Genève.]

- M^{me} Margot Labbé et ses enfants, M^{me} et M^{me} Paul Vieillard et leurs enfants, M^{me} Gisèle Piet, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Henri PIET,

née Lucille Dumont-Wildes, dite Lucille Augeron, correspondante du *Peuple* et du *Sillon belge*, chevalier de l'Ordre de la Couronne, officier du Mérite agricole,

le 18 juillet 1991.

Le service funéraire a eu lieu dans l'intimité.

63, avenue du Roule, 92200 Neuilly, 103, rue du Point-du-Jour, 92100 Boulogne-Billancourt.

- Simone et Jean-Jacques Goblot, André et Lucien Chich, Catherine et Daniel, Marianne et Mario, Danièle et Erick, Laurence et Ludovic, Emmanuelle et Patrick, ont la tristesse de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M^{me} René PLANA,

née Alice Gerspillois,

survenu le 23 juillet 1991.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 82 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communications diverses 95 F

Thèses étudiants 50 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal Officiel du jeudi 25 juillet 1991

DES DECRETS
- n° 91-706 du 22 juillet 1991 portant création et organisation provisoire de l'université de Marne-la-Vallée.

- n° 91-707 du 22 juillet 1991 portant création et organisation provisoire de l'université d'Evry-Val d'Essonne.

- n° 91-708 du 22 juillet 1991 portant création et organisation provisoire de l'université de Cergy-Pontoise.

- n° 91-709 du 22 juillet 1991 portant création et organisation provisoire de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Mary RICHARDSON,

survenue le 11 juillet 1991, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Elle repose au cimetière de Cauté (Eure).

- Le 23 juillet 1991.

M^{me} Jeanne ROGUES,

a quitté cette vie, à l'approche de ses quatre-vingt-douze ans, dans la communion du Christ et de ceux qu'elle a aimés.

De la part de Jean Rogues, son fils,

Marie-Thérèse Breton, sa filleule,

Maïté et Michel Larrouy, Maguy Rogues et Pierre-Yves Bugeau,

Monique et Maxime Fulchiron, ses neveux et nièces,

Teresa Matyssek, qui a déclaré sa dernière année,

Ses petits-neveux et petites-nièces, Et des amis très chers.

La célébration aura lieu en l'église Notre-Dames-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6^e, le lundi 29 juillet à 10 h 30, et l'inhumation le lendemain, à Mazères (Ariège).

92 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

- M^{me} Lydie Scambato,

son épouse,

Gill et Martine Scambato-Hervé,

Dominique Scambato,

Frédérique et Serge Lafortune-Scambato,

ses enfants,

Arnaud Scambato-Hervé,

Antonin Scambato-Hervé,

David Lafortune-Scambato,

Clara Lafortune-Scambato,

ses petits-enfants,

M^{me} Edith Scambato,

sa sœur,

Ses neveux et nièces,

Les familles Scambato, Stupengco,

Et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard SGAMBATO,

dit Jean-Michel,

survenu le 14 juillet 1991, dans sa soixante-treizième année.

La cérémonie d'incinération a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le lundi 22 juillet, dans la plus stricte intimité.

13, rue Nicolas-Fortin, 75013 Paris.

- M^{me} Alfred Toutou,M^{me} Colette Astier,Le docteur et M^{me} Hervé Toutou,

Françoise Toutou et Vincent Cornu,

Anne et Emmanuel Astier,

Maud et Cécile Toutou,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Alfred TOUITOU.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le mardi 23 juillet 1991, au cimetière du Père-Lachaise.

17, rue de la Chine, 75020 Paris.

Remerciements

- Monique Tannous, Shirine Tannous, Jeanine Tannous, Catherine Bourgey, Philippe Bourgey, Robert et Christiane Pager et leurs enfants,

Et leurs familles, remercient très chaleureusement tous ceux qui, par leur présence ou leurs témoignages d'amitié, leur ont apporté un soutien précieux lors du décès de

Paul TANNOUS.

Anniversaires

- Le 26 juillet 1990, nous quitte

Gérard MINVILLE,

sénateur des Landes, questeur du Sénat.

Son épouse Et sa famille demandent une pensée émue à tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

- Il y a deux ans, le 26 juillet 1989,

François PIGEAUD

nous quitte.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Pompes Funèbres
Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
sans visa

1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
8	10	16	32	37	47	34
20	22	26	38	45	47	37

مكتبة الأنجل

En visite au Portugal

M^{me} Cresson annonce le proche dénouement de la négociation sur les importations d'automobiles japonaises

M^{me} Edith Cresson a achevé jeudi, 25 juillet en milieu de journée à Lisbonne, son premier déplacement à l'étranger depuis son arrivée à Matignon. Accompagnée de M^{me} Edwige Avice, ministre de la coopération et du développement, et Elisabeth Gulgou, ministre déléguée aux affaires européennes, et de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, la première ministre a effectué une visite de travail d'une vingtaine d'heures, centrée sur ses entretiens, mercredi, avec le président de la République, M. Mario Soares, et son premier ministre, M. Aníbal Cavaco Silva, et jeudi matin avec une délégation de responsables économiques.

LISBONNE

de notre envoyé spécial

M^{me} Cresson ne faisait, en venant au Portugal, que tenir un engagement de M. Michel Rocard qui, n'ayant pas prévu son départ de la tête du gouvernement, avait fixé ce voyage en juin. Elle n'a pas fait mystère qu'elle n'avait pas l'intention de multiplier ce genre de visite, confiant « qu'un chef de gouvernement n'avait pas vocation à voyager ».

Ce déplacement aura été pour le premier ministre des plus paisibles. Les relations économiques ont été qualifiées par les deux partenaires de satisfaisantes. L'an dernier, la France fut le deuxième client du Portugal après l'Allemagne et devant l'Espagne et son troisième fournisseur. Les affaires paraissent même encore s'améliorer puisque les Français sont en train de prendre une part prépondérante dans l'important programme de privatisation portugaise, déclenché il y a un an et demi. Et mercredi matin, les Portugais avaient tenu à leur façon à saluer cette bonne entente en confirmant la commande, par leur compagnie aérienne nationale, de quatre nouveaux Airbus A-320.

Hormis quelques frissons mineurs sur les institutions, les deux pays semblent partager la même vision de l'Europe, point sur lequel chacun a tenu à insister. Le Portugal s'apprête à prendre, à compter du premier janvier 1992, la présidence de la Communauté, et le refus d'une Europe à deux vitesses a bien été réaffirmé par les deux parties. M^{me} Cresson a tenu à rendre hommage « au soutien sans faille » du Portugal à la France dans la négociation entre la CEE et

le Japon sur les importations de voitures japonaises, négociation qui, selon elle, « va aboutir ces jours-ci dans de bonnes conditions pour l'Europe ». « Les quotas à l'importation seront supprimés en 1999 selon un processus et un rythme qui nous conviennent », a-t-elle précisé.

Propos diplomatiques

Reste que au cours de la conférence de presse, le premier ministre français aura pu vérifier par elle-même que son parler cru trouvait un certain écho par-delà les frontières. Ses petites phrases contre les Japonais ont été relevées et elle fut contrainte de s'expliquer encore. « Je ne déteste pas les Japonais, a-t-elle répété. Mais on ne peut pas dire dans le même temps à des responsables qu'on attend d'eux qu'ils défendent l'emploi et leur reprocher d'avoir une attitude ferme vis-à-vis des concurrents ».

Enfin, ses récents propos sur l'immigration clandestine ne sont pas non plus passés inaperçus dans un pays dont, encore aujourd'hui, plus de huit cent cinquante mille ressortissants travaillent en France. Certains titres de la presse portugaise furent peu flatteurs pour celle qu'un hebdomadaire de Lisbonne a même appelé « *Edith Le Pen* ». Pour penser ces récents propos sur les intentions françaises, M^{me} Cresson n'a eu de cesse de flatter « l'ardeur au travail » et le « concours très apprécié » de la communauté portugaise en France. En termes pour une fois diplomatiques, tout cela était bien dit !

DANIEL CARTON

GRANDE-BRETAGNE

Les homosexuels pourront accéder à la haute fonction publique

Les homosexuels pourront désormais accéder aux plus hautes responsabilités dans l'administration britannique a annoncé, mercredi 24 juillet, le premier ministre britannique, M. John Major, dans une réponse écrite à la Chambre des Communes. Jusqu'à présent, l'homosexualité empêchait d'accéder à certaines hautes fonctions, notamment dans le corps diplomatique, « parce

que, a précisé M. Major, l'homosexualité est un délit dans certains pays ». Selon lui, « les homosexuels souhaitent vivre plus ouvertement leur sexualité, leur style de vie et leurs relations ». Le premier ministre a ajouté que, mis à part le cas spécifique des forces armées où l'homosexualité reste une infraction, « il ne devrait désormais y avoir aucun poste pour lequel l'homosexualité est une barrière automatique ». — (AFP.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 juillet

Hésitante

La tendance était un peu plus lourde jeudi matin à la Bourse de Paris après la petite reprise technique de la veille. En retrait de 0,23 % dès le début des transactions, les valeurs françaises devaient toutefois repasser dans le vert au bout d'une heure et offrirent une petite hausse de 0,06 %.

Progression de Printemps, Hachette. Recul de SCOA et Lyonnaise des eaux-Dumex.

METRAGE ET "COUTURAGE" SONT LES DEUX MERVEILLES DE LA MODE

COUTURE + COURAGE = "COUTURAGE" c'est-à-dire votre robe, jupe ou ensemble faits par vous, à votre goût, à votre idée, etc.

METRAGE, aucun problème, il y en a des milliers chez Rodin, de toutes les matières, couleurs, dessins, fantaisies.

Les Nouveaux Métrages, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

La force multinationale de protection des réfugiés du nord de l'Irak

La France déploie un détachement aéroterrestre en Turquie

La France a commencé, jeudi 25 juillet, de déployer en Turquie un contingent militaire terrestre et aérien, dans le cadre de sa participation à la force multinationale de protection et de dissuasion susceptible de venir en aide aux populations qui se sont réfugiées dans le nord de l'Irak.

Ce détachement se compose principalement de deux cent cinquante hommes, équipés de véhicules de liaison et de transport, et d'une escadron de huit avions Mirage F1 CR ravitaillables en vol par un C 135F. Ces forces seront basées à Silopi, pour ce qui concerne les éléments terrestres formés à partir d'une compagnie

d'infanterie et d'une section du génie, et à Incirlik, pour la composante aérienne. Le Mirage F1 CR de l'armée de l'air française a la double particularité d'être un avion de reconnaissance (doté d'une caméra et de moyens infrarouge ou électromagnétiques pour le recueil du renseignement) et de pouvoir être armé pour l'appui de forces au sol (avec aussi des contre-mesures de guerre électronique).

Au ministère de la défense, on explique que cette force est déployée en accord avec les autorités turques, pour faire respecter la sécurité des réfugiés sous l'égide de l'ONU.

Après l'abandon du missile S 45

M. Fabius s'interroge sur l'intérêt de maintenir le programme Rafale

La décision de M. François Mitterrand d'abandonner le missile stratégique S 45, qui devait remplacer le missile S 3 au plateau d'Albion (le Monde daté 21-22 juillet), continue de susciter de nombreuses réactions dans les milieux politiques.

Après M. Jacques Chirac, qui a demandé au chef de l'Etat de revenir sur cette initiative (le Monde du 25 juillet), M. François Fillon, député RPR de la Sarthe et ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, estime dans un entretien au Figaro, que « c'est choquant et un mauvais choix » et qu'« une bonne décision aurait été la poursuite du programme, avec deux variantes : l'une fixe, à Albion, et l'autre mobile ». M. Fillon considère que « le président décide en réalité de ne faire reposer la dissuasion à partir de 1998 que sur les seuls sous-marins », dont il redoute que la crédibilité ne soit plus aussi assurée dans cinq ou dix ans.

Pour sa part, l'actuel président de la commission, M. Jean-Michel Boucheron, député PS d'Ille-et-Vilaine, considère que « le S 45 correspond à des données stratégiques du passé ».

Dans un point de vue publié par le Figaro, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, écrit : « Il est judicieux de renoncer au missile mobile S 45 et il ne paraît pas nécessaire de lancer dans l'immédiat un nouveau programme air-sol longue portée (ASLP) destiné à remplacer le S 45 ». L'ancien premier ministre s'interroge sur l'intérêt de cet

avion. « Le Rafale arrive-t-il au bon moment par rapport aux besoins de notre armée de l'air », se demande-t-il en se prononçant pour la version d'attaque au sol du Mirage 2000.

En règle générale, M. Fabius se prononce pour un dispositif militaire « resserré », « simplifié », « plus mobile » et « plus professionnel ». Il conclut : « Je suis convaincu qu'on n'élèvera pas de la question de la professionnalisation de notre armée de terre (...) Le débat sur le principe et les formes de la conscription s'ouvrira tôt ou tard ».

Enfin, l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Jean-François Poncelet, a estimé que le missile S 45 « ne peut disparaître vraiment de la loi de programmation, dans laquelle il figureait, qu'après un débat et un vote au Parlement ». Interrogé par RMC, le sénateur du Lot-et-Garonne a ajouté : « C'est une décision sur laquelle l'opposition n'a pas été consultée et qui a été annoncée unilatéralement ».

Saisi par des élus de l'opposition

Le Conseil constitutionnel avale la loi « DDOEF »

Saisi par des députés et des sénateurs de l'opposition, le Conseil constitutionnel a examiné, mercredi 24 juillet, la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF). Il a considéré que ce texte était constitutionnel tant dans la procédure suivie qu'en son fond.

Quant à la procédure, le Conseil constitutionnel a jugé que la nature des dispositions contenues dans le DDOEF « n'exigeait pas que soit suivie la procédure propre aux lois de finances ».

Quant au fond, les requérants contestaient la constitutionnalité de trois articles.

A l'article 7-1, relatif au régime de TVA applicable à certaines opérations bancaires, les auteurs de la saisine dénonçaient le caractère rétroactif des dispositions du texte. Le Conseil constitutionnel a considéré, conformément à sa jurisprudence, que « le législateur peut, pour des raisons d'intérêt général, sous réserve de ne pas infliger des sanctions plus sévères et de respecter l'autorité de la chose jugée, interpréter rétroactivement la loi fiscale ».

A l'article 33, concernant les modalités d'établissement de l'assiette de la taxe départementale sur le revenu, le Conseil constitutionnel a jugé que « ne sont pas contraires au principe d'égalité les dispositions qui fondent la définition des personnes assujetties à cette nouvelle taxe sur des critères objectifs et rationnels ».

A l'article 44, le Conseil constitutionnel a considéré que le transfert à l'Etat du montant du prélèvement général sur les sommes engagées au Pari Mutuel, jusqu'alors affecté à la Ville de Paris et représentant 0,50 % des recettes de fonctionnement inscrites à son budget primitif pour 1991, n'affecte pas les ressources fiscales de la Ville de Paris au point d'en entraver la libre administration ».

Malgré les mesures annoncées par le gouvernement

Les enfants de harkis provoquent de nouveaux incidents à Narbonne

Les enfants des anciens harkis de la cité des Oliviers à Narbonne (Aude) ont repris leur mouvement de protestation dans la nuit de mercredi 24 au jeudi 25 juillet, en lançant des cocktails Molotov et en incendiant trois voitures.

Peu avant minuit, le visage masqué par des cagoules, plusieurs jeunes gens ont lancé une demi-douzaine de cocktails Molotov contre le bâtiment de la direction opérationnelle des Télécoms à Narbonne.

Quatre engins ont explosé en faisant des dégâts de moyenne importance. Une heure plus tard, les manifestants, au nombre d'une soixantaine, incendiaient trois voitures à proximité de la cité des Oliviers et empêchaient toute intervention en lançant des pierres contre les sapeurs pompiers.

Un responsable du mouvement harki a déclaré à l'AFP que les jeunes de la cité avaient été déçus par une réunion qui s'était tenue la veille à la sous-préfecture de Narbonne. Ces incidents sont les premiers depuis la remise en liberté, le 18 juillet, de trois jeunes de la cité incarcérés à Carcassonne après les incidents des 23 et 24 juin.

Mercredi matin, à Nîmes, quatre fils de harkis avaient pris position, devant la préfecture du Gard, le visage dissimulé sous des cagoules, munis, eux aussi, de cocktails Molotov et d'une bonne dose de gaz, menaçant de « tout faire sauter » et demandant la libération d'un de leurs camarades, Mohamed Berkane, emprisonné pour avoir blessé un gendarme, le 8 juillet, à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard).

Ils étaient repartis en voiture, en début d'après-midi, après qu'une délégation de leurs aînés eût été reçue à la préfecture (nos dernières éditions du 25 juillet).

A Milwaukee (Etats-Unis)

Meurtrier en série

Le locataire d'un appartement de Milwaukee, dans le Wisconsin (Etats-Unis), où onze cadavres avaient été découverts, certains dépecés, a avoué, mercredi 24 juillet, être l'auteur de ces meurtres. L'homme, Jeffrey Dahmer, âgé de trente et un ans, a confessé qu'il droguait ses victimes avant de les étrangler, puis de les démembrer. Il a déclaré avoir fait bouillir certaines des têtes pour les conserver. Trois de ces têtes avaient d'ailleurs été découvertes par la police, mardi 23 juillet, dans son réfrigérateur. Des troncs, jambes et bras découpés étaient rangés dans des cartons.

Jeffrey Dahmer, ancien employé d'une fabrique de chocolat, était en liberté conditionnelle après avoir été condamné à cinq ans de prison pour agression sexuelle à l'encontre d'un adolescent, en 1988. Il rencontrait ses victimes, toutes de sexe masculin, dans des bars ou des centres commerciaux et les attirait dans son appartement en leur proposant de les photographier. Il avait pris ainsi des photos d'un certain nombre d'entre elles, lorsqu'elles étaient encore vivantes ou après les avoir tuées, ainsi que de leurs têtes et de certaines parties de leur corps.

Le meurtrier en série avait été arrêté, lundi 22 juillet, après qu'un homme — qu'il avait menacé d'un couteau — se fut échappé de l'appartement, menottes aux mains. Les policiers de Milwaukee n'ont pas confirmé les rumeurs de cannibalisme rapportées par la presse locale. Mais cette nouvelle affaire de meurtrier en série suscite une très vive émotion aux Etats-Unis.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Immigration : « Le programme commun de la droite et de la gauche », par M. Bernard Stasi ; Un entretien avec M. Roland Castro 2

ÉTRANGER

Les sanctions contre l'Irak : Le Conseil de sécurité examine deux projets de résolution 3

Washington et le Cambodge : Les Etats-Unis s'inquiètent d'une solution partielle 5

POLITIQUE

Les échéances électorales : M. Michel Mouillat, maire (UDF) de Cannes, veut devenir l'homme fort des Alpes-Maritimes 6

SOCIÉTÉ

Le verdict de Carcassonne : Clémence pour les parassites auteurs d'une « ratonnade » 7

Le Tour de France : Les Dauphinois aiment la montagne 9

CULTURE

Florent Schmitt redécouvert : Les Festivals d'Avignon et de Montpellier explorent le répertoire du compositeur français 8

LIVRES • IDÉES

• Dossi, l'indocile • Rencontres américaines : Paul Auster • Ecrivains et photographes : James Agee et Walker Evans • Le feuillet de Michel Braud 11 à 17

ÉCONOMIE

Les loyers dans la région parisienne : Prix libres pour les locaux laissés vacants par le départ du locataire 18

Un comité européen de concertation chez Elf : L'accord signé avec les syndicats conduit à un comité d'entreprise européen avant la lettre 19

COMMUNICATION

Les difficultés d'A 2 et de FR 3 : M. Hervé Bourges demande à l'Etat de tenir ses engagements financiers 19

Services

Abonnements 2
Carnet 22
Loto 22
Marchés financiers 20-21
Météorologie 23
Mots croisés 23
Radio-Télévision 23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25 juillet 1991 a été tiré à 459 355 exemplaires.